

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12903 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— JEUDI 24 JUILLET 1986

M. Reagan aux côtés de M. Botha

Faisant fi de la pression croissante qui s'exerce, tant aux États-Unis que dans le monde, en faveur de pressions économiques contre l'Afrique du Sud, le président Reagan vient de réaffirmer sa confiance envers les dirigeants de Pretoria. La clé de l'avenir, a-t-il dit mardi 22 juillet, est dans les mains du président Botha. Ce dernier reste, à ses yeux, l'homme le mieux placé pour favoriser l'accession de la majorité noire de son pays à l'égalité civique et politique avec la minorité blanche.

Cet acte de foi peut surprendre. Si nécessaires soient-elles, les réformes jusqu'ici engagées par M. Botha s'abandonnent soigneusement de toucher à l'essentiel. Au rythme où elles sont menées, ce n'est pas avant des années que prendra fin le drame qui se joue dans le coin de l'Afrique et que ponctuent, chaque jour, de nouvelles violences.

M. Reagan a, certes, — mais c'est bien le moins qu'il pouvait faire, — dénoncé l'apartheid comme « immoral et politiquement inacceptable ». Il n'a pas manqué non plus de présenter au gouvernement de Pretoria toute une série de demandes qui devraient jalonner, à ses yeux, le chemin menant à la paix civile : levée de l'état d'urgence ; échec pour l'élimination des lois régissant l'apartheid ; libération de tous les prisonniers politiques ; légalisation des mouvements politiques noirs ; ouverture d'un dialogue entre les autorités blanches et les autres communautés sud-africaines, en vue de définir un système politique fondé sur le consensus et la protection des minorités.

Tout cela n'est pas rien, et si seulement la moitié de ce programme était rapidement réalisée un grand pas serait franchi vers la disparition du scandale de l'apartheid. Restent les moyens pour y parvenir. Un nombre de plus en plus grand de pays et les Noirs sud-africains eux-mêmes estiment que seules des sévères sanctions économiques pourront faire plier Pretoria. La crise que traverse actuellement le Commonwealth traduit l'importance des États du tiers-monde devant l'immobilisme de Londres et de Washington.

A cet égard, le discours de M. Reagan n'a apporté aucun élément nouveau. Comme M. Thatcher, le président américain est formellement hostile à des sanctions, allant même jusqu'à y voir « un acte de folie ». Pour justifier son attitude, M. Reagan a rapidement, plus explicitement encore que dans le passé, le problème sud-africain dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest. Le vide que créerait un retrait de la présence économique occidentale ne pourrait que profiter, a-t-il expliqué, à l'Union soviétique, mettant ainsi en danger un corridor maritime de première importance et la fourniture de « minerais stratégiques », difficilement remplaçables.

Ce raisonnement est sans doute partagé, en silence, par nombre de pays européens et explique leurs hésitations à sévir plus durement contre Pretoria. Il n'a aucune chance, en revanche, d'être entendu par les dirigeants de la majorité noire sud-africaine. Même s'il ne pouvait s'attendre à se voir tresser une couronne de lauriers, M. Reagan sera peut-être étonné d'apprendre que l'évêque Tutu, prix Nobel de la paix, a qualifié ses derniers propos de « répugnance ». Cette violence verbale traduit le désespoir d'une communauté qui se sent abandonnée et qui est prête, pour arracher sa dignité, à de nombreux sacrifices.

Aux États-Unis mêmes, le président va au-devant d'une rude bataille avec le Congrès, qui vient d'accueillir très fraîchement sa proclamation de solidarité avec M. Pieter Botha.

(Lire nos informations page 3.)

En attendant la privatisation Douze nationalisées changent de président

M. Mitterrand a accepté, non sans réserves, le changement proposé par M. Chirac de douze parmi les vingt-cinq PDG des principales entreprises nationalisées privatisables, lors du conseil des ministres de ce mercredi 23 juillet. Il s'agit d'une première vague qui concerne les sociétés mères. Le sort des dirigeants des quarante autres entreprises de second rang incluses dans le programme de privatisation sera réglé ultérieurement.

Une moitié des vingt-cinq principaux groupes nationalisés privatisables changent de patron. Le mouvement à la tête des principales entreprises françaises de l'industrie, de la banque, des assurances et de la finance, est majeur. Peu de pays, encore moins ceux qui font référence au libéralisme, pratiquent un tel « système des dévouilles » dans le monde des affaires.

Le gouvernement a souhaité remplacer des PDG nommés pour la plupart par les socialistes, attachés donc d'une façon ou d'une autre à la nationalisation (1). M. Chirac l'avait indiqué dès avant le 16 mars, puis confirmé ensuite, en inscrivant les nominations dans la loi d'habilitation économique et sociale. Ces groupes ont vocation à être privatisés, et il fallait placer à leur présidence des

hommes favorables à cette rupture idéologique et économique.

A couper trop de têtes, le risque était néanmoins évident d'apparaître engager une revanche politique. La gauche avait « placé des amis », la droite allait placer les siens. Pour qui veut par principe séparer l'économie de l'État, le paradoxe d'une privatisation qui commence par une décision élitique n'est pas facilement explicable à l'opinion.

MM. Chirac et Balladur ont donc fait valoir que le seul critère de décision était la « compétence ».

ÉRIC LE BOUCHER.
(Lire la suite page 16.)

(1) Les PDG ont été nommés en 1982 après le vote de la loi de nationalisation puis renommés en 1984 en application de la loi de démocratisation du secteur public.

La polémique autour de TDF 1 Les industriels veulent sauver le satellite de télévision

Faut-il lancer le satellite de télévision directe ? A deux jours des ultimes arbitrages, la polémique bat toujours son plein. Le ministre des P et T met en cause la fiabilité de l'engin, celui de la communication son retard technique, le ministre des finances rechigne à le financer sur fonds publics. Mais les industriels se mobilisent pour sauver un projet où se sont déjà investis près de 4 milliards de francs.

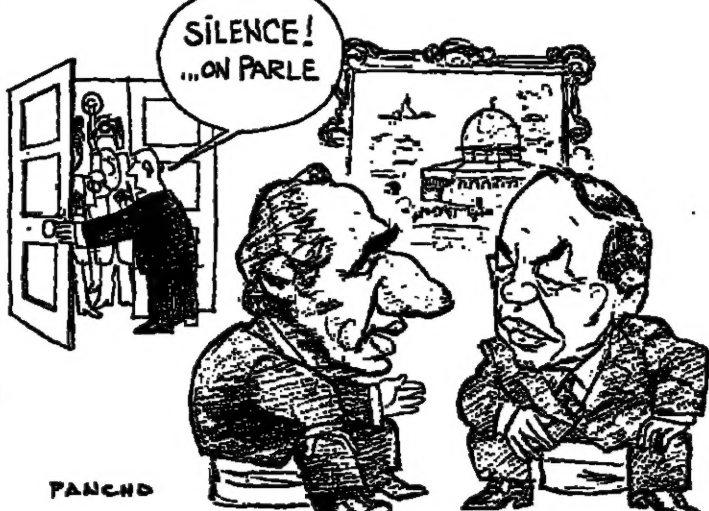
C'est vendredi 25 juillet que le premier ministre doit décider du sort du satellite de télévision directe, qui devrait arroser l'Europe de l'Ouest avec cinq canaux de télévision. Un projet lancé en 1979, mais combattu depuis avec persévérance par l'administration des P et T. Eurosatellite, Aérospatiale et Alcatel Espace protestent vigoureusement contre la mise en cause par les services techniques du ministre des P et T, M. Longuet, de la fiabilité du satellite TDF 1. Selon les industriels, une commission d'enquête a examiné les incidents survenus sur les tubes d'émission de l'engin et a conclu, le 18 juillet, à « leur caractère mineur ». De même, les éléments défectueux du calculateur de bord pourraient être « remplacés très facilement ».

Les industriels soulignent que TDF 1 est déjà achevé et entièrement financé, et que TDF 2 « est déjà très avancé ». Un abandon par l'État du programme pourrait donc entraîner le versement d'indemnités conséquentes. Le contrat en cours sur TDF 2 se monte à 530 millions de francs. Alcatel Espace a reçu, pour sa part, une commande de 265 millions de francs, que la société estime avoir entièrement honorée. Aérospatiale, de son côté, affirme avoir réalisé la moitié du travail. Cette contre-attaque est appuyée par toutes les fédérations de l'industrie électronique (voir page 20). Une mobilisation qui semble ébranler les conseillers du premier ministre.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La rencontre d'Ifrane entre Hassan II et Shimon Pérès

La fierté teintée d'inquiétude des Marocains



PANCHO

IFRANE
de notre envoyée spéciale

« Le roi Hassan II s'adressera ce mercredi 23 juillet à 21 h 30 à la nation. » Ce communiqué laconique diffusé dans la soirée de mardi par l'agence officielle MAP est la seule indication officielle pour les Marocains qu'un événement de première importance se déroule dans leur pays. Le black out demeure en effet total dans la presse sur la visite qu'effectue depuis lundi à Ifrane le premier ministre israélien. Ni l'agence MAP, ni la radio, ni la télévision n'ont accordé une ligne à cette rencontre que nul n'ignore cependant, les radios étrangères étant largement écoutées ici.

La petite station estivale d'Ifrane, noyée au milieu des cèdres, sapins et chênes, à 700 mètres d'altitude, présente son aspect habituel. Les mesures de sécurité — deux barrages de gendarmerie et de police à l'entrée de la ville — sont celles qui existent en temps normal quand le roi y séjourne, et aucun dispositif particulier, policier ou militaire, n'est visible. Mardi soir, les habitants d'Ifrane étaient nombreux à déambuler le long des rues, profitant de la fraîcheur. M. Shimon Pérès lui-même n'a pas résisté à l'envie de faire quelques pas autour de la villa mise à sa disposition près du palais royal, protégé, lui, par une cinquantaine de gardes du corps.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 2.)

Les « victimes » de l'alternance

Ce n'est pas rose tous les jours d'être un ancien ministre socialiste...

Dans l'assemblée, il se portait bien, merci. Les anciens ministres socialistes — pour peu que l'on mette à part le cas de Christian Nucci — ont l'air frais, le teint rose et la reconquête pleine la tête.

Laurent Fabius le reconnaît sans fausse modestie : « Avant le 16 mars, j'avais un peu peur de la perte du pouvoir. Le seul exemple que nous avions sous les yeux, c'était le personnel politique de la droite en 1981. Et ils avaient vraiment l'air très malheureux, comme si on leur avait enlevé leurs hochets. »

Diabolique ! Quitter le pouvoir, c'est comme partir en retraite : cela se prépare psychologiquement. Le jour où, sur le perron de son ministère, on serre avec un sourire plus ou moins contrit la main de son successeur, ce n'est pas seulement aux voitures avec chauffeur et aux avions du GLAM (Groupe de liaisons aériennes ministérielles) que l'on renonce. Mais aussi « certaines parties de votre agenda deviennent tout à coup remarquablement floues », résume Michel Delebarre, ancien ministre du tra-

vail. Un cabinet omniprésent pré-mâchait vos dossiers, écrivait vos discours, et « il faut aller chercher soi-même sa documentation, lire les journaux », soupire Henri Nallet, ancien ministre de l'agriculture. Et, surtout, vous dégringolez sur la tête une interrogation que Jean-Marie Bockel, ancien ministre du commerce, n'hésite pas à qualifier d'« existentielle » : « Quel est le rôle d'un parlementaire, et a fortiori, d'opposition ? »

Pourtant, on s'y fait. Jean Auroux redécouvre avec extase ses rythmes biologiques : l'ancien ministre des transports... remarque à pied dans Paris et se promet d'aller pêcher le saumon en Écosse, à l'invitation du collègue britannique avec qui il a négocié le tunnel sous la Manche. Si Henri Nallet « vient en bus à l'Assemblée », Pierre Bérégovoy, lui, limite ses concessions à la simplicité : certes, l'ancien ministre de l'économie et des finances « conduit lui-même sa voiture », mais il n'a pris le métro « qu'une fois ou deux, n'exagérons pas ». Yvette Roudy, qui a emporté avec elle, au souvenir, la plaque en cui-

vre gravée « ministère des droits de la femme » (qu'elle a apposée sur la porte des W-C de son appartement de Montparnasse), se rend chaque semaine dans son département « par le train. Les gens sont très amicaux, certains me font passer des mots ».

Autre adepte du train : Edith Cresson, ancien ministre du développement industriel et du commerce extérieur, qui collectionne les témoignages d'affection des patrons de rencontre. Seul Jean Le Garrec, ancien secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, confirme en souriant un naturel peu débrouillard, et avoue sa nostalgie du temps des anges gardiens : « Aujourd'hui, je me perds dans les parkings. Mon flic, c'était un peu ma nounou. Et on est tous des mômeux. » Mais c'est l'exception. Mêmes ou pas, les anciens ministres comme les autres députés vont « faire leurs C'est cela qui est sympa ».

Et puis, en cinq ans de survivité, on accumule les désirs insouviés, les cavies d'escapade insatisfaites.

DANIEL SCHNEIDERMAN.
(Lire la suite page 5.)

CHRONIQUE DES ANNÉES

Les années anglaises
PAGE 8

Carrefour du développement
Une « pompe à fric » bien huilée.
PAGE 6

Austérité en Algérie
Haïte au gaspillage et appel à l'épargne
PAGE 3

L'affaire Greenpeace
Le capitaine Prier et le commandant Mafart ont gagné l'île de Hao.
PAGE 20

Une clinique pour les VIP du Proche-Orient
Elle sera construite à Paris, avec des capitaux arabes.
PAGE 7

Le Monde SPECTACLES
Cinéma : en tournage avec Francis Girod à Haïti.
Avignon : peintures et musiques africaines.
Musique : la cité de La Villette.
Pages 9 à 11

Le sommaire complet se trouve page 20

GRAND PRIX LITTÉRAIRE DES LECTRICES DE ELLE

François-Marie BANIER



Balthazar, fils de famille
roman

GALLIMARD

rif

ÉCONOMIE

24.14 Commerce international
24.15 Industrie
24.16 Agriculture
24.17 Services
24.18 Travaux publics
24.19 Énergie
24.20 Transports
24.21 Santé
24.22 Éducation
24.23 Culture
24.24 Loisirs
24.25 Environnement
24.26 Autres

Sur le rif

Charron

Un dirigeant... est inculpé...

Un dirigeant... est inculpé...

Un dirigeant... est inculpé...

Un dirigeant... est inculpé...

Un dirigeant... est inculpé...

Un dirigeant... est inculpé...

Un dirigeant... est inculpé...

Un dirigeant... est inculpé...

LA BAGAGERIE



CRÉATEURS D'INTELLIGENCE

CRÉATEURS D'INTELLIGENCE

CRÉATEURS D'INTELLIGENCE

CRÉATEURS D'INTELLIGENCE

CRÉATEURS D'INTELLIGENCE

CRÉATEURS D'INTELLIGENCE

CRÉATEURS D'INTELLIGENCE

CRÉATEURS D'INTELLIGENCE

CRÉATEURS D'INTELLIGENCE

CRÉATEURS D'INTELLIGENCE

Etranger

La rencontre d'Ifrane entre Hassan II et Shimon Pérès

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a réagi favorablement mais prudemment à l'annonce des entretiens qu'ont, à Ifrane, le roi Hassan II et le premier ministre israélien Shimon Pérès. « Si cette initiative pouvait contribuer à définir un règlement au Proche-Orient, ce serait une bonne chose », a-t-il dit, ajoutant : « mais il est encore trop tôt pour l'affirmer ». La France, a rappelé le ministre, ne cessait de mettre en garde contre le fait qu'il y avait stagnation, qu'il n'y avait plus d'initiative au Proche-Orient depuis des mois. En fait, « l'initiative jordanienne-palestinienne

du début 1985 (qui a échoué) avait épuisé beaucoup de l'imagination requise pour résoudre les problèmes de cette région du monde », a conclu M. Raimond.

■ A WASHINGTON, le gouvernement a « applaudi » la rencontre d'Ifrane, qu'il a qualifiée « d'occasion historique de promouvoir la cause de la paix dans la région ». Le département d'Etat a également appelé, dans un communiqué, « tous les gouvernements à soutenir cette initiative courageuse de ces deux dirigeants, à laquelle le gouvernement américain

apporte son ferme soutien ». Les autorités américaines ont souligné qu'il s'agissait d'une initiative propre aux deux dirigeants. Le porte-parole a ajouté que les États-Unis en avaient été « informés à l'avance » et qu'ils avaient exprimé leur soutien. Un peu plus tôt, la Maison Blanche s'était vivement félicitée d'une rencontre qui « symbolise un changement intervenu au Proche-Orient et crée un contexte de nature à promouvoir le processus de paix ».

■ A LONDRES, M^{me} Margaret Thatcher a déclaré, devant la chambre des Communes, qu'elle était heureuse de voir s'engager ce dia-

logue, mais qu'à ses yeux l'O.L.P. ne devait être, en aucune manière, mêlée à la négociation visant à régler la crise du Proche-Orient tant qu'elle n'accepterait pas les résolutions 242 et 348 des Nations unies reconnaissant l'existence d'Israël.

■ A MOSCOU, l'agence Tass voit dans la visite du premier ministre israélien au Maroc « une nouvelle tentative d'Israël et des États-Unis, qui le soutiennent, pour imposer aux pays arabes des variantes capitulaires du scénario de Camp David, afin de régler le conflit du Proche-Orient ». — (AFP, Reuters.)

ISRAËL : M. Shamir mi-figue, mi-raisin

JÉRUSALEM
de notre correspondant

En attendant le retour du Maroc de son premier ministre, Israël balance entre la satisfaction, l'espoir et la prudence. La majorité des Israéliens sont à l'évidence satisfaits de la percée diplomatique que représente à lui seul le séjour marocain de M. Pérès. Les plus optimistes espèrent, notamment du côté travailliste, que l'événement relancera le processus de paix en panne depuis de longs mois. Nombreux sont aussi ceux qui, en particulier à droite, méfient en garde contre toute espérance hâtive, soulignant l'insécurité des obstacles à surmonter tant dans le monde arabe qu'en Israël même.

La réaction la plus attendue est venue de M. Itzhak Shamir, ministre des affaires étrangères, patron du Likoud et futur premier ministre dans moins de trois mois. « Connaissez-vous le projet de voyage de M. Pérès ? Lui avez-vous donné votre bénédiction ? », lui demandait-on mardi alors qu'il rendait visite à une implantation juive de Cisjordanie. Après quelque hésitation il se contenta de répondre avec un petit sourire : « J'étais au courant ». Autrement dit, M. Shamir savait, mais cela n'a pas déchaîné son enthousiasme.

Le chef de la droite n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler discrètement le premier ministre aux réalités politiques locales. « M. Pérès, a-t-il dit, n'en a rien mandaté pour faire des concessions territoriales en échange de la paix. » Après avoir indiqué qu'à sa connaissance « aucun Palestinien n'avait été associé aux pourparlers israélo-marocains », M. Shamir a répété qu'il était prêt « à des négociations sans conditions préalables et disposé à cet effet à examiner toute proposition et à se rendre [lui-même] au Maroc ou ailleurs si nécessaire ». Une fois redevenu premier ministre, M. Shamir donnera-t-il suite aux actuelles conversations Hassan II-Pérès ? « Nous verrons. Si le gouvernement d'union nationale approuve la substance de ces entretiens, ils auront une suite. » Une fidèle de M. Shamir, le député Ehad Olmert, s'est moins embarrassé de nuances. « Pérès ne peut rien faire sans le consentement du

Likoud, a-t-il déclaré, il ferait donc aussi bien d'apprécier au maximum la beauté des montagnes de l'Atlas. »

Chez les travaillistes les réactions reflètent un optimisme réel mais prudent. M. Yossip Belin, porte-parole du cabinet, a prévenu contre tout engouement excessif. Il a démenti que M. Pérès se soit rendu au Maroc porteur d'un « plan de paix spécifique ». Dans les milieux gouvernementaux on dément que les initiateurs de la rencontre d'Ifrane aient en l'intention à l'origine d'y associer Hussein de Jordanie. Le président — travailliste — de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, M. Abba Eban, a rejeté tout parallèle entre le voyage de M. Sadate à Jérusalem et celui de M. Pérès au Maroc. Il tient surtout les entretiens d'Ifrane pour un « signal » adressé au souverain hachémite.

Les réactions les plus hostiles au voyage de M. Pérès proviennent — cela ne surprendra guère — des deux extrêmes de l'éventail politique. Le député communiste M. Meir Wilner y voit la confirmation que le premier ministre « veut résoudre le conflit israélo-arabe en ignorant totalement les Palestiniens ». M^{me} Cohen, dirigeante du mouvement annexionniste Teliha, soupçonne, quant à elle, M. Pérès de « préparer la récession partielle de la Cisjordanie à

Hussein de la même façon que la venue du président Sadate à Jérusalem avait ouvert la voie à l'abandon total du Sinaï ».

Les réactions des Palestiniens de Cisjordanie ne sont pas homogènes. Une partie d'entre eux estime que le divorce entre le roi Hussein et Yasser Arafat a ruiné pour l'instant les chances d'un règlement négocié. Les Palestiniens des territoires, ajoutent-ils, n'ont donc à ce stade rien à perdre. Tel est l'avis par exemple de M. Hanna Siniara, rédacteur en chef du journal de Jérusalem *Al Fajr*, et de M. Moustapha Natché, maire délégué de Hébron. « La rencontre d'Ifrane est très importante, nous disaient, mardi, M. Siniara, nous l'accueillons favorablement. Hassan a toujours défendu notre droit à l'autodétermination. Pourquoi rejeterions-nous d'emblée cette nouvelle raison d'espérer ? »

Un autre courant condamne sans nuances la rencontre. Cette intransigence reflète sans doute les sentiments de la jeune génération nationaliste qui crie « au second Camp David ». Pour le journaliste Daoud Kuttab, « la visite de Pérès renferme le cercle des complots arabes contre le peuple palestinien ». La discordance des réactions enregistrées à Jérusalem-Est semble exprimer d'assez près le débat qui se poursuit entre deux lignes dans l'entourage de M. Arafat.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

DANS LE MONDE ARABE : l'Egypte ravie, la Jordanie, « guère optimiste... »

Hamishmar selon lesquelles le roi Hassan II avait obtenu l'aval de Ryad.

L'Irak, pourtant proche du Maroc, a condamné le « comportement déviant et bizarre » adopté par le roi Hassan II, et s'est étonné de ce « faux pas » fait alors qu'il est « loin de la ligne de la confrontation avec l'ennemi et n'a pas de territoire occupé ».

La colère des « durs »

Dans le camp des « durs », la Syrie a été la première à réagir. Après avoir annoncé qu'elle rompait toutes ses relations avec Rabat, elle a interdit à ses citoyens de se rendre dans ce pays et a donné à l'ambassadeur syrien à Damas une semaine pour quitter le pays. L'ambassadeur syrien à Rabat a reçu l'ordre de fermer son ambassade et de rentrer à Damas avec tout son personnel. Paradoxalement, la réaction du colonel Kadhafi a été moins dure. « Je suis incrédule devant ce que j'ai entendu à propos de cette visite », a-t-il dit, ajoutant, si elle se confirmait, elle pourrait être considérée comme une grave violation du traité d'Oujda qui a créé l'union arabo-africaine entre les deux peuples. »

Chez les Palestiniens, la réaction la plus violente a été celle d'un porte-parole du groupe d'Abou Nidal qui a déclaré à Beyrouth que les « Marocains avaient répondu de la trahison de leur roi », ajoutant : « le sort des traités sera la mort ».

A Tunis, après avoir siégé toute la journée du mardi sous la présidence de M. Yasser Arafat, le comité central du mouvement Fath a « condamné vigoureusement la visite au Maroc de M. Pérès ».

Les dirigeants du Fath demandent « à la nation arabe de s'opposer à cette violation du consensus arabe et international », et ajoutent : « Ce pas dangereux que la Maroc a osé entreprendre entre dans le cadre des solutions séparées qu'ont rejetées le peuple palestinien et la nation arabe. » Le communiqué déclare montrer que l'accueil officiel de M. Pérès au Maroc constitue non seulement une violation des résolutions des sommets arabes, mais aussi de celles des sommets islamiques qui ont affirmé à plusieurs reprises « leur refus de tout dialogue avec l'entité sioniste » et aura pour résultat « de créer de nouvelles divisions dans les rangs arabes qui ont plus que jamais besoin de cohésion, d'unité et de solidarité ».

Face à « ce déshonneur arabe », le Fath invite le comité exécutif de l'O.L.P. à demander « d'urgence » la convocation d'un sommet arabo-africain extraordinaire « pour faire face à la situation ». Le porte-parole de l'O.L.P., M. Ahmad Abderrahmane, a précisé que l'organisation palestinienne souhaitait que ce sommet se tienne à Alger. (AFP, Reuters, AP, UPI.)

■ Mise au point. — L'ambassade d'Arabie saoudite à Paris nous demande de préciser que, contrairement à l'information d'agence reprise dans notre « Bulletin de l'étranger » du 23 juillet, le prince héritier ne se trouvait plus en vacances au Maroc au moment de l'arrivée de M. Shimon Pérès.

ALGER : la logique de la compromission

ALGER
de notre correspondant

L'Algérie a réagi à la visite de M. Shimon Pérès au Maroc par une déclaration du porte-parole des affaires étrangères, estimant que « le palais royal marocain a fait parvenir la logique de la compromission à son point culminant ». Recevoir M. Pérès, « c'est prendre la responsabilité d'un outrage à l'ensemble de la nation arabe et d'une atteinte inqualifiable à sa cause la plus sacrée : la libération de la Palestine, par laquelle passent l'Arabie et l'assurance de leur dignité et de leur honneur », poursuit le texte.

« L'initiative marocaine ouvre une nouvelle brèche dans les rangs arabes », ajoute le porte-parole des affaires étrangères, avant de conclure que, si « le président Sadate et les accords de Camp David n'ont pas réussi dans cette voie, il en sera de même de cette initiative que le palais royal marocain a cru pouvoir prendre et que l'Algérie regrette et condamne ».

Le « ministre de l'information » de la République arabe sahraïenne (RASD) a également condamné la visite du chef du gouvernement israélien dans un communiqué, considérant que « le roi Hassan II essaie d'exploiter à son profit une carte qu'il ne détient pas, à savoir la tentative de s'arranger le droit de disposer des peuples arabes, moyennant des soutiens financiers, pour poursuivre sa guerre d'agression et de génocide contre le peuple sahraoui. » F.F.

Une fierté teintée d'inquiétude

(Suite de la première page.)

Si rien n'a filtré sur la teneur des entretiens, les deux délégations laissent entendre que ceux-ci se déroulent dans un bon climat. C'est lundi soir vers 22 heures que la délégation israélienne est arrivée à Ifrane, où un dîner lui a été offert. Le roi qui ne participait pas à ce repas, est alors venu saluer son hôte. Le premier entretien au sommet entre les deux délégations, précédé d'un tête-à-tête entre le roi et M. Pérès, a eu lieu mardi matin. Du côté marocain, la délégation se compose du conseiller du roi, M. Ghedira, grand artisan de cette rencontre, du ministre des affaires étrangères, M. Filali, et du ministre de l'intérieur et de l'informa-

tion, M. Basri. Un deuxième entretien, auquel n'assistait pas le roi, a eu lieu en fin de soirée, et, troisième, toujours sans le souverain, jeudi matin. M. Pérès, qui revendra le roi avant son départ, devrait quitter Ifrane dans l'après-midi.

Ce nouveau « coup » politique du souverain — un de plus en fait, ironisent certains, faisant référence au traité d'union avec la Libye en août 1984 et à la réunion du sommet arabe de Casablanca en août 1985 — suscite tout à la fois inquiétude et fierté dans l'opinion marocaine.

« Je suis très heureux. C'est l'événement du siècle, nous a dit un étudiant, mais maintenant nous

allons être en première ligne pour le terrorisme syrien ou libyen. »

« Il fallait débloquer la situation »

« Tout cela, c'est très bien, mais où cela va-t-il nous mener ? », renchérit son voisin. L'anxiété à propos des conséquences possibles de cette « conquête » domine d'autant plus que celle-ci demeure incompréhensible à la plupart. Si, officiellement, on se refuse à commenter les premières réactions dans le monde arabe, il n'en reste pas moins que beaucoup s'interrogent sur ce que le Maroc a à gagner en prenant un tel risque. Cette rencontre, soulignent cependant, a été longuement pré-

parée, et on peut donc penser que le roi, dont le réalisme est bien connu, ne s'y est pas engagé sans atouts et sans savoir un peu ce que M. Pérès avait à proposer.

Avant même le discours à la nation du souverain, ce mercredi, on souligne ici que, de toute façon, l'essentiel aujourd'hui dans le conflit israélo-arabe est de « faire bouger les choses ». « L'état de ni guerre ni paix n'est profitable à personne, nous a déclaré un ministre marocain. Il faut débloquer la situation. Pourquoi aujourd'hui ? Parce que le roi est convaincu que M. Pérès est plus souple que M. Shamir, et sans doute aussi parce que le souverain chérifien, excédé des atterroissements arabes, du report indéfini du sommet arabo-africain, toujours prévu à Ryad, pense que le temps est venu pour les pays arabes modérés de faire mieux entendre leur voix. »

Cette attitude ne peut que satisfaire Washington, largement associé aux préparatifs de cette rencontre, alors que M. Bush entame, ce mercredi, une longue visite au Proche-Orient. Il est symbolique que le roi ait rencontré M. Pérès le jour même où il aurait dû se trouver aux États-Unis avant qu'il n'ajourne son voyage.

Le resserrement des liens maroco-américains, quelque peu distendus après le traité d'union avec la Libye, jamais admis par Washington, va-t-il aller de pair avec la rupture avec Tripoli ? Ce n'est apparemment pas le souci majeur ici, où les premières déclarations du colonel Kadhafi ne paraissent pas, en regard à son ton habituel, d'une violence excessive. Le dirigeant libyen réfléchira peut-être à deux fois, dit-on, avant de rompre son alliance avec Rabat au moment où il traverse une passe difficile. D'un autre côté, on peut penser que Rabat a moins besoin aujourd'hui qu'il y a deux ans de cette alliance avec Tripoli, dictée par le seul souci de voir arrêter l'aide libyenne au Polisario.

La violente réaction de Damas n'a pas surpris, mais, en privé, on indique : « Le Maroc n'a de leçon à recevoir de personne. Le roi l'a souvent dit et répété. »

Reste à savoir si Hassan II, qui a pris un risque politique, sera soutenu au-delà des assurances données en privé par les capitaux arabes modérés, dont il apparaît aujourd'hui comme le porte-parole. La réaction jordanienne, plus que réservée à cet égard, n'est pas très encourageante.

FRANÇOISE CHIPAUX.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Centre national de la recherche scientifique. Les Relations entre juifs et musulmans en Afrique du Nord (du XI^e au XVIII^e siècle), 1980, 228 p.

Les juifs du Maroc

Un destin aussi brillant que tragique

A l'automne 1977, lorsque Sadate se rendit à Jérusalem, il n'y eut pas — il n'y a pas encore — de vraie réponse à son geste : « la foie saine » du roi, ne fit écho outre-Sinaï que le réajustement des diplomates », selon les termes de Jean-Paul Sartre.

La venue de Shimon Pérès chez ce même Hassan II, qui avait tant agi, avant 1977, pour le rapprochement égypto-israélien mais qui, ensuite, recula devant les hurlements des lous, est peut-être un début de réponse juive au voyage de Sadate, en tout cas un pas vers l'esprit chaleureux qui régnait au Caire il y a neuf ans.

Nombre d'Égyptiens musulmans regretteront alors que le démarche de leur président n'ait pas eu lieu quelques années plus tôt, « car elle nous aurait sans doute permis de garder quelques Israélites chez nous ». D'où sans doute à la fois la maladresse des gouvernements du Caire et aux intrigues sionistes, le départ de la quasi-totalité des soixante-quinze mille Égyptiens juifs vers d'autres lieux, israéliens ou non, laisse le long du Nil un vide affectif et culturel (et naturellement économique), encore décelable en 1986.

A défaut d'amorcer une nouvelle étape vers la paix israélo-arabe, la venue de Shimon Pérès dans l'Atlas pourrait avoir pour effet d'arrêter le processus de disparition de ce judaïsme marocain, plus vieux même que l'État, et qui vient encore de jouer un rôle dans l'his-

toire de ce pays, en favorisant par tous les moyens, n'en doutons pas, le rendez-vous d'Ifrane ; de cette action, la communauté juive marocaine devrait au moins tirer une confiance renouvelée en elle-même.

Les « Israélo-Maghrébins »

La longue, belle et dramatique saga judéo-arabe est close un peu partout. Ce ne sont pas les trois mille juifs de Tunisie, encore cruellement frappés en 1985 à Djerba, ni les quatre mille juifs de Syrie, otages sur leur propre sol natal, qui nous démentent. Le seul pays arabe où existe encore une communauté israélite active, équilibrée et un tant soit peu influente, est le royaume chérifien. Pourtant, forte de quelques trois cent mille âmes en 1950, elle ne regroupe plus aujourd'hui que de quinze mille à vingt mille personnes.

Mais le libéralisme généralement observé en la matière à Rabat permet à cette petite communauté, à la fois d'être relativement à l'aise chez elle et de rester vivifiée par les vents du monde, grâce notamment à ses contacts avec les immigrés judéo-marocains de France, du Canada et même d'Israël (deux cent mille d'entre eux se dirigèrent vers ce seul État entre 1948 et 1964). Intelligemment, l'adminis-

tration marocaine ferme les yeux sur les échanges humains avec l'État hébreu, alors que d'autres pays arabes traquent, au contraire, les doubles nationaux.

Nous avons même croisé en Israël des étudiants marocains musulmans, venus visiter une nation où les « Marocains » ont bien marqué leur place. L'actuel vice-premier ministre israélien David Levy, né à Casablanca, qu'il quitta en 1957, à l'âge de vingt ans, est, avec son art de vivre arabe et son efficacité pied-noir, typique de ces « Israélo-Maghrébins », dont les lieux de résidence et de rencontre sont de loin les endroits les plus animés d'Israël.

David Levy est fier de son origine marocaine : il évoque volontiers la culture arabo-général, née après le dixième siècle de la symbiose arabo-juive dans l'Extrême-Occident musulman, culture encore vivante sous nos yeux au Maroc. L'homme politique israélien de premier plan qu'il est devenu n'en oublie pas pour autant que le destin juif au Maroc fut, souvent, aussi brillant que tragique.

L'islam conquérant, comme partout, imposa aux Israélites — mais au Maroc avec, semble-t-il, comme en Perse, une dureté particulière — le statut de dhimmi (le protégé), sans cesse à la merci du premier caprice du sultan. Au dixième siècle, les souverains almohades persécutèrent carrément

leurs sujets juifs, les obligeant notamment à porter un vêtement distinctif. En 1495, la majorité des juifs de Fès furent massacrés. Quatre fois au moins au dix-huitième siècle, le makhel — ghetto — de Meknes fut mis à feu et à sang. La chronique sombre est inépuisable, jusque parfois sous le protectorat français (1912-1956) (1).

Cependant, comme le font remarquer les Marocains, lorsque l'intolérance devint en Espagne un outil de gouvernement des rois catholiques, à la fin du Moyen Âge, des milliers de juifs-dhimmis se firent l'incertaine dhimmitude du Maghreb à la fatale inquisition de Castille. Le 6^{er} du 31 mars 1492, qui ordonne l'expulsion de tout juif se trouvant sur le territoire de l'Espagne catholique, n'a toujours pas été abrogé... Et comment oublier le refus courageux du sultan Mohamed V, père d'Hassan II, d'appliquer à ses compatriotes Israélites les mesures discriminatoires du gouvernement de Vichy, dont Rabat, pourtant, était alors le vassal ? Nul doute que cet esprit-là a dû aussi souffrir ces jours-ci sur les scènes d'Ifrane. Quand passera-t-il sur le psychodrame arabo-israélien ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Centre national de la recherche scientifique. Les Relations entre juifs et musulmans en Afrique du Nord (du XI^e au XVIII^e siècle), 1980, 228 p.

ملکة امه الأصل

Afrique

AFRIQUE DU SUD : la question des sanctions contre le régime de Pretoria

Le Congrès accueille fraîchement l'appel de M. Reagan à « résister aux clameurs émotionnelles »

WASHINGTON
correspondance

A s'en tenir aux premières réactions, celles notamment des dirigeants républicains, un affrontement paraît inévitable entre la Maison Blanche et le Congrès au sujet de l'Afrique du Sud. Le discours du président Reagan, du mardi 22 juillet, a, en effet, sévèrement déçu les parlementaires qui s'attendaient à voir définir une nouvelle politique. M. Lugar, le président de la commission des affaires étrangères du Sénat, a déclaré : « J'espère entendre un message extraordinaire, mais le président a repris le langage le plus dur de M. Thatcher. » Bon soldat dévoué, il a toutefois ajouté qu'à son avis le président n'avait « pas dit son dernier mot ».

Les démocrates, il fallait s'y attendre, ont réagi encore plus vigoureusement. Au nom du parti, le représentant Gray a dit qu'aux yeux de la majorité noire d'Afrique du Sud « les Etats-Unis étaient associés au système le plus oppressif du monde. Le discours de M. Reagan fait des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne les garants de l'apartheid ».

Comme des inscriptions le laissent entendre depuis plusieurs jours, M. Reagan s'est montré extrêmement ferme dans son opposition aux sanctions contre Pretoria. Il a invité le Congrès et l'Europe occidentale à « résister aux clameurs émotionnelles visant à imposer des mesures punitives », ajoutant que les Etats-Unis et l'Occident com-

mettraient un acte de folie historique en rompant avec l'Afrique du Sud à propos de l'apartheid. « Nous devons rester et travailler et non rompre et partir », a-t-il dit.

M. Reagan a néanmoins quelque peu durci le ton à l'égard des dirigeants blancs. « Les Etats-Unis ne pourraient maintenir des relations cordiales avec un gouvernement dont le pouvoir repose sur un refus, fondé sur la race, des droits de la majorité de son peuple ».

Favoriser le dialogue

Et il a indiqué ce que son gouvernement souhaitait : la levée de l'état de siège, un calendrier pour l'élimination des lois sur l'apartheid, la libération des prisonniers politiques, notamment celle de Nelson Mandela, et la légalisation des partis politiques noirs. Mais le président s'est bien gardé de citer l'ANC sinon pour déplorer les actes « terroristes » commis par « certains éléments » de cette organisation. « Le gouvernement sud-africain, a-t-il dit, n'a pas une obligation de négocier l'avenir du pays avec des organisations qui voudraient créer un Etat communiste et employer des moyens terroristes pour y parvenir ».

En coordonnant son action avec ses alliés occidentaux, en premier lieu la Grande-Bretagne, Washington entend favoriser le dialogue en vue de créer une « nouvelle Afrique du Sud », une « nouvelle société ». Le président a invité les gouvernements africains de la région à se

joindre à l'effort entrepris par le secrétaire d'Etat, M. Shultz, qui aura à étudier également les moyens d'aider l'Afrique du Sud à jouer un « rôle moteur » dans la vie économique de l'Afrique méridionale, notamment par l'augmentation du commerce, des transports et des investissements dans les pays africains voisins.

A cette fin, les Noirs sud-africains doivent avoir leur place dans les affaires, les syndicats. « Cette vision d'une vie meilleure ne pourra pas se réaliser tant que subsistera l'apartheid », a dit le président, qui a, en même temps, invité les Noirs à prendre patience.

HENRI PIERRE.

La visite de Sir Geoffrey Howe : une mission « difficile mais non désespérée »

de la nécessité d'une action internationale décisive afin de mener une fin rapide au système d'apartheid.

Arrestations de « terroristes »

Le séjour du secrétaire au Foreign Office intervient au moment où les autorités sud-africaines annoncent avoir arrêté un « grand nombre » de membres présumés de l'ANC, et saisi un lot d'armes de fabrication soviétique. Dans une déclaration rendue publique mardi, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, indique que ces arrestations de « terroristes » sont liées à la vague d'explosions qui ont eu lieu au mois de juin dans la région de Durban.

Les effets de certaines sanctions internationales commencent d'ailleurs à se faire sentir en Afrique du Sud, notamment en ce qui concerne les exportations de charbon, en rai-

son de l'arrêt des importations du Danemark et de la diminution sensible de celles de la France. La Chambre des mines sud-africaines a indiqué, mardi, que trente-cinq mille mineurs pourraient être licenciés en cas de nouvelles sanctions. Un appel en ce sens a d'ailleurs été lancé, à Addis-Abeba, par les ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), chargés de préparer le vingt-deuxième sommet de l'organisation.

A Londres, le premier ministre M. Thatcher s'est déclarée prête à rencontrer M. Pieter Botha, à l'issue de la mission de Sir Geoffrey à Pretoria. « Je n'exclus pas une telle rencontre », a-t-elle indiqué devant la chambre des Communes, interrogée sur le différend qu'on lui prête avec la reine, sur la question sud-africaine, M. Thatcher a déclaré : « J'entends ne pas répondre à des questions directes ou indirectes sur mes relations avec Sa Majesté... » (AFP, Reuters, UPI).

L'ouverture des Jeux du Commonwealth à Edimbourg Défections, donc déficit...

du Commonwealth, la plupart de ceux d'Afrique et des Antilles et surtout de l'Inde.

Par leur ampleur et la diversité des disciplines pratiquées, les Jeux du Commonwealth sont normalement deuxième manifestation sportive dans le monde après les Jeux olympiques. Les organisateurs ont beaucoup souligné qu'il reste davantage d'athlètes inscrits (2100) qu'aux précédents Jeux de Brisbane (Australie), il y a quatre ans, le succès de la « fête » d'Edimbourg est gravement hypothéqué, notamment dans la mesure où la participation est désormais essentiellement anglo-saxonne, pour ne pas dire blanche. La Grande-Bretagne, avec quatre délégations indépendantes — Angleterre, Ecosse, Pays

de Galles et Irlande du Nord, — le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande représentent près des deux tiers des effectifs actuels.

Dans les épreuves d'athlétisme, surtout de course de fond et de demi-fond, l'absence des Nigériens et des Kenyans sera péniblement ressentie, même si les spécialistes anglais que sont Steve Cram, Sebastian Coe et Steve Ovett peuvent à eux seuls prétendre assurer le spectacle. La boxe est encore bien plus affectée par le boycottage des pays africains et antillais car, dans certaines catégories, il risque de ne pas y avoir assez de pugilistes pour l'attribution des trois médailles. Le malaise touche aussi les athlètes présents, puisque l'incontestable vedette de ces Jeux, Steve Cram, a reconnu qu'il « comprenait » la décision des pays absents.

La « course aux pieds nus »

Autres victimes de la « politisation » de ces Jeux : Zola Budd, la « coureuse aux pieds nus », détentrice du record du monde du 5000 mètres, et Annette Cowley, championne d'Angleterre des 100 et 200 mètres nage libre. Toutes deux sont originaires d'Afrique du Sud et, malgré un appel en justice, elles ont été exclues au dernier moment de la sélection, sous prétexte qu'elles ne remplissaient pas les critères de résidence dans le pays qu'elles représentent.

En réalité leur exclusion avait été « souhaitée » par plusieurs pays qui menaçaient de boycotter les Jeux et,

de toute évidence, les dirigeants britanniques ont cédé à cette pression dans l'espoir de modifier la position de ces pays. Mais ceux-ci ont maintenu leur décision, et cette satisfaction leur aura été ainsi donnée en pure perte.

En raison du boycottage, le budget des Jeux est également en péril. On redoute une réduction sensible du nombre des spectateurs attendus et plus encore le retrait de plusieurs « sponsors » et « annonceurs publicitaires ».

D'ores et déjà M. Robert Maxwell, coprésident du comité organisateur, a déclaré qu'il allait demander, pour un montant d'environ deux millions de livres (vingt et un millions de francs) une compensation aux gouvernements des pays absents, ainsi qu'à Mme Thatcher. Personnalité du Parti travailliste, magnat de la presse et de l'imprimerie (il est propriétaire du *Daily Mirror*), M. Maxwell s'était joint récemment à l'organisation alors que celle-ci, avant même le boycottage, semblait avoir beaucoup de peine à prévoir un équilibre de ses comptes.

Le montage financier de ces Jeux a dû être conçu sur des bases purement commerciales. Le coût total était estimé à quatorze millions de livres, et la somme de deux millions mentionnée par M. Maxwell paraît représenter le déficit minimum escompté pour l'instant. « Si j'ai un déficit », a dit M. Maxwell « elle » (M. Thatcher) doit aussi s'attendre à recevoir la note ».

FRANCIS CORNU.

ALGERIE : les efforts de redressement économique

Halte au gaspillage et appel à l'épargne

ALGER
de notre correspondant

Loi de finances complémentaire, hausse de prix, appel à l'épargne en dinars ou en devises, stimulation des exportations, mobilisation des autorités religieuses, tout est mis en œuvre pour enrayer le mécanisme de la crise économique qui frappe l'Algérie depuis que le prix du baril de pétrole s'est effondré.

Un mois avant l'Aïd al Adah, la fête traditionnelle du sacrifice, qui suit de soixante jours la fin du ramadan, et au cours de laquelle chaque musulman en mesure de le faire tue un mouton, le Conseil supérieur islamique, réuni sous la présidence de M. Boualem Bakli, ministre des affaires religieuses, a lancé un appel à la raison qui dénonce des pratiques « en totale contradiction avec la Sunna » (ensemble des règles régissant le comportement des musulmans).

Les mauvaises habitudes telles que les festins dans les zoukous (fondations religieuses dépendant d'une confrérie) et les cérémonies marquant les départs et les retours des pèlerins aux saints de l'Islam, qui ne sont pas conformes aux préceptes de la religion. Le gaspillage est ainsi montré du doigt.

Gaspiillage, surconsommation, adéquation entre production et consommation, sont, depuis six mois, les maîtres-mots de la « mobilisation » de la presse nationale. Papiers publicitaires et articles s'efforcent d'inciter les consommateurs à la modération. Ils s'en sont longtemps pris aux produits importés et payés en devises mais les produits made in Algeria sont, à leur tour, visés. Ainsi les lubrifiants font l'objet d'une « campagne de sensibilisation » depuis plusieurs mois, les automobilistes étant invités à « faire le grand écart entre deux vidanges ». La compagnie nationale NAFTAL garantit maintenant son huile pour plus de 8 000 kilomètres et assure que le respect de ses prescriptions « économiserait des millions de dollars au pays ».

L'automobiliste algérien reçoit de nombreux autres conseils. Il lui est ainsi recommandé d'apporter grand soin à ses pneumatiques car « une simple utilisation correcte permettrait une économie de 20 millions de dollars » et « une telle utilisation, suivie d'un rechappage dégrègerait une économie supplémentaire de 25 millions de dollars ».

Mais l'épargne des citoyens intéressés aussi l'Etat, qui fait actuellement la promotion de deux nouveaux produits financiers : l'« Opération ou-vert » est une émission de type obligations-bons du Trésor assumées ou nominatives, rémunérées à 7 % net d'impôt, qui doivent permettre aux Algériens de rentabiliser leurs économies et à l'Etat de développer des secteurs prioritaires, notamment l'agriculture. Tous les moyens sont bons pour faire sortir l'argent de dessous les matelas, la méfiance des particuliers envers des banques étant évidemment proportionnelle à la façon plus ou moins licite dont leurs économies ont été réalisées. Il est difficile à l'Etat de faire réapparaître cette masse de dinars cachés. L'anonymat véritable serait dès lors une condition sine qua non.

Publicités alléchantes

Les comptes-devises sont un autre moyen de drainer l'épargne. La décision a été prise, il y a peu, de permettre aux Algériens d'ouvrir des comptes bancaires en devises étrangères. L'intérêt de ce mécanisme n'est pas à démontrer pour l'Etat, mais il est moins évident pour les particuliers, soumis au contrôle des changes et qui, au mois de mars dernier, ont vu supprimer une bonne partie des allocations touristiques. Bien sûr, la publicité faite pour ces comptes-devises est alléchant. Les journaux publient des appels du Crédit populaire et de la Banque nationale d'Algérie précisant que « la loi donne désormais la possibilité d'avoir un compte-devises et ce quelles que soient l'origine et la destination des fonds versés ».

La encore, la réussite de l'entreprise repose sur la confiance que les Algériens auront dans les banques. Ils ne sont pas censés être en possession de monnaies étrangères qu'ils détiennent le plus souvent pour les avoir changées au taux parallèle. Ainsi, un franc français converti officiellement donne quelque 60 centimes algériens, alors qu'au marché noir il vaut entre 2 et 3 dinars.

Parmi les avantages proposés par les banques figure la rémunération du capital déposé. *El Moudjahid* du 16 juillet précise que, pour « des durées déterminées à l'avance », l'intérêt perçu peut atteindre 12 % dans la monnaie choisie pour le dépôt. De plus, s'il décide de retirer des sommes en dinars, le titulaire du

compte bénéficiera d'une « prime d'encouragement égale à 40 % de la contre-valeur de son retrait ».

Cette mesure incitative va sans doute éveiller la jalousie de ceux qui perçoivent, le plus régulièrement du monde, des revenus en devises automatiquement converties en dinars au cours officiel. C'est le cas, par exemple, des anciens combattants de nationalité algérienne pensionnés du gouvernement français, dont l'allocation se déprécie en raison du change défavorable.

Le manque de devises est le talon d'Achille de l'économie algérienne. Un palliatif avait été trouvé pour ne plus importer de véhicules particuliers sur les devises de l'Etat, qui, à 98,7 %, proviennent de la vente des hydrocarbures. Par le système des AIV (autorisation d'importation de véhicule), chacun se débrouille pour trouver ses devises et importer sa voiture. Mais le pétrole se vendant maintenant à un cours très bas, les recettes du gaz naturel liquéfié, colonne vertébrale des exportations algériennes, dont le prix est indexé sur plusieurs types de bruts, se sont asséchées.

Pour compenser ce manque à gagner il faut exporter d'autres produits. Mais lesquels ? Les produits algériens, quand ils sont de bonne qualité, ne sont pas compétitifs en raison d'une productivité trop faible. En 1985, les exportations hors hydrocarbures n'ont représenté, en valeur, que 1,5 milliard de dinars (en augmentation de 7 % par rapport à 1984), soit seulement 60 % du programme initialement fixé à 2,5 milliards. Ces exportations ont essentiellement porté sur les produits sidérurgiques (29 %), et chimiques (32 %) et agro-alimentaire (19 %).

El Moudjahid, qui publie ces chiffres, souligne que les produits manufacturés ont enregistré une progression de 145 % en valeur, passant de 40 millions de dinars en 1984 à 98 millions en 1985.

L'exemple des dirigeants

Les efforts portent sur la limitation des importations — leur montant global est d'ores et déjà réduit de 20 % par la loi de finances complémentaire, — mais concernent surtout la promotion des exportations. L'Algérie vient de signer un protocole d'accord avec le Brésil pour la fourniture de gaz. Elle participe pour la première fois à la Foire internationale de Bogota, où neuf entreprises nationales exposent leur pro-

duction jusqu'au 20 juillet. Elle organisera une exposition du 4 au 13 août, à Moscou. Treize et seize dinars à l'export de leur produit de cigarettes. Les autres augmentations concernent les timbres fiscaux, pour les passeports, permis de conduire et cartes grises, tandis que l'exonération des taxes pour les automobiles importées par les émigrés rentrant au pays n'existe plus que pour les véhicules de moins de 10 CV. Le « panier de la ménagère » est, en outre, toujours aussi cher : 120 dinars pour un kilo de viande, 15 dinars pour un kilo de citrons. A cela s'ajoutent des pénuries partielles d'huile et de café.

La mauvaise humeur est entretenue par l'attitude des dirigeants politiques auxquels les Algériens reprochent d'aller se faire soigner à l'étranger, alors qu'eux-mêmes ont du mal à obtenir des prises en charge pour les hôpitaux européens. En l'espace de quelques mois, il n'a pas échappé à leur sens critique que le « numéro deux » du parti, M. Messadia, était allé se faire opérer de la vésicule biliaire en Suisse, que le premier ministre, M. Brahimi, s'est fait soigner les yeux en Union soviétique et, dernièrement, que le président de la République est allé se faire opérer d'une hernie discale en Belgique, alors que l'on pratique maintenant dans les hôpitaux algériens des opérations à cœur ouvert et des greffes de rein.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072-71
Tél. MONDIPUB (1) 45-55-91-71
Tél. (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Autres directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernez

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Iran, 420 dr ; Tunisie, 400 m ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 17 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,70 \$; Cote d'Ivoire, 210 F CFA ; Danemark, 8 kr ; Espagne, 120 pes ; Grèce, 120 dr ; Italie, 120 l ; Japon, 1 700 Y ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 8 kr ; Pays-Bas, 2 fl ; Portugal, 110 esc ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 5 fr ; Thaïlande, 1,00 B ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ml.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 208 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 806 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande dans un délai de quinze jours avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Europe

GRANDE-BRETAGNE : le mariage du prince Andrew

« Totalelement surexcitée... »



Ce mercredi 23 juillet, aux environs de midi et demi, une jolie rousse un peu enveloppée et un jeune et fringant lieutenant de vaisseau ont entamé le long chemin de la vie conjugale. Première étape : une « île déserte » de l'archipel des Açores. Cythère atlantique dont l'anticyclone bien connu devrait garantir aux jeunes époux une lune de miel sans nuage.

Miss Sarah Ferguson et le prince Andrew avaient fait, mardi, un dernier petit tour devant les micros et les caméras britanniques pour confirmer à ceux qui pouvaient encore en douter leur immense bonheur. « Je suis complètement et totalement surexcitée à l'idée d'épouser l'homme qui va m'attendre au pied de l'autel », s'est écriée la future princesse, alors que son père, le major Ferguson, s'avoue « électrisé ».

Il leur faudra à tous, néanmoins, une bonne dose de flegme pour ne pas mettre à mal l'ordonnement de la cérémonie, programmée à la minute près. De Buckingham Palace à Westminster, en passant par Clarence House, où la fiancée a connu sa dernière nuit officiellement solitaire, toute la famille, accompagnée de plusieurs milliers de cavaliers, se

partage entre six landaux découverts et le carrosse, réservé à la fiancée et à son père.

Le cortège met quinze minutes pour se rendre à l'abbaye de Westminster sous les vivats d'une foule dont les pionniers s'installent avec vingt-quatre heures d'avance pour se réserver les meilleures places.

Dans toute noce, qu'elle soit humble ou prestigieuse, il faut un grincement. C'est l'hebdomadaire de gauche *New Statesman* qui assume cet emploi en écrivant dans sa dernière édition que la Grande-Bretagne « a l'air exceptionnellement détraquée » à l'occasion de ces épousailles princières. Plus perfide, le très sérieux *Financial Times* place en exergue de son article consacré à l'événement cet aphorisme de Somerset Maugham : « Un homme se marie pour avoir un foyer, certes, mais aussi pour ne plus être ennuyé par le sexe et toutes ces sortes de choses ». Il faut néanmoins souhaiter à la nouvelle princesse que son époux fera mentir l'explosive Zsa Zsa Gabor, pour qui « un homme est incomplet jusqu'à ce qu'il soit marié ; après, il est fini ».

L. R.

ESPAGNE : le discours d'investiture

« Nous ne négocierons pas avec les assassins de l'ETA »

déclare M. Felipe Gonzalez

MADRID
de notre correspondant

Stabilité et continuité : tels ont été les deux maîtres mots du discours d'investiture qu'a prononcé devant le Congrès des députés, le mardi 22 juillet durant une heure et demie, M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement sortant. M. Gonzalez devait être investi ce mercredi avec les seules voix des socialistes, qui ont obtenu la majorité absolue des sièges aux élections législatives du 22 juin.

Dans un pays encore secoué par la récente vague d'attentats de l'ETA militaire, M. Gonzalez ne pouvait commencer son intervention sans aborder le thème du terrorisme. Il a réaffirmé le bien-fondé de la politique suivie jusqu'ici par les socialistes, affirmant que « des progrès ont été réalisés dans le démantèlement de l'ETA », et appelant à un consensus entre toutes les forces politiques. Il a répété que les « mesures politiques » envisagées par son gouvernement, telle la « désertion sociale » des terroristes repentis, « n'incluront en aucun cas la négociation avec ce genre d'assassins ».

Une fois ce tribut rendu à la sanglante actualité espagnole, M. Gonzalez a consacré l'essentiel de son intervention à l'économie et à l'intégration européenne. Dans ce domaine également, la continuité est de mise. « L'assainissement réalisé durant ces dernières années ne sera pas jeté par dessus bord », a souligné M. Gonzalez, pour qui « la condition essentielle d'une relance soutenue de notre économie reste le maintien des équilibres de base ».

Le président du gouvernement a affirmé qu'il entendait mettre dorénavant l'accent sur la lutte contre l'inflation (6 % en 1985), qu'il entend ramener en deux ans « à un niveau européen », et contre le déficit du budget (6 % du PIB en 1985). A cet égard, M. Gonzalez a promis de diminuer les subventions aux entreprises publiques en difficulté, afin de « réduire l'interventionnisme », indiquant par ailleurs que les salaires ne devaient pas croître plus vite que l'inflation.

Diplomatie

M. Oreja a évoqué
avec MM. Chirac et Raimond
des projets
du Conseil de l'Europe

M. Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe, a été reçu, le mardi 22 juillet, par M. Jean-Bernard Raimond au Quai d'Orsay, puis par M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon. Avec le premier ministre, il a notamment évoqué l'intensification de la coopération intergouvernementale dans la lutte contre le terrorisme, qui doit faire l'objet d'une conférence ministérielle des vingt et un Etats membres, en novembre prochain à Strasbourg.

« J'attends beaucoup de l'engagement de la France dans la lutte contre le terrorisme », a déclaré M. Oreja après son entretien avec M. Chirac. Il s'est également montré « réconforté » à propos de la participation de la France à la construction du nouveau palais des droits de l'homme.

M. Oreja a, par ailleurs, entretenu ses interlocuteurs du projet de conférence, organisée à Vienne par le Conseil de l'Europe, à la fin de l'année, et destinée à harmoniser les différentes politiques européennes en matière de médias, en particulier de télévision par satellite.

Enfin, il a abordé avec M. Raimond la préparation de la prochaine session du comité des ministres des affaires étrangères des vingt et un, qui se tiendra à Strasbourg les 19 et 20 novembre.

● Examen cardiologique pour M. Perez de Cuellar. — Le secrétaire général de l'ONU doit subir, mercredi 23 et jeudi 24 juillet, à New-York, une série d'exams du cœur. Il vient d'annuler une visite de dix jours dans différents pays d'Afrique. M. Perez de Cuellar, dont le mandat expire à la fin de l'année, n'a pas encore indiqué s'il en briguait un second. — (AFP.)

Asie

JAPON

M. Nakasone a formé
son cinquième gouvernement

Tokyo (AFP). — M. Yasuhiro Nakasone a formé, le mardi 22 juillet, son cinquième cabinet après le triomphe de son Parti libéral-démocrate (PLD) aux élections du 6 juillet. M. Nakasone, soixante-huit ans, avait auparavant été réélu premier ministre par les deux chambres du Parlement, par 304 voix sur 502 (le Monde du 23 juillet).

Le nouveau ministre des affaires étrangères est M. Tadashi Kuranari, soixante-sept ans, ancien directeur de l'Agence de planification économique qui remplace M. Shintaro Abe, soixante-deux ans. Les finances sont attribuées à M. Kiichi Miyazawa, soixante-six ans, ancien ministre des affaires étrangères. Il succède à M. Takeshita, soixante-deux ans. MM. Takeshita et Abe, les deux principaux rivaux de M. Nakasone au sein de son parti, sont promus à la direction du PLD.

Le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) va à M. Hajime Tamura, soixante-deux ans, un ancien ministre des transports en remplacement de M. Michio Watanabe qui quitte le gouvernement.

Les partisans de M. Nakasone passent de quatre à cinq dans la nouvelle équipe qui comprend vingt-deux ministres au lieu de vingt-et-un sortants. La fraction de M. Takeshita voit porter de six à huit ses portefeuilles, dont un nouveau poste de vice-premier ministre pour M. Shin Kanemaru, soixante et onze ans.

Le cabinet comprend vingt nouveaux ministres, la plupart ayant occupé des postes dans des gouvernements antérieurs. A part M. Nakasone, seul son puissant chef de cabinet Masaharu Gotoda, soixante et onze ans, appartenait à l'équipe formée en décembre dernier.

Voici les principaux membres du nouveau cabinet :

Premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone ; vice-premier ministre, M. Shin Kanemaru ; justice, M. Kaname Endo ; affaires étrangères, M. Tadashi Kuranari ; finances, M. Kiichi Miyazawa ; éducation, M. Masayuki Fujio ; santé publique, M. Juro Saito ; agriculture, forêts et pêche, M. Mutsuki Kato ; commerce extérieur et industrie, M. Hajime Tamura ;

transports, M. Ryutaro Hashimoto ; postes et télécommunications, M. Shunjiro Karasawa ; travail, M. Takashi Hirai ; construction, M. Kosei Amano ; intérieur, M. Nobuyuki Hanashi.

CHINE

Le correspondant
du « New York Times »
expulsé

Pékin. — Le correspondant du *New York Times*, M. John Burns, dénoncé depuis jeudi dernier par les autorités chinoises sous l'accusation d'espionnage, a été expulsé ce mercredi 23 juillet, a annoncé l'agence de presse Chine nouvelle. L'intéressé a quitté cette mesure d'« absurdité ».

Selon un responsable cité par Chine nouvelle, M. Burns a été expulsé à la suite d'une enquête de plusieurs jours. Selon un responsable cité par Chine nouvelle, M. Burns a été expulsé à la suite d'une enquête de plusieurs jours. Selon un responsable cité par Chine nouvelle, M. Burns a été expulsé à la suite d'une enquête de plusieurs jours.

En poste à Pékin depuis 1984, M. Burns avait été arrêté dans l'aéroport de la capitale alors qu'il s'apprêtait, en compagnie de son épouse et de ses deux enfants, à quitter la Chine pour prendre un congé à Hongkong.

Son arrestation avait pour origine une excursion à moto qu'il avait effectuée récemment dans le Shandou (nord-ouest du pays), région interdite aux étrangers. Le directeur du *New York Times*, M. Abe Rosenthal, s'était entretenu mardi à Pékin avec des officiels chinois. — (AFP.)

Baisse de rideau
sur un festival de cannes...LONDRES
de notre correspondant

Quelques heures avant un mariage princier qui, retenu par l'attention de tout le pays, devait marquer avec éclat la pérennité des traditions, la Chambre des Communes — par une seule voix de majorité — s'est discrètement prononcée tard dans la soirée mardi 22 juillet pour l'abolition de l'une des coutumes les plus notoires du Royaume : le caning dans les écoles, c'est-à-dire l'exécution réglementaire d'une punition à coups de canne.

Par 231 voix contre 230, les députés ont adopté un projet de loi visant à interdire toute forme de châtiment corporel dans les établissements scolaires dépendant du système public à partir du mois d'août 1987.

Ce vote, même s'il a été acquis d'extrême justesse par l'opposition, devrait mettre fin à un débat qui durait depuis quatre ans, depuis une décision de la Cour européenne des droits de l'homme condamnant la Grande-Bretagne pour la survie d'un mode de sanction jugé aussi barbare qu'anachronique. Le caning restait en principe en vigueur dans la plupart des écoles mais était de plus en plus rarement appliqué. L'an dernier le gouvernement de M^{me} Thatcher, très attaché aux « valeurs » victoriennes en matière d'éducation,

avait proposé un curieux compromis qui n'avait fait qu'accroître la controverse : soit laisser aux autorités locales le soin de choisir ou non l'abolition, soit permettre aux parents d'élèves de demander une exemption ; cette dernière solution avait été considérée comme particulièrement inique.

Cette fois le gouvernement et le Parti conservateur ont laissé les députés de la majorité libres de voter « selon leur conscience ». Mais le ministre de l'éducation a fait savoir que « de l'avis de nombreux pédagogues les punitions corporelles demeuraient un instrument valable de discipline ». Plusieurs partisans résolus du caning ont déclaré qu'il s'agissait d'une « dissuasion nécessaire » et que sa suppression donnerait le signal d'un relâchement excessif.

Trente-cinq députés conservateurs, y compris huit membres du gouvernement, ont voté avec l'opposition ; parmi eux, comble d'ironie, l'un des whigs littéraires (« fouets ») chargé de faire respecter la discipline de parti au Parlement.

Il y a fort à parier que plus tard, dans leurs leçons d'histoire, les écoliers britanniques retiendront davantage la date du 22 juillet 1986 que celle du 23 juillet, jour du mariage du prince Andrew.

FRANCIS CORNU.

L'ÉCOLE CENTRALE DE PARIS
offre en septembre 1986 un MASTÈRE
spécialisé en génie industriel

Il s'agit d'un programme d'un an comprenant des enseignements couvrant les domaines suivants :

- 1) Conduite de projets industriels.
- 2) Management de la production et des services.
- 3) Développement humain et social de l'entreprise.
- 4) Innovation technologique.

La formation comprend par ailleurs un stage de 4 mois en entreprise débouchant sur un travail personnel d'étude ou de recherche. Les enseignants sont des professeurs permanents de l'ECIP et des responsables d'entreprises associés au programme. L'admission a lieu sur titres pour les titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou de gestion ou d'un DEA ou diplôme équivalent.

Informations et dossier d'inscription, s'adresser :

M^{me} Paulette Guillotin - École Centrale Paris
Grande Voie des Vignes, 92295 Châtenay-Malabry Cédex
Tél. : 46-61-33-10 - poste 1189

ECIP : Grand établissement sous tutelle du ministère de l'Éducation Nationale.

Amériques

ÉTATS-UNIS : face à la montée des « hispaniques »

Faut-il (enfin) faire de l'anglais
la langue officielle ?

Faut-il faire de l'anglais la langue officielle des États-Unis ? Cela n'est pas une plaisanterie. La langue des passagers du *Mayflower*, qui débarquèrent au début du dix-septième siècle sur la côte est de l'Amérique, n'a pas encore ce statut. C'est bien ce qui agace — le mot est faible — un nombre croissant d'anglophones, inquiets de l'arrivée en masse, depuis une quinzaine d'années, de nouveaux immigrants asiatiques et hispaniques.

Les partisans de l'*English first*, soucieux de maintenir ce qu'ils considèrent comme un élément indispensable de l'unité nationale, ne restent pas inactifs. Ils s'organisent. Ils ont créé une association, US English, qui compterait quelque deux cent mille membres.

Sous l'impulsion de US English, des campagnes de signatures sont en cours dans plusieurs Etats américains en vue de soumettre à un référendum populaire la question de la reconnaissance de l'anglais comme langue officielle dans les législatures locales. A ce jour, une telle disposition n'existe que dans six Etats. En Californie, plus d'un million de signatures ont été ainsi recueillies, ce qui est suffisant pour que les électeurs aient à se prononcer à ce sujet le 4 novembre prochain, à l'occasion du renouvellement de la Chambre des représentants.

Le texte qui sera soumis au vote demande que soient prises « toutes les mesures pour assurer que le rôle de l'anglais, en tant que langue commune de l'Etat de Californie, soit préservé et renforcé ». Il insiste pour que ne soit votée « aucune loi qui diminuerait ou ignorerait le rôle de l'anglais », dont il est fortement souligné qu'il est le « langage commun » de tous les citoyens. En Floride, une tentative similaire est en cours. US English s'efforce de sensibiliser l'opinion dans une douzaine d'autres Etats. En revanche, le projet, agité aussi par cette organisation, d'un

amendement constitutionnel officialisant la langue d'Hemingway et de Saul Bellow semble en panne.

Selon le recensement de 1980, environ vingt-six millions de citoyens américains, soit à peu près un sur dix, n'indiquaient pas l'anglais comme première langue d'usage. La moitié d'entre eux appartenait à la communauté hispanique. Or les Américains anglophones ont le sentiment que les Latino-Américains refusent l'assimilation, en particulier linguistique. Des études ont, en tout cas, montré que chez eux l'apprentissage de l'anglais n'entraîne pas, contrairement à d'autres communautés, l'oubli ou l'abandon à terme de la langue maternelle.

L'accroissement, ces dernières années, de l'immigration en provenance de divers pays d'Amérique latine et d'Asie augmente les craintes de ceux qui, aux États-Unis, redoutent de ce fait une désintégration sociale. Les chiffres sont, il est vrai, impressionnants. La population hispanique a doublé en quinze ans, passant de 9 millions d'habitants en 1970 à 18 millions aujourd'hui. Dans le même temps, les Asiatiques, qui étaient 1,5 million en 1970, ont vu leur nombre tripler. De 1960 à 1979, un visa sur quatre a été accordé à un Asiatique.

« Pas de cacophonie ! »

Par certains côtés, les craintes que suscite cette nouvelle immigration anglophone rappellent les frayeurs qu'inspiraient en leur temps les nouveaux arrivants venus d'Irlande. On souhaitait alors se prémunir contre les virus du catholicisme et de l'anarchie. On met en garde aujourd'hui contre le risque de « tiers-mondisation » de certaines villes américaines et contre le coût de l'aide sociale apportée à cette population, généralement démunie à son arrivée. « Ils ne parlent pas l'anglais. Il faudra que l'aide sociale les prenne en charge dès

qu'ils seront sortis de l'avion. Qui paiera ? C'est nous. » Ces propos d'un sénateur américain sont significatifs d'un état d'esprit qui se répand et que les représentants des communautés hispaniques et asiatiques dénoncent comme une manifestation de xénophobie et de racisme.

Ce mouvement d'opinion se traduit par des attaques de plus en plus fréquentes contre l'éducation bilingue. Celle-ci, déjà pratiquée auparavant, a été légalisée en 1974. Quatre-vingts langues sont ainsi enseignées, aux côtés de l'anglais, dans les districts scolaires où 5 % au moins des effectifs appartiennent à une communauté ethnique non anglophone. L'actuel gouvernement, hostile au développement de ce système, a pratiquement supprimé les crédits depuis 1980. En septembre 1985, le secrétaire à l'éducation, M. Bennett, a publiquement déclaré que l'éducation bilingue était un « échec », et il s'est fait l'avocat ardent de « l'immersion » totale des nouveaux immigrants dans le bain d'anglais.

« En tant que citoyens, nous avons besoin d'un langage commun », estime M. Bennett, qui ajoute : « Ce langage commun, aux États-Unis, c'est l'anglais. Notre histoire commune est écrite en anglais. Nos ancêtres communs, à travers les âges, se sont adressés à nous en anglais. » Un tel discours ne rassure pas les hommes politiques républicains. L'un des plus farouches adversaires du bilinguisme est un démocrate, M. Richard Lamm, gouverneur du Colorado, un Etat où la communauté hispanique est en forte expansion. Le gouverneur Lamm a l'habitude de résumer en ces termes sa position : « Nous pouvons fermer les yeux sur la couleur, mais nous ne pouvons pas nous boucher les oreilles. Notre pays doit ressembler à un arc-en-ciel, mais il ne doit pas tolérer la cacophonie. »

MANUEL LUCBERT.

Société

L'affaire du Carrefour du développement

Les irrégularités comptables de M. Chalié avaient été signalées aux responsables

Dans le cadre de l'enquête sur le Carrefour du développement, les policiers se sont rendus, le mardi 22 juillet, chez un imprimeur de Beaune, la commune de l'Isère dont M. Nucci est le maire. On ignorait, mercredi en fin de matinée, les résultats de cette visite.

Après la publication ce mercredi par le *Canard enchaîné* d'un rapport de la direction des domaines alertant en juin 1985 le cabinet du secrétaire d'Etat au budget, M. Henri Emmanuelli, sur les irrégularités comptables dans la gestion de M. Yves Chalié, chef de cabinet de M. Christian Nucci, rapport resté apparemment sans suites, la question de savoir qui était au courant commence à se poser sérieusement.

Selon l'hebdomadaire, la direction nationale des enquêtes douanières (DNED) a attiré l'attention des responsables du budget après avoir découvert un trafic de fausses factures de la société TICI (Tous transports et commerces internationaux) travaillant comme transporteur de matériels — y compris d'armes — pour le ministre de la coopération. M. Christian Nucci, gérant de la TICI, a facturé des services pour

540 000 F et 1 440 000 F au ministère, répartis par la trésorerie générale de Paris. Il a reconnu, indique le document datant de mai 1985, avoir retiré immédiatement les fonds en liquide, prélevés sur une « commission » de 130 000 F et avoir remis le reste — soit 1 850 000 F — « au chef de cabinet du ministre de la coopération et du développement pour rétribution occulte des responsables de la gendarmerie du Burundi ».

D'après le *Canard enchaîné*, le directeur de cabinet de M. Emmanuelli convoque alors M. Yves Chalié, qui affirme qu'il s'agit de « financer le sommet de Bujumbura », puis tire le signal d'alarme.

Ce document, montrant que certains mécanismes de contrôle avaient fonctionné, tend à amoindrir la thèse privilégiée par les socialistes dans l'affaire du Carrefour du développement d'un ministre dont la confiance aurait été abusée par son chef de cabinet. Une nouvelle fois, il apparaît que M. Chalié n'a pu organiser comme il l'a fait le sommet de Bujumbura de sa seule initiative.

Une fabrique de fonds spéciaux ?

L'association Carrefour du développement était-elle devenue une mécanique à fabriquer des fonds spéciaux ? Au fil de l'enquête et des révélations, il apparaît, en tout cas, qu'elle a bien mérité son surnom de « pompe à fric ». On ignore toujours où sont passées les sommes dispersées, mais il semble acquis que le circuit ait en pour objectif essentiel la constitution d'une « caisse noire ». Sur ordre de qui et pour quoi faire ? La question risque de rester encore longtemps sans réponse.

Dans ce contexte, le sommet franco-africain de Bujumbura, au Burundi, en décembre 1984, paraît avoir donné lieu à un exercice financier de haute volée : surfacturation de prestations effectives, facturation d'opérations inexistantes par des « sociétés-taxi » remboursant à l'organisme payeur la somme versée, en espèces, diminuée de leur « commission ». Selon un récapitulatif des cent cinquante prestations fournies par différentes entreprises, signé du ministre de la coopération, M. Christian Nucci, le sommet a coûté 50 671 711 francs, auxquels sont ajoutés 16,5 millions de francs pour des « contrats directs et mission d'équipement », soit au total plus de 67 millions de francs. Même avec une bonne dose d'indulgence, on ne peut que juger ce coût exorbitant.

Dans sa lettre de treize pages — manuscrite mais non signée — à l'actuel ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, M. Yves Chalié, ancien chef de cabinet de M. Nucci, reconnaît que ces dépenses peuvent paraître « très élevées », notamment en ce qui concerne le transport et les munitions et armements. Il les justifie cependant par la situation géographique du Burundi et par la nécessité de former la brigade d'intervention polyvalente (BIP) et d'équiper la police burundaise.

M. Yves Chalié
« mecène »

En outre, nombre de dépenses, ajoute-t-il, « n'apparaissent pas sur la liste officielle » : « Il a fallu beaucoup d'argent en espèces pour certaines activités parallèles : envoi au Burundi d'agents spéciaux et d'équipement de ces agents en matériels spéciaux et notamment de l'écoute (affaire des Libyens) ». M. Chalié ne précise pas davantage : peut-être cette « affaire des Libyens » est-elle à rapprocher des informations parvenues peu avant le sommet sur un risque d'infiltration de commandos de Tripoli.

Autres dépenses payées en espèces, selon lui, une prime de 3 000 F accordée à quelque trois cents personnes ayant participé à la préparation du sommet, le convoyage de voitures officielles de Mombassa (principal port du Kenya) à Bujumbura et « une grande quantité de petits cadeaux et de pourboires », distribués après la réunion.

« Où trouver ces espèces ? » se demande M. Chalié en relevant, à juste titre, que « la comptabilité publique ne permet pas de se procurer des espèces sans justificatifs ». Au début, affirme-t-il, « le premier ministre n'a accordé que 11 millions de francs sur réserve spéciale. Il faut attendre plusieurs mois pour avoir une rallonge ».

L'ancien chef de cabinet se lance, alors, dans une explication étonnante au terme de laquelle il apparaît comme une sorte de « mécène » ayant avancé à l'Etat 5,5 millions de francs en liquide pour lui permettre de joindre les deux bouts du sommet. Cette somme correspondait, assure-t-il, à un « avoir mis à sa dis-

Où sont
les fonds ?

Qu'est-il advenu de ces fonds ? Mystère. Le député de l'Isère affirme, en tout cas, qu'il ne s'est jamais rendu à la banque pour encaisser ces chèques. Son avocat, M. Philippe Lemaire, juge « très vraisemblable » que la signature de M. Nucci ait été là aussi limitée, et il envisage d'étendre la plainte pour faux déposée le 30 juin dans le cadre de l'épiscopat de la garantie de l'Etat à l'emprunt pour le château.

S'ils décident de privilégier la piste politique, les enquêteurs seront sans doute tentés de se pencher de plus près sur le passage de la lettre de M. Chalié intitulée « les commandes et activités du ministre financées par Carrefour du développement ». Il contient la liste suivante d'opérations : « Troupe de

Bénin à Beurepaire en décembre 1983 : 200 000 F ; journée des ambassadeurs africains à Beurepaire (juin 1983 et 1985) ; Sainte-Cécile-les-Vignes (juin 1984 et 1985) : 1 000 000 F ; fête à Beurepaire en décembre 1984 (deuxième anniversaire de la prise de fonctions) et décembre 1985 (troisième anniversaire) : 1 000 000 F ; soirée Manu Dibango, à Beurepaire en 1985 : 80 000 F ; meeting : 300 000 F ; affiches électorales (C. Mucci-L. Mermaz) : 400 000 F ; invitation à Paris d'une soixantaine de personnes de Beurepaire pendant deux jours en décembre 1985 : 120 000 F ; Média-training, entraînement du ministre pour passage à la TV par la société M. : 700 000 F ; paiement pendant six mois d'un secrétariat à Beurepaire de trois personnes plus une chargée de mission : 100 000 F ; sur ordre de Guy Penne, paiement pendant cinq mois de M. J. R., qui n'a jamais travaillé ni à l'association ni au ministère : 30 000 francs ; paiement pendant deux mois (janvier-février 1986) de deux conseillers techniques du cabinet du ministre : 60 000 francs ; location d'un appartement pour le ministre avenue de la Bourdonnais : 5 000 francs par mois pendant dix-huit mois : 90 000 francs. Total : 4 080 000 francs.

Cette liste doit, évidemment, être prise avec prudence. M. Chalié y mêle indistinctement des actions très honorables comme la réception des ambassadeurs africains dans les communes administrées par MM. Nucci et Penne à d'autres à première vue moins justifiées. On peut, en outre, s'interroger sur les conditions dans lesquelles a été rédigée cette lettre, écrite à la troisième personne, sans doute début mai alors que M. Aurillac ne l'a trouvée dans sa boîte aux lettres que le 13 juin, selon son cabinet. M. Chalié peut enfin avoir intérêt à chercher à « mouiller » ses supérieurs pour se protéger.

L'ancien ministre n'entend pas, en tout cas, répondre point par point sur ces éléments tant qu'il n'aura pas pu prendre connaissance de l'ensemble du document. Il a déjà démenti avoir reçu « quelque argent que ce soit » pour ses affiches électorales, de même que M. Mermaz.

Reste une question. M. Chalié a-t-il pu emporter dans sa fuite des documents intéressants ? « S'il est intelligent et s'il a su se couvrir, c'est l'affaire Flauto Sharon. Sinon, c'est l'affaire Stavisky », affirme un enquêteur. Le mandat d'arrêt délivré par le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, ne semble pas pour l'instant avoir été transmis à Interpol. Les policiers français et étrangers collaborent mais il n'y a pas de mandat dit international, qui rendrait la demande d'extradition automatique s'il était retrouvé. Pour le moment, la trace de l'ancien chef de cabinet continue à se perdre à Londres, le matin du 3 mai, après une nuit passée au Novotel de Hammarville.

CORINE LESNES.

(Publié)

L'Association des maîtres de conférences docteurs d'Etat en lettres (63, rue Pascal, Paris 13) invite tous les collègues de l'enseignement à rejoindre ses rangs, en toute indépendance d'esprit, philosophie et politique, pour obtenir enfin des pouvoirs publics la reconnaissance officielle de leur haute qualification, et une promotion équitable, fondée sur des critères objectifs de qualité et de compétence, au profit d'un meilleur fonctionnement des universités françaises et de l'enseignement supérieur. (Assoc. loi 1901).

Pour le meurtre
de Bernard Laroche

Jean-Marie Villemain
est renvoyé
devant la cour d'assises
des Vosges

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a rendu, mardi 22 juillet, un arrêt rejetant la demande de mise en liberté de Jean-Marie Villemain et ordonnant son renvoi devant la cour d'assises des Vosges.

Le père de Grégory restera donc à la prison Charles-III de Nancy, où il se trouve depuis près de seize mois à la suite de son incrimination pour « homicide volontaire avec préméditation » après le meurtre, en mars 1983, de son cousin, Bernard Laroche, qu'il tua pour l'assassin de son fils. Le procès de Jean-Marie Villemain pourrait avoir lieu au mois de décembre ou au début de l'année prochaine, selon l'un des avocats de la défense, M. François Robinet.

La chambre d'accusation, qui avait mis en délibéré sa décision après avoir examiné le dossier le 17 juillet, a suivi l'avocat général, qui avait requis le maintien en détention en arguant des « nécessités de l'ordre public ».

En revanche, la Chambre d'accusation n'a pas retenu contre Christine Villemain, qui reste inculpée pour le meurtre de son fils, l'accusation de tentative et complicité d'assassinat. Jean-Marie Villemain comparaitra donc seul devant la Cour d'assises des Vosges.

Nouvelle expulsion vers l'Espagne d'un réfugié basque

BAYONNE
de notre correspondant

Trois jours après l'expulsion de M. Txema Barona, un autre réfugié basque, M. Juanjo Nafarrete, a été remis, mardi vers 13 heures, à la police espagnole (nos dernières éditions du 23 juillet). Il avait été arrêté six heures plus tôt, près de Biarritz, alors qu'il regagnait son domicile à Arbonne. Tous les accès du village avaient été barrés par la police de l'air et des frontières. Comme dans le cas précédent, la préfecture des Pyrénées-Atlantiques a fait état « d'informations aux termes desquelles l'intéressé se préparaient à commettre des attentats terroristes » pour justifier la procédure d'urgence absolue.

Tout comme M. Barona, M. Juanjo Nafarrete disposait d'une autorisation de séjour de trois mois qui avait été renouvelée en juin dernier ; comme lui, et alors qu'il résidait sur le sol français depuis neuf ans, il n'avait jamais eu maille à parir avec la police française. « Tout se passe comme si l'on voulait pousser à la clandestinité ceux qui sont en règle avec la loi », a déclaré M. Christian Sando, avocat des réfugiés basques. Le tribunal de Bayonne prononce des peines de deux à trois mois de prison avec sursis contre les Basques qui n'ont pas leurs papiers en règle et, d'autre part, l'adminis-

tration expulse ceux qui sont dans la légalité.

Autre similitude avec le cas de M. Barona : M. Nafarrete ne ferait l'objet d'aucune poursuite de la part de la justice espagnole.

Doit-on en conclure que le gouvernement français a décidé d'obliger les réfugiés basques qui ne sont pas recherchés outre-Pyrénées à regagner le territoire espagnol ? Et à bénéficier des mesures de réinsertion mises en place il y a deux ans par M. Felipe Gonzalez ? Avec la possibilité, pour la police espagnole, d'obtenir d'eux quelques renseignements intéressants durant les dix jours qu'ils passent entre les mains de celle-ci ?

Enfin, si les réactions de l'opinion publique, tant au nord qu'au sud des Pyrénées, étaient relativement modérées, Paris pourrait, dans un deuxième temps, s'en prendre à du plus gros « gibier », qu'on préfère, pour l'instant, expulser vers l'Amérique latine ou vers l'Afrique. Peu de voix se sont élevées contre ces mesures, et ce ne sont pas les mille manifestants de Saint-Sébastien le 20 juillet dernier, ni les cinq cents d'aujourd'hui, à Saint-Jean-de-Luz, pas plus que les cinq voitures françaises incendiées en Pays basque espagnol, qui pourraient entraver cette nouvelle stratégie.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

Sous les auspices de la Fédération autonome

Création d'un syndicat national des commissaires

Le Syndicat national des commissaires de police est né, mardi 22 juillet, sous les auspices de la Fédération autonome des syndicats de police (majoritaire chez les policiers en tenue). Ce nouveau syndicat a demandé son affiliation à la FASP pour « lier le combat syndical des commissaires à celui de leurs subordonnés », a expliqué son secrétaire général M. Jean Durand, commis-

saire divisionnaire. Au firmament déjà chargé du syndicalisme policier, le SNCP entend abandonner toute conception « aristocratique » de la fonction de commissaire et battre en brèche le quasi-monopole du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires (82 % des voix aux dernières élections professionnelles de ce corps).

Le SNCP veut imposer son « dynamisme » et son « progressisme » face à son rival syndical, en ce qu'il ne voit que « amoralisme, conservatisme et politesse ». M. Jean Durand souhaite engager l'action de son syndicat en dehors de tout « apriorisme politique » pour peser sur les réformes intéressant l'ensemble de la police nationale. Il regrette que l'organisation rivalise ait « brillé par son absence » à l'occasion des « grandes réformes » mises en œuvre par les gouvernements issus des élections législatives de mai 1981, qu'il a qualifié de la formation des personnels de la prévention de la délinquance ou de la modernisation de la police.

Le commissaire Durand, qui, après avoir exercé plusieurs postes

de commandement dans les CRS, a été, en 1984, conseiller de M. Joseph Frauchet, secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, se déclare dans le même temps « gêné » par certaines initiatives de M. Pasqua, notamment quand l'actuel ministre de l'Intérieur parle de « couvrir » a priori les « excès » de quelques policiers.

La « moralisation » du corps des commissaires est l'un des objectifs que se fixe le nouveau syndicat. Le syndicat des commissaires ne doit plus, insiste M. Durand, « s'occuper de manipuler les tableaux d'avancement » ou de coopter les chefs de service. Il faut aussi mettre fin aux « droits féodaux » que représentent les vacances funéraires et autres frais de justice, s'ils assurent des rentrées

d'argent importantes à certains commissaires, ces « privilèges exorbitants » contribuent en effet à « couper » les responsables hiérarchiques de leurs subordonnés.

L'appartenance à la FASP, qui devra être confirmée par le prochain congrès de cette fédération, permettra au nouveau syndicat de représenter le corps des commissaires au sein des commissions techniques paritaires ministérielles. En raison de leur faible poids numérique (2 000 commissaires par rapport aux 120 000 fonctionnaires de police), les commissaires ne participent pas, jusqu'à présent, à ces instances, où se pourrissent l'essentiel des problèmes des corps de fonctionnaires de police.

La constitution d'une « grande fédération » syndicale policière, qui unirait la FASP (coritaire chez les policiers en tenue) au Syndicat national des policiers en civil (SNAPC, majoritaire chez les enquêteurs et les inspecteurs), sert de toile de fond à la création du syndicat des commissaires. Regroupant les différents corps de policiers, des gardiens de la paix aux commissaires, cette « fédération » (le Monde du 15 mars) imposerait une « vision générale de l'institution policière au service des citoyens et en toute indépendance par rapport au pouvoir politique », comme l'ont répété M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP, et les représentants du SNAPC, MM. Jean-Louis Llorca et Jean-François Caillaud. Dans l'immédiat, ajoute M. Deleplace, l'adhésion du nouveau syndicat des commissaires à la FASP va permettre de corriger quelques « penchans hiérarchiques » des policiers de la base à l'égard de leurs supérieurs.

E.I.

ENVIRONNEMENT

● Fuite de pyralide dans les Vosges. — Les quatre-vingts employés du fabricant de textile Heiss, à Darney (Vosges), ont été évacués, mardi 22 juillet, à la suite d'une fuite de pyralide provoquée par un échouement dans un transformateur. Aucun des employés n'a été intoxiqué ni incommodé au cours de l'incident, précise-t-on à la préfecture d'Epinal, mais trois employés qui se trouvaient près du transformateur accidenté feront cependant l'objet de nouveaux examens de contrôle.

● Deux séismes en Californie. — Deux séismes, respectivement de magnitude 6,2 et 5,2, ont secoué, le 21 juillet, à 7 h 42 et 7 h 59, la région montagneuse de Bishop, située à quelque 350 kilomètres à l'est de San Francisco. Déjà, une secousse de magnitude 5,5 s'était produite la veille dans la même région, et avait été suivie de plus de 200 répliques. Le 21 juillet, plusieurs maisons ont été détruites. Des lignes électriques et téléphoniques, des réseaux d'égout ont été coupés.

هذا من اجل

Société

MÉDECINE

Le projet d'un ancien directeur de la Ligue arabe Une clinique pour les « VIP » du Proche-Orient à Paris

Détruire Londres, Munich et Boston en attirant les étrangers fortunés qui doivent être hospitalisés : le projet d'une clinique très haut de gamme à Paris prend tournure. Le terrain est trouvé et les capitaux réunis ; la construction commencera au début de 1987. Les deux cents lits prévus seront mis en service deux ans plus tard.

A l'origine de cette idée d'un hôpital franco-arabe, devenu Clinique internationale de Paris (CIP), un ancien directeur du bureau de la Ligue arabe à Paris, M. Abdel Amer. Ce juriste égyptien a été nourri de culture française : instruit dans son pays par les frères des écoles chrétiennes, M. Amer se souvient de son étonnement lorsqu'il a vu, en 1979, le chef de l'Etat tunisien, M. Bourguiba, ami de la France, se faire hospitaliser en Allemagne fédérale à l'issue d'une visite officielle à Paris. « Je me suis rendu compte que c'était normal, dit-il aujourd'hui. Il n'y avait pas dans la capitale française d'établissement de soins qui réunisse à la fois l'équipement médical et chirurgical au meilleur niveau et les conditions d'hébergement adaptées à un chef d'Etat ».

C'est cette fuite vers les cliniques de Suisse, de Londres, de Munich ou des Etats-Unis que M. Amer et son beau-frère, M. Ragay Mashay, neurologue à la Pitié-Salpêtrière à Paris, ont décidé d'enrayer. La clientèle existe, en effet. Les deux promoteurs vivent en priorité les « VIP » du Proche-Orient.

vous faire soigner en Allemagne. » En 1985, quatorze mille Arabes fortunés ont pratiqué ce « tourisme médical ».

Ouvrir un hôpital à Paris exigeait plus d'un feu vert officiel. « M. Gabriel Palaz (directeur général de l'Assistance publique de 1989 à 1995) m'a d'abord objecté qu'il s'agissait de supprimer quinze mille lits en quinze ans, raconte M. Amer. Mais quand je lui ai demandé où il hospitaliserait une personnalité de tout premier rang, avec collaborateurs, famille et gardes du corps, il a bien dû s'avouer démuné ».

En 1981, M. Jacques Barrot, ministre de la santé, donne son accord. La décision ne sera pas remise en cause par le gouvernement de gauche. Les promoteurs du projet soulignent qu'aucune opposition ne se fait jour, ni de la part du ministre communiste de la santé, M. Jack Ralite, ni ensuite de M. Edmond Hervé. Le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, utilise l'entrée de capitaux étrangers pour l'opération. La commission nationale de l'hospitalisation donne un avis favorable.

430 millions de francs

En juin dernier, M. Jacques Chirac, depuis qu'il a rencontré M. Abdel Amer en 1979, s'est déclaré « séduit par le projet ». Forts de son appui, les deux promoteurs ont fait progresser le dossier. Ils tentent à une implantation intra muros. Le terrain Citroën, quel de Javel, initialement convoité, a été abandonné, au profit de la ZAC Champemont.

Ce quartier offre tous les avantages : nœud de communications à l'intérieur de la capitale, proximité du périphérique qui conduit à Roissy, voisinage de grands palais parisiens (hôtels Concorde-Lafayette et Mérienne). Un bail de soixante-dix ans a été signé en août 1985 et un acompte sur les charges foncières de 16,2 millions de francs versé.

Car l'argent est là. M. Amer, qui a créé, outre la Chambre de commerce franco-arabe, la première banque franco-arabe avec le Crédit Lyonnais — dont la participation de 40 % est passée à 30 %, après une cession partielle à la Banque française du commerce extérieur — a réussi le montage financier. Coût global : 430 millions de francs. Un emprunt a été lancé auprès des « futurs utilisateurs ».

Les vingt-cinq banques arabes installées à Paris ont prêté 80 %, et des banques françaises le solde. La Findev (Finance et développement, créée en 1983 par l'ancien PDG de Paribas, M. Pierre Moussa, appartenant au groupe de banques d'investissement américain Dillon Read) a avancé l'argent nécessaire au fonds propre : 45 % des 430 millions de francs. En définitive, l'opération ne fait appel à aucun fonds publics ni en France ni dans les Etats arabes, ce qui tendrait à l'exonérer de certaines critiques selon lesquelles elle comporterait un sérieux risque financier.

Le projet, en effet, n'a pas suscité de tels applaudissements, même s'il a franchi avec succès le difficile parcours de la mise au point technique et politique. La conception a été confiée aux architectes du centre omnisport de Beaulieu à Paris, MM. Andraud et Parat. Des « grands patrons » de la médecine et de la chirurgie parisiennes, cardiologues et neurologues notamment, ont promis leur concours à la Clinique internationale de Paris. Quatre cents emplois seront créés, dont un grand nombre offerts à des agents bilingues (français, anglais, arabe). Le protocole d'accord signé le 8 juin avec le ministère de la santé prévoit que l'établissement participera au « rayonnement de la médecine et des industries biomédicales françaises ». En clair, la France ne se contentera pas de vendre le béton des hôpitaux des pays arabes ; elle placera aussi désormais son savoir-faire et sa technologie.

L'Union régionale hospitalière privée ne s'en oblige pas moins à demander au premier ministre, maire de Paris, le rejet du projet, « dont le poids pèsera un jour sur les finances publiques ». Pour M. Gérard Vincent, président du Syndicat national des cadres hospitaliers et directeur de l'Hôtel-Dieu à Paris, l'objection est d'un autre ordre. Selon lui, c'est au sein du service public qu'une telle réalisation aurait sa place. « Le service public, plaide-t-il, fonctionne avec les plus grands noms de la médecine et de la chirurgie française. Pourquoi seraient-ils incapables de répondre à la clientèle visée qui, de surcroît, lui assurerait des revenus dont tous les autres patients bénéficieraient ? »

CHARLES VIAL

Un tourisme médical

Les membres de la classe dirigeante des pays arabes se tournent surtout vers la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en cas d'hospitalisation, jusqu'en 1981. A cette date, un mouvement de boycottage, conduit par l'Arabie saoudite et Bahreïn, s'est déclenché contre les praticiens anglais, dont les tarifs étaient jugés excessifs, même pour un émir. Les clients des pays arabes ont alors pris le chemin de l'Inde et de l'Allemagne fédérale. La compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa a organisé, au départ des capitales du Golfe, une compagnie sur le thème : « Venez

vous faire soigner en Allemagne. » En 1985, quatorze mille Arabes fortunés ont pratiqué ce « tourisme médical ».

vous faire soigner en Allemagne. » En 1985, quatorze mille Arabes fortunés ont pratiqué ce « tourisme médical ».

SPORTS

Le Tour de France cycliste

Saint-Bernard Hinault

Tandis que Jannie Longo remportait au sprint sa troisième victoire d'étape dans le Tour féminin, mardi 22 juillet à Villard-de-Lans, les professionnels se reposaient à L'Alpe-d'Huez. Hinault et Lemond ont profité de cette unique journée de détente à moins d'une semaine de l'arrivée pour tenir leur traditionnelle conférence de presse.

L'ALPE-D'HUEZ de notre envoyé spécial

Une conférence de presse insolite puisqu'elle a eu lieu dans la chapelle Notre-Dame-des-Neiges, l'église de la station transformée pour la circonstance en salle de rédaction. Bernard Hinault, Greg Lemond et leur directeur sportif, Paul Koechlin, sont installés devant une longue table empruntée à la Cène, juste sous les grandes orgues. Ils sont prêts à répondre à toutes les questions, mais lesquelles ? Il y a quinze jours que l'on parle de cohabitation, de coexistence pacifique ou d'union sacrée entre les deux leaders de la formation La Vie Claire.

Dimanche dernier, jour du Seigneur, le français avait suivi son chemin de croix sur les pentes du Granson. Avec un G, comme Golgotha. Et, le lendemain, il était reparti à l'assaut. Littéralement resuscité.

Une attaque inspirée par une sorte d'illumination presque miraculeuse. Cette offensive dans laquelle il centralise Lemond se révèle d'une suprême habileté. Imposant le rythme de son choix, Hinault travaille pour ses propres intérêts tout en faisant le jeu de son partenaire. Génial ! S'il gagne le Tour — l'hypothèse reste plausible, — c'est là qu'il aura construit sa victoire. Et si Lemond conserve le maillot jaune, il pourra dire merci à son équipier, véritable saint-bernard des montagnes, car leurs efforts conjugués auront précipité la défaite de Zimmermann, l'adversaire commun.

« Alors, la messe est dite ? »

« Non, réplique Hinault en souriant. La course ne prendra fin que la ligne d'arrivée franchie, et la décision interviendra probablement au cours de l'étape contre la montagne de Saint-Etienne. Là, ce sera chacun pour soi. Une lutte loyale et le plus fort s'imposera ».

« Vous accusez sur Lemond un retard de 2 mn. 45. Le handicap n'est pas insurmontable. Imaginez que vous ayez repris 2 mn. 30 à 10 kilomètres du but. Quelle serait votre attitude ? »

« Je ne freinerais pas. Ça, c'est sûr ! »

Capable d'une grande mansuétude, Hinault n'est tout de même pas un enfant de chœur. Ni un Judas. Il fera le maximum pour protéger l'Américain, il ne tentera rien pour contrarier sa marche victo-

rieuse vers les Champs-Élysées. Mais si l'occasion se présente de reprendre l'avantage, il saura la saisir. Et il le dit clairement. Il a sans doute commis des péchés d'orgueil. L'hypocrisie, jamais.

JACQUES AUGENDRE.

TOUR DE FRANCE FÉMININ

VILLARD-DE-LANS
VILLARD-DE-LANS (65 km)
(Deuxième étape)

1. Longo (Fr.), 1 h 41 mn 54 s ; 2. Simonnet (Fr.), à 1 s, suivie du peloton.

Classement général. — 1. Canina (It.), 19 h 51 mn 31 s ; 2. Longo (Fr.), à 11 mn 7 s ; 3. Thompson (E.U.), à 12 mn 23 s ; 4. Schumacher (RFA), à 22 mn 29 s ; 5. Simonnet (Fr.), à 23 mn 13 s.

Hommage à la Colombie

Une plaque commémorative réalisée sur l'initiative de la Société du Tour de France et de la municipalité de l'Alpe-d'Huez en souvenir des victimes de la catastrophe d'Armero en novembre 1985, a été inaugurée mardi à l'Alpe-d'Huez. M. Alain Carignon, ministre délégué chargé de l'environnement et M. Roberto Junguito, ambassadeur de Colombie en France, ainsi que les coureurs et les sauveteurs se sont associés à cet hommage rendu au peuple colombien.

Meeting d'athlétisme de Paris

L'argent ne fait pas les records

Un record du monde ne se bat pas sur commande. Autrement dit, il ne suffit pas de mettre sur la table — dessous, ça ne se fait plus — un gros paquet de dollars (10 000 en l'occurrence) pour graver dans les tablettes de l'athlétisme une nouvelle performance.

Les organisateurs du meeting de Paris qui ont investi cette année 1,25 million de francs pour constituer mardi soir au stade Jean-Bouin un plateau de champions n'ont ainsi pas réussi à renouveler leur opération de 1985 qui avait permis au percuteur soviétique Sergueï Bubka de devenir le premier homme à franchir 6 mètres avec une catapulte. Bref, champions olympiques à Los Angeles, la Roumaine Mariaica Puica et le Marocain Said Aouita se sont, mardi soir 22 juillet, lancés en vain à la poursuite du record du Mille (4 mn 16 s 71) et du 3 000 mètres (7 mn 32 s 1). Petit

exploit toutefois pour la Roumaine qui a enchaîné les 1 609 mètres par un 5 000 mètres à nouveau victorieux.

Les records de France étaient plus modestement tarifiés à 10 000 F. Petite récompense à grands efforts. La Nordiste Joëlle Debrouwer a en effet été dépossédée de ses records du Mille (4 mn 39 s 1) et du 5 000 mètres (15 mn 52 s 60) par la Nigolaise Florence Giolliti (4 mn 28 s 72) et la lyonnaise Annette Sergent (15 mn 32 s 92), le duo de charme qui s'était approprié une semaine auparavant à Nice les records des 800 mètres et des 3 000 mètres. Les voilà maintenant qui règnent sur tout l'empire du demi-fond féminin à l'exception du 1 500 mètres.

Le policier parisien Jean-Louis Prignon et le Savoyard Paul Arpin n'ont, eux, gagné qu'un billet

d'avion pour les championnats d'Europe de Stuttgart fin août en ayant réalisé les minima qualificatifs (28'10'') pour le 10 000 mètres.

Pour 20 000 dollars, l'Américain Edwin Moses s'est contenté de passer. C'est dire que le champion olympique (1976 et 1984) et mondial (1983) du 400 mètres haie a signé sa 113^e victoire consécutive dans cet exercice où il n'a pas été battu depuis le 26 août 1977, en réalisant au passage le meilleur temps de l'année (47'66). Mais cet ingénieur électronique à la barbe de prophète ne tyrannise pas uniquement les records en tout genre. C'est un athlète magique, mélange détonnant de nonchalance et de puissance, qui avale la piste comme un élixir de jeunesse. Qui, dès lors, pourra un jour l'empêcher de boucler son parcours d'obstacles en moins de 47 secondes ?

A.G.

Le 11^e congrès international de psychiatrie de l'enfance

Tristes enfants du divorce

La psychanalyse vole parfois au secours du bon sens. M^{me} Judith Wallerstein, freudienne orthodoxe, par ailleurs épouse du président de l'Association internationale de psychanalyse, l'a montré le 22 juillet à Paris, dans le cadre du 11^e congrès international de psychiatrie de l'enfant, en montrant, chiffrées à l'appui, que le divorce a de sérieuses conséquences sur la santé mentale des enfants.

M^{me} Wallerstein sait de quoi elle parle : elle conduit depuis près de quinze ans une étude « dans la classe moyenne, blanche et californienne » pour tenter de situer les conséquences des séparations et des divorces sur les enfants. Il s'agit — point important — d'une étude continue (« longitudinale »), les médecins suivant les sujets concernés (parents et enfants) aussi longtemps que possible. Quinze ans après le lancement de ce programme d'étude, le contact est maintenant avec 90 % des cent trente-et-un enfants du départ. On peut ainsi continuellement réactualiser les conclusions et suivre les effets à long terme du divorce. Il s'agit aussi d'une étude exemplaire menée au nord de San-Francisco, dans une zone où les taux de divorce sont parmi les plus élevés du monde.

Cinq années d'espoir déçu

« Avant dix-huit ans, précise M^{me} Wallerstein, un enfant a près d'une chance sur deux de voir ses parents se séparer, une sur quatre de voir l'un de ses parents se remarier et une sur cinq de voir divorcer une seconde fois ».

Principale conclusion : l'âge et le sexe des enfants sont des paramètres importants dans l'histoire des com-

plications psychiques ultérieures dont ils peuvent être les victimes. « Les enfants qui souffrent le plus de l'absence du père, a expliqué M^{me} Wallerstein, sont les petits garçons lorsqu'ils ont entre six et huit ans au moment de la séparation des parents. Celle-ci est pour eux l'équivalent d'un véritable deuil. Le besoin du père augmente pendant l'adolescence à tel point que beaucoup quittent le foyer familial pour le retrouver. Dans de nombreux cas d'ailleurs, les pères ne comprennent pas véritablement l'intensité du besoin de l'enfant. Ce dernier peut alors en arriver à s'inventer un père. Beaucoup aussi rebâtissent l'histoire de leur famille de manière toute fictive, trouvant avec le temps des raisons diverses pour justifier la séparation de leurs parents ».

A écouter M^{me} Wallerstein, on en vient à penser que les cicatrices du divorce sont indélébiles. « Tous, dit-elle, ont beaucoup de difficultés à imaginer pouvoir être heureux en couple. Les jeunes filles ont une véritable peur d'être trahies. Jeunes, elles supportent mieux la séparation que les garçons. Mais elles sont ensuite plus vulnérables. Ce sont alors des femmes très conservatrices, en quête d'un mariage durable ». Cinq ans après la séparation, les enfants croient encore le plus souvent à une possibilité de retrouvailles des parents. Et il faut en moyenne attendre dix ans pour qu'ils acceptent le fait. Au total, près de 40 % de ces enfants souffrent à un moment ou à un autre d'un épisode dépressif. Les dangers et les risques encourus sont encore plus grands s'il y a un remariage et un redivorce. Ce problème n'a rien de spécifiquement américain. En

France, selon certaines estimations, on compte dix à l'âge de cinq ans, 6 % d'enfants dont la mère est divorcée, 10 % à l'âge de dix ans.

J.-Y. NAU.

Cette estimation figure dans le dossier « Du divorce et des enfants » par Odile Bourguignon, Jean-Louis Rallu et Irène Thiery (Presses universitaires de France). Ce dossier analyse d'autre part les résultats actualisés de l'étude californienne.

SCIENCES

● Une plaque commémorative sur le Titanic. — Au cours de leur plongée du 20 juillet à bord du petit sous-marin Alvin, le docteur Robert Ballard et ses deux coéquipiers ont fixé sur la poupe de l'épave du Titanic une plaque de bronze à la mémoire des mille cinq cent treize personnes qui ont trouvé la mort, le 15 avril 1912, lors du naufrage du paquebot. La campagne d'exploration commencée le 13 juillet s'achèvera le 28 juillet. — (AFP).

● Examen franco-allemand pour le centrale de Cattenom. — La centrale nucléaire française de Cattenom (Moselle), qui inculque fort les Luxembourgeois et les Allemands situés dans son voisinage, sera examinée par des experts français et ouest-allemands avant son démarrage. Cette « auscultation » devrait avoir lieu au cours du mois d'août. C'est ce qu'a annoncé à Bonn le ministre ouest-allemand de l'environnement, M. Walter Wallmann. Cet examen avait été décidé lors des entretiens que M. Wallmann a eus avec M. Alain Madelin, ministre français de l'Industrie. En revanche, Paris n'a pas encore accepté de soumettre la centrale à l'examen de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

RELIGIONS

Le sommet judéo-chrétien de Genève

La construction du carmel d'Auschwitz est arrêtée

Les cardinaux Macharski, archevêque de Cracovie (Pologne), Danneels (Bruxelles), Decourtray (Lyon), Lustiger (Paris) ont participé, le mardi 22 juillet à Genève, avec des personnalités juives européennes, parmi lesquelles M^{re} Theo Klein et le grand rabbin Sirat, à une réunion de conciliation, à la suite de la polémique ouverte par la construction à Auschwitz d'un carmel. Ils ont adopté « une déclaration d'Auschwitz » que vous publions intégralement.

Les symboles comptent pour beaucoup dans les avancées et les reculs du dialogue judéo-chrétien. Encouragé par l'épiscopat catholique polonais, l'aménagement en carmel d'un bâtiment désaffecté du camp d'extermination d'Auschwitz suscitait depuis près d'un an l'indignation des communautés juives d'Europe occidentale notamment.

Après la visite du pape à la grande synagogue de Rome, le 13 avril dernier, la reconnaissance à Genève, par quelques-unes des plus hautes autorités catholiques et juives d'Europe, du symbole, irréversible et inviolable, d'Auschwitz, comme « monument et mémoire de la Shoah », représente un nouveau pas dans ce dialogue.

Même si le lieu de Genève se prête à l'idée de compromis, ce sommet judéo-chrétien du 22 juillet n'a rassemblé en rien, selon ses participants, à une « négociation ». Aucune partie n'a demandé de concession à l'autre. Cette rencontre a eu lieu dans un climat d'information et de compréhension réciproques.

Archevêque du diocèse de Cracovie où se trouve le site d'Auschwitz,

le cardinal Macharski a admis, au cours de la discussion, que sa position avait évolué et a exprimé son accord pour que les travaux du carmel soient stoppés. « En l'état du dialogue, rien ne sera changé à ce qui existe actuellement. La nef centrale restera désaffectée, dans son état antérieur à l'arrivée des carmélites, soulignant ainsi le caractère provisoire de l'édification ».

L'affaire est débloquée, mais elle n'est pas terminée. Ce bâtiment d'Auschwitz, dont les carmélites voulaient faire un lieu de prière et d'expiation, était celui où les nazis entreprenaient à la fois les gaz, qui servaient à tuer, et les derniers effets de leurs victimes. Pour les juifs, il est « le symbole même du symbole de la solution finale qui représente Auschwitz ». Il doit rester le lieu de l'éternel silence ».

Si les juifs souhaitent le départ des carmélites, ils sont satisfaits de la position prise à Genève par le cardinal Macharski. Le plus difficile est fait : ouvrir le dialogue qui, dit le communiqué final, doit continuer « pour que soient définitivement établies des modalités satisfaisantes dans le respect de ce lieu unique situé en terre polonoise chrétienne. Chacun est appelé à participer à cet effort de respect mutuel et de compréhension par sa réflexion, son recueillement et, pour les croyants, par la prière du cœur ».

Il ne s'agit pas de brûler les étapes et l'on peut s'interroger sur l'opportunité d'initiatives, comme le pèlerinage organisé le 21 septembre à Auschwitz par des juifs libéraux et quelques chrétiens français, qui risquerait de compromettre l'actuel effort de rapprochement.

HENRI TINCO.

« Zakhor, souviens-toi »

Voici le texte de la « déclaration d'Auschwitz », signée par les autorités catholiques et juives présentes. Il est adressé « aux hommes et aux femmes de notre temps. A ceux et à celles des temps futurs ».

« Les sites isolés d'Auschwitz et de Birkenau sont reconnus aujourd'hui comme les lieux symboliques de la solution finale au nom de laquelle les nazis ont procédé à l'extermination (Shoah) de six millions de juifs dont un million et demi d'enfants, seulement parce qu'ils étaient juifs. »

« Ils sont morts dans l'abandon et l'indifférence du monde. Recueillons-nous dans la mémoire de la Shoah et dans le silence de notre cœur. »

« Que la prière qui montera de nos lèvres muettes nous aide aujourd'hui et demain à mieux respecter le droit à la vie, à la liberté et à la dignité des autres, de tous les autres. »

« Souvenons-nous que chacun de ceux qui ont été assassinés à Auschwitz et à Birkenau : juifs, Polonais, Tziganes, prisonniers de guerre russes pouvaient chaque jour s'écarter avec le prophète Sphania (Is. 18) : « Ce jour-ci est un jour de fureur, un jour de détresse et d'angoisse, un jour d'extermination et de désolation, un jour de nuée et de brouillard. »

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Francis Girod tourne « Descente aux enfers »

Les nuits chaudes de Cap-Haïtien

C'est en Haïti, où la population se remet d'une dictature de trente ans, que Francis Girod vient de filmer *Descente aux enfers*. Une histoire de David Goodis adaptée par Jean-Loup Dabadie, interprétée par Claude Brasseur et Sophie Marceau, tournée dans les soubresauts de l'après-Duvalier.

Le plus courant des billets de banque d'Haïti est celui de 5 gourdes. En effigie, le portrait de Jean-Claude Duvalier, président à vie. Au-dessous, la mention suivante : « Ce billet est payable au porteur en monnaie légale des États-Unis d'Amérique au taux de 5 gourdes pour 1 dollar. » Suit le nom de l'imprimeur, une firme allemande de Munich. Une altération aussi avouée est rare dans le tiers-monde, qui masque en général celle-ci sous les dehors d'un nationalisme ombrageux, qu'ignorait la tranquille impudence des Duvalier.

C'est dans ce pays à peine sorti, depuis le 7 février, de vingt-neuf années de tyrannie, que se sont retrouvés une cinquantaine de techniciens et de comédiens français requis pour le tournage du film de Francis Girod, *Descente aux enfers*. D'avril à juin, cette équipe s'est trouvée mêlée aux hasards de la libération et du « déshouage », cette égaration nécessaire et insupportable à laquelle aspire le peuple haïtien. Une telle confrontation de l'histoire et de la fiction est en soi un formidable sujet de film, qu'entres autres s'était approprié le Soviétique Mikhaïlov dans *Esclave de l'amour*.

Descente aux enfers sera un film cher, 25 millions de francs, dont le montage financier a été malaisé. « Un film ne doit coûter que ce qu'il coûte », expliquait un jour Sergio Leone. Cette formule sibylline, Ariel Zeitoun, producteur (*Coup de foudre*, *Souvenirs*, *souvenirs*), la fait siennes : le film auquel tous rêvent a son prix, et on ne peut prétendre l'abaisser par trop sans perdre la création. Ce qui rend cette histoire simple extraordinaire, c'est son cadre extraordinaire : Zeitoun et Girod résisteront aux suggestions de tournage moins éloigné, en Corse ou à Enghien. Un seul coproducteur, la « Cinq » (6 millions), et des partenaires financiers : AAA, le distributeur (4 millions) et quatre Sofica fédérés (4 millions). En crédits et en financement propre, Zeitoun

apporte 11 millions et conserve la plupart des droits du film.

Le roman de David Goodis, *Descente aux enfers*, à la Jamaïque, un couple mal uni, lui alcoolique, elle frigide. Un crime, un faux coupable, des désirs insoumis : ils se retrouvent, peut-être. L'histoire est frivole, c'est comme toujours le climat qui compte surtout, déchéance, incompréhension, moiteur. Francis Girod (*Le Trio infernal*, *la Banquière*, *le Bon Plaisir*), qui aime les livres et les atmosphères troubles, écrit avec Jean-Loup Dabadie, passé de sa période rose à une noirceur nouvelle, une véritable transposition du roman, dont ils rajoutaient l'érotisme. La très jeune femme et l'écrivain de cinquante ans viennent en Haïti pour se comprendre, et le sang versé de part et d'autre, la violence, figurent une union enfin possible. On pense davantage à Huston, à Tennessee Williams qu'à Hughes Rebelle, délectable et licencieux auteur 1900 des *Nuits chaudes de Cap-François*, entièrement situé dans la voluptueuse île de Saint-Domingue avant qu'elle ne s'appelle Haïti en son bord occidental.

Vaudou et misère

Pour Francis Girod, cette « murder story » est l'histoire d'une passion. La déraison qu'il affectionne n'est plus de mise, non plus que la tendre ironie de Dabadie pour ses quinquagénaires et leurs états d'âme des films de Sautet. Pour être réussi, leur film devra briller de cet éclat noir que le metteur en scène recherche dans le pays qu'il a adopté pour cadre. Pourquoi cette île, dans la poussière d'îlots caribbes possibles ? Pourquoi Haïti en effervescence alors que chaleur humide, végétation lourde et orages tropicaux existent des Bahamas à la Désirade, de Marie-Galante à Tobago ? Dès la lecture du livre, Girod comme son héros choisit Haïti pour que le vaudou et la misère encadrent.

Le totalitarisme mou et corrompu de « Jean-Claude » prévaut alors dans l'île, comme l'analphabétisme, la dépendance économique et la mortalité infantile. C'est bien là que Girod veut tourner, dans ce pays découvert à vingt ans alors que, assistant d'un film tourné sur la France, il y fit escale. C'est là déjà qu'il avait espéré tourner *l'Etat sauvage*, mais il n'en obtint pas le droit et dut se rabattre sur la Guyane. Pour cette *Descente aux enfers*, il parcourt les Caraïbes sans trouver meilleur contexte et plus grande densité : qu'a pays de Toussaint Louverture, proclamé première République noire du monde en 1804 et vouée depuis à une succession de



A gauche : Claude Brasseur dans les rues de Jacmel. Ci-dessous : Claude Brasseur, Sophie Marceau et Francis Girod.

dictatures souvent sanglantes, évoquées en particulier par Anatole France dans *le Chat maigre*. L'île, c'est aussi la disposition de son peuple pour la peinture, dont les « tap-tap » (transports collectifs) bariolés sont les témoins sans nombre, son goût pour la musique, ce « kompa » qui est à Haïti ce que le reggae est à la Jamaïque.

Ariel Zeitoun hâte cependant à tourner là-bas sous l'ancien régime. Viennent février, l'émeute populaire, le lâchage américain et la fuite des Duvalier. Et aussi des troubles, quelques exécutions, des barbares insurrectionnels un peu partout. Partiront-ils néanmoins ? Girod et Zeitoun en prennent le parti, et les nouveaux dirigeants du pays n'y voient que des avantages. Haïti, qui se targue à bon droit d'avoir vu naître de vrais écrivains — Roumain, Alexis, Roy, Depestre, Metellus — a toujours compté une minorité d'intellectuels doués pour le débat, que l'autocensure ou l'exil ont rendu experts en dialectique.

Un Aubelin Jolicoeur en est un exemple : personnage des *Comédiens* de Graham Greene, ce dandy en costume impeccable, complaisamment appuyé sur une canne à pommeau, tient table ouverte à l'Oléon de Port-au-Prince, l'un de ces magnifiques hôtels coloniaux comme le Raffles de Singapour ou l'American Colony de Jérusalem. Péri d'humanité classique, grand négociant d'art naïf local, Jolicoeur a intimement connu le régime déchu ; un temps secrétaire d'Etat dans le nouveau gouvernement, fortement contesté notamment par les politiciens haïtiens expatriés, il a eu le temps de soutenir l'entreprise Zeitoun-Girod et d'en faciliter l'organisation matérielle. Il fut, il est

Catherine Deneuve). Claude Brasseur et Sophie Marceau sont ses premiers choix. Lui sort de films médiocres et revient au théâtre à la rentrée avec Roger Planchon. On conçoit son adhésion au personnage épris et tourmenté d'Alan. Lola, sa jeune épouse, ce sera celle qui fut deux fois sa fille dans les *Boum*. Sophie Marceau « vaut » 500 000 entrées ; venue à des emplois d'adulte avec Corneau, Piat et Zaklowski, elle devra déployer une sensualité neuve. Le choix des autres interprètes témoigne du goût de Girod pour l'imprévu : Marie Dubois, ici mue par l'avidité et la frustration, Gérard Rinaldi, le play-boy des Chariots dans un véritable emploi ambigu, Betsy Blair, en souvenir de *Marty* et de *Grande rue*, Hippolyte Girardot, l'« amant magnifique », les Africains Sidiki Bakaba, Jean-Baptiste Tiemele, Bearon.

Quant à l'équipe technique, une bonne quarantaine de personnes aux

On a vécu sans difficulté à Port-au-Prince, où l'environnement est confortable ; plus laborieusement à Jacmel. Le temps est lourd, la ville nue. La révolution gronde, l'équipe s'interroge sur l'accueil qui lui sera fait en ces heures singulières ; de mémoire d'homme, personne n'a jamais réalisé de film en Haïti. On se retrouve chaque soir dans les mêmes lieux : places chaudes, ni journaux ni téléphone. L'arrivée à Cap-Haïtien, l'ancien Cap-François où s'échoua le navire de Christophe Colomb en 1492, insufflé un air nouveau : la mer est belle et la France franchit victorieusement les premiers tours de la Coupe du monde de football. Malgré deux jours sur un flot désert pour brochure touristique, on assistera entre deux prises à la victoire de la France sur le Brésil grâce à un téléviseur à piles grand comme une boîte d'allumettes.

De la révolution haïtienne, à laquelle le film ne pourra que faire allusion, les collaborateurs de Francis Girod n'ont rien vu ou pres-



vrai, l'ami de Pierre Brasseur, père du principal interprète de *Descente aux enfers*. Et pour une fois que la France, bien peu présente sur l'île depuis trente ans, semble se rappeler son existence...

Il a fallu tout importer. Les interprètes, d'abord. Francis Girod, qui envisage depuis peu avec passion et profit au Conservatoire, est un metteur en scène de stars (Romy Schneider, Gérard Depardieu,

moments forts, dont un stagiaire haïtien, elle conserve ses rites et ses coutumes comme à Billancourt ou à Epinay. Les clivages professionnels se retrouvent dans la place choisie par chacun pour les repas, tandis que les pauses apéritives et les expéditions nocturnes s'imposent comme sur d'importe quel tournage. Le matériel est introuvable : on fera voyager en bateau un camion chargé des groupes électrogènes d'autant plus nécessaires que l'électricité « sante » souvent. Pas de laboratoire à proximité, pas de projection de rushes le soir. Girod tourne, tourne en confiance : le directeur de la photo, le Belge Charlie Van Damme récemment engagé par Delvaux et Resnais, travaille cette fois en lumière naturelle.

On avait redouté que le tournage en Haïti de *Descente aux enfers* ne soit un défi, comme le fut celui de *Fort Saganne* en Mauritanie. Mais non : à tout apporter avec soi, on a limité les risques. On dit pourtant, dans le cinéma, qu'il ne faut jamais tourner sur une île...

que, sinon ses causes profondes. La misère de Port-au-Prince, les bidonvilles comme à Rio ou à Calcutta, la rue comme abri nocturne, le modèle américain : les plaques de rue et d'immatriculation, les programmes de télévision rappellent la proximité des États-Unis et du Canada. L'église catholique, progressiste, organisée, dans ce pays pratiquant où la religion est partout, pourrait-elle éviter le bain de sang promis pour le 29 juillet ? C'était naguère le jour de fête des « tontons macoutes », ce pourrait être celui du grand règlement de comptes.

Du moins le pays a-t-il su conquérir certains membres de l'équipe : tel envisage d'y acquiescer une maison, tel autre d'y revenir l'hiver prochain. Le lent apprentissage de la démocratie y suivra son cours, en perspective d'élections prévues dans un an et demi. D'ici là, le 18 décembre 1986, *Descente aux enfers* sera sur les écrans : on saura le jour même si les fervents efforts des cinéastes ont éveillé la curiosité et l'émotion du public.

OLIVIER BARROT.

Le Contrat Comme à guignol

Une turpie au début, une turpie à la fin. Au début, on tue des gentils (des flics), à la fin, des méchants. Au milieu, Arnold Schwarzenegger, le bel Arnold, le barbare, le Terminator, un coureur qui bat sous les biceps gros comme des ballons de rugby. La preuve, il venge le mort du fils de son ancien chef. Lui, il est exclu du FBI pour cause de bavure, ça ne connaît pas sa force, ça lâche-à.

Donc, il s'infiltre chez les mafieux, c'est très dangereux, il croise la route d'une femme un peu fatale, il arpente le film moult dans son petit tricot de corps, les belles ricochent sur son torse comme des noix de casse... C'est extrêmement brutal, violent, sanglant, mais tout à fait distrayant. On ne croit pas une seconde à cette histoire convenue, mais le réalisateur John Irvin a du rythme, de l'allant, de la virtuosité. On passe d'un pourcentage à une cascade, les vitres explosent, les crânes aussi. On bat des mains comme à guignol. Et l'on perçoit avec plaisir sur le visage marmoreux du héros le début du commencement d'un sourire d'ironie.

Vous allez voir, si ça continue. Arnold, il va jouer la comédie. DANIELE HEYMANN.

Les Beatles en vidéo. — Il n'est jamais trop tôt... Le 2 juin 1987, sera célébré le vingtième anniversaire de l'album des Beatles : *SGT. Pepper's Lonely Hearts Club Band*. A cette occasion, les treize chansons de l'album seront « mises en vidéo », présentées à la télévision puis vendues en coffret de cassettes.

« Anne Trister », de Lea Pool

Une femme qui se cherche

Elle a vingt-cinq ans, elle est juive, elle s'appelle Anne Trister. La mort de son père, en Israël, la rend vide ; comme le désert où un cimetière isolé a recueilli le vieil homme. Alors, Anne laisse tout ; sa mère, la Suisse où elle vit, ses études de peintures aux Beaux-Arts, un homme. Elle va s'installer à Montréal, chez Alix Moisan, une femme psychologue, mariée, très active. Anne loue un grand bâtiment désaffecté. Sur les murs, elle peint en trompe-l'œil des motifs, des volumes, un environnement qui pourrait être un nouvel espace pour sa vie, une façon de repousser le désert. Ce n'est pas facile et, par ailleurs, Anne s'aperçoit qu'elle aime Alix. Passionnément.

Déjà remarquée pour son premier long métrage, *la Femme de l'hôtel*, couronné dans plusieurs festivals internationaux, Lea Pool, réalisatrice québécoise d'origine suisse, s'affirme ici comme l'analyste privilégiée des pulsions féminines. Le

monde froid, net, bien organisé de Montréal, est soudain traversé d'éclairs avec l'apparition d'Anne Trister : (la merveilleuse, l'étonnante Albane Guille).

Alix (Louise Marleau, déjà interprète de *la Femme de l'hôtel*, pourrait venir de chez Bergman) à quarante ans, se découvre, au-delà d'un besoin de protection maternelle, une disponibilité qu'elle ne se connaissait pas. Le film avance sur la mise en scène d'un conflit entre le rêve, le fantasme, et la réalité de l'amour et du désir des femmes. Rien de débraillé dans les images et les dialogues. Rien d'échappé non plus. Les sentiments les plus purs seront, en fin de compte, les plus durables. Comme le dit la scène finale où, à travers l'espace, Anne enfin souriante et Alix apaisée, vont se rejoindre.

JACQUES SICHER.

★ Voir les films nouveaux.

Jean-Luc Godard veut Nixon

En pleine préparation de son *Roi Lear* (dont l'auteur-scénariste Norman Mailer tient la vedette, avec

Tout le gratin de la mise en scène est déjà sur les rangs. Nicholas Roeg envisage de faire *A Day in the Life*, Ken Russell aurait choisi *When I'm Sixty Four*. N'ont pas encore définitivement fait leur choix : Steven Spielberg, George Lucas, Francis Coppola, George Miller, Robert Altman et Susan Seidelman.

toute sa famille), Jean-Luc Godard a, pour l'un des rôles du film, fait contact avec... l'ancien président Richard Nixon. Dans un style purement godardien, il s'agit d'une « opération distanciation », une séquence d'une vingtaine de minutes au cours de laquelle Nixon et Mailer débattraient de « pouvoir et de la perte du pouvoir ».

Né Jean-Luc Godard n'est l'entourage de l'ex-président Nixon n'ont vraiment entamé le dialogue...

« Le bonheur a encore frappé »

Néant

Deux mystères entourent ce premier film criminel calamiteux d'un cinéaste de vingt-sept ans, Jean-Luc Troignon : 1) il a été sélectionné à Cannes dans la section Perspectives du cinéma français ; 2) il a été en partie financé par le ministère de la culture. A part ça, rien. De l'humour 80 bien déguisé, bien gribouillé et profit au Conservatoire, est un metteur en scène de stars (Romy Schneider, Gérard Depardieu,

D. H.

Abraham Polonsky bien vivant

Sur la foi de sources qui semblaient irréfutables, et qui, d'ailleurs, ont induit en erreur d'autres journalistes, j'ai indiqué, dans ma critique de *Willie boy* (Le Monde du 18 juillet), que le réalisateur Abraham Polonsky était décédé en 1980. Bertrand Tavernier, de retour des États-Unis, m'informe qu'il a rencontré Abraham Polonsky bien vivant (il enseigne dans une université de Californie) et qu'il prépare avec lui un film sur le maccarthysme. Comment réparer une telle bavure ? En adressant des excuses au cinéaste, bien sûr, et en se réjouissant que l'avenir lui appartienne. J. S.

V.O. / REFLET LOGOS
ELYSEES LINCOLN • PARNASSIENS

NAZARIN

Un film de Luis BUNUEL

(Prix international Festival de Cannes 1959)

avec Francisco RABAL

مكتبة الأمل

Gao Xiang est chinois. Il ne vient pas de la porte d'Italie, mais de Nankin - Institut de recherches sur les littératures étrangères. Il enseigne le français, qu'il a appris comme boursier à Paris de 1964 à 1966. Vingt ans après, il revient, invité pour le centenaire de Victor Hugo. Entre-temps, il y a eu la révolution culturelle, dont manifestement il ne tient pas à parler : « Les études étaient plus difficiles... Les gens étaient... Méfants? Non, mais enfin... Bref... »

Nous sommes en 1986, Gao Xiang a obtenu une prolongation de son visa. Il trouve que Paris a changé d'aspect, que le niveau de vie de la moyenne bourgeoisie a augmenté. Il en donne pour preuve la quasi disparition des marchands de quatre saisons, la manière dont

Lui-même a traduit la Cantatrice chauve : « Le tac au tac des répliques, c'est un peu comme les dialogues comiques dans les farces traditionnelles. Et puis, on peut considérer que la pièce aborde, indirectement, c'est vrai, la critique d'un mode de vie... »

Le Théâtre de l'Absurde est connu en Chine. Gao Xiang en rejette d'un grand rire le pessimisme, les angoisses petites-bourgeoises. « Ce qui nous intéresse, c'est d'abord l'originalité de l'écriture, sa modernité. On joue Ionesco (Rhinocéros), Beckett (En attendant Godot), Genet (Les Bonnes). Et bizarrement, un vaudeville d'avant-guerre : Prenez garde à la peinture... »

Les Chinois sont assez subtils pour détecter la critique sociale là où on ne l'attend pas. Ils y tiennent. Pourtant, l'an dernier, les responsables culturels ont fait venir Marcel Maréchal pour qu'il monte à l'identique ses Trois Mousquetaires, y compris les gags et anachronismes qui ont dû paraître d'un exotisme défilant : « C'est que l'histoire est bien connue chez nous. D'ailleurs, nous ne refusons pas le divertissement, mais enfin, nous sommes un pays socialiste, où le théâtre doit avoir une fonction didactique. Au sens large. Nous sommes ouverts, et si nous ne donnons pas davantage de pièces étrangères, c'est qu'il nous faudrait des décors spéciaux, des costumes inhabituels, et c'est très cher. Les théâtres n'ont pas assez d'argent. Mais c'est chez nous qu'a été créée la pièce de Jules Vail, le Temps des cerises, qui n'avait jamais été jouée, même en France, et nous avons appris beaucoup sur la Commune de Paris... »

COLETTE GODARD.

Le Chinois d'Avignon

Les gens choisissent pour se nourrir les produits de qualité supérieure. Le nombre de spectacles qui se donnent à Paris le laissent stupéfait : « Est-ce qu'il y a des spectateurs pour tous? Le Boulevard semble l'intimider... comme une sorte d'intimidation. A part ça : « On joue toujours Molière à la Comédie-Française, et aussi Genet, ça c'est nouveau... »

Gao Xiang est gai, volubile, curieux. Il découvre les tumultes d'Avignon et s'en amuse. Il demeure discret sur les spectacles, par timidité semble-t-il : pendant vingt ans, sa connaissance du théâtre européen est demeurée purement livresque et, en tant que professeur, il s'est intéressé aux textes plus qu'aux comptes rendus de représentations, de toute façon trop lointaines.

Les musiques africaines

Les traditions bouleversées

Le groupe éthiopien Roha Band n'est pas venu. On attendait beaucoup, à Avignon, les deux stars Mahmoud Ahmed et Neway Debebe, qui dans leur pays, rassemblent jusqu'à vingt mille personnes et dont la voix provoque, paraît-il, un frémissement extatique. Leur musique? Cuirée, une sorte de jazz très moderne, avec des intonations orientales mélancoliques.

Le Roha Band n'est pas venu pour des raisons obscures, complexes. Susceptibilités internes dans le pays (le groupe invité au Festival d'Avignon n'est pas l'orchestre national...); mais, aussi, les relations ne sont pas excellentes entre l'Éthiopie et la France, sur le problème des droits de l'homme... Les négociations, commencées il y a presque deux ans, ont échoué au dernier moment, sans motif officiel.

C'est dommage pour l'Éthiopie, qui avait l'occasion de montrer une

autre image que celle de la famine; c'est dommage pour le festival, qui, après s'être ouvert l'an dernier à l'Inde, a choisi de faire découvrir quelques-uns des multiples aspects de la créativité africaine. Littérature, peinture, sculpture. Et deux grands types de musique : d'un côté, celle des griots, musique de cour, de caste dans les grands empires peuls du Mandingue; de l'autre, une musique rurale ou urbaine, populaire, en mouvement.

On a en tout cas découvert - et adoré - le Zaïrois Elanga Nkake. On l'a vu arriver sur scène, avec une culotte de peau, un casque en peau, un collier vert, torse nu, pieds nus. S'était-il déguisé? Non. Quand Benoit Quersin, conservateur au Zaïre, qui a contribué à sa venue ici, a rencontré Elanga Nkake, il y a douze ans, dans un village perdu de la grande forêt tropicale, le musicien

portait ce costume-là. Il jouait tranquillement dans une forge, aidant, par les notes claires de sa sanza, le forgeron à fabriquer des bracelets de bronze.

Elanga Nkake, dont le passeport atteste qu'il est né vers 1925 (selon lui, ce pourrait être bien avant), n'est pas ce qu'on appelle un musicien professionnel. Il joue pour son plaisir, pour communiquer avec l'esprit de ses ancêtres, entrer en contact avec les forces de la forêt, créer l'harmonie. Il chante des petites chansons tendres qui le font rire, des chroniques, des proverbes. Il se met lui-même en scène, raconte son voyage en Europe, dans sa langue bilingue. Ici, il est Mongo, de la tribu de Bomboka.

Nkake a une présence irradiante, un visage doux. Parfois, il s'arrête brusquement, regarde devant lui ce parterre serré de spectateurs blancs qui l'écoutent. Est-il surpris? Il pousse de rire. Et les doigts reprennent sur les fines lamelles de métal. C'est la communication par l'euphorie.

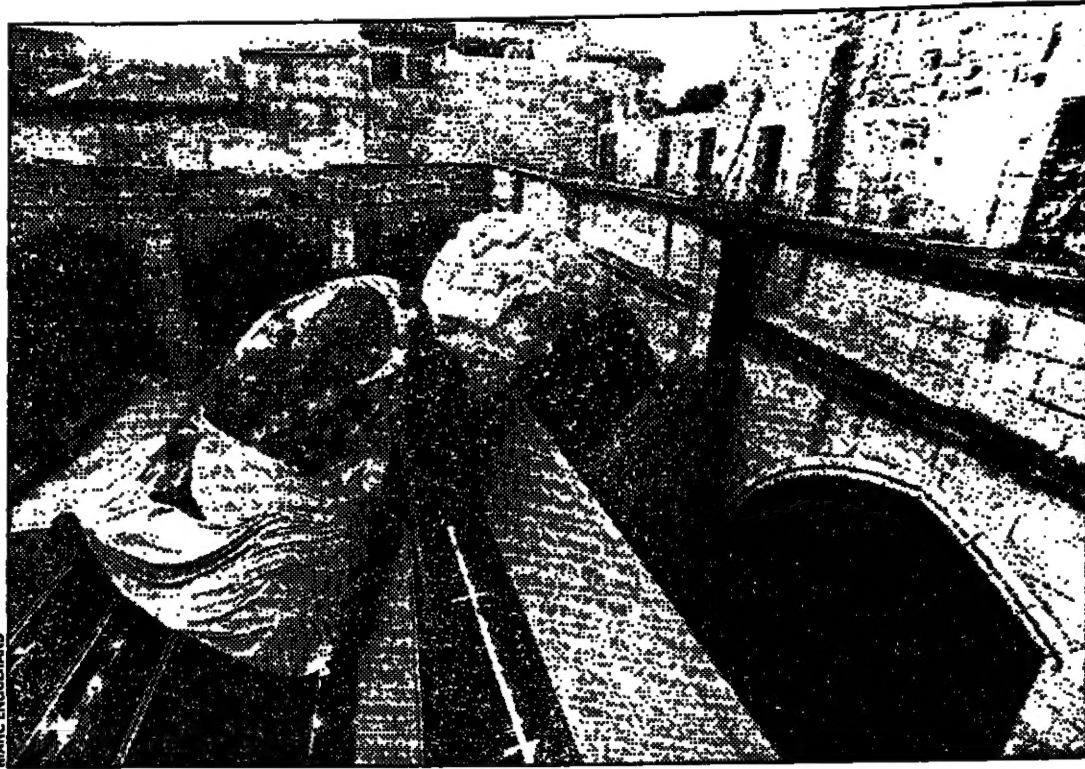
Les différents groupes qui ont suivi Nkake le même soir représentent un peu cette nouvelle génération de musiciens qui émergent partout au Zaïre, et pas seulement dans les grandes villes, issus des grands bouleversements sociaux qui ont suivi l'indépendance. Certains ont suivi leur village, ont tout laissé, y compris leurs instruments de musique. Ils en ont fabriqué de nouveaux, avec les moyens du bord, du bois de récupération, de vieux ressorts. Des sections de garde-boue de vélo forment un ac musical, des câbles d'embranchement servent de cordes. Lokanda Boliko, apparemment lui aussi à l'éthnie Mongo, a une guitare improvisable, en bois et en fourrure, fabriquée de ses mains. Il se rattache à la tradition, chante avec une voix un peu aiguë, très belle, dans un style vocal proche de Lianja (l'épique ancestral). Dans sa région, il est sollicité pour les cérémonies de deuil, les fêtes...

Les Tchokwés, dont le sort a été particulièrement bouleversé par la « rébellion » et qui ont tendance à remonter vers le centre du pays, ont créé une musique à laquelle s'intègrent les différentes traditions rencontrées en chemin. L'orchestre Yamvua, c'est plutôt un groupe d'amis comme il y en a partout. On s'assoit un moment, et il suffit que l'un commence, alors les baguettes claquent sur un tabouret, sur les bouteilles de bière... On perd la notion du temps, à peine surpris de voir apparaître et disparaître un danseur masqué qui semble venir directement de la brousse.

A l'opposé, il y a la musique raffinée des grands griots venus du Mali et de Guinée, ces musiciens-historiens dépositaires de la tradition, virtuoses de la Kora et du balafon - les Batourou Sekou, les El Hadji Djeli Sory Kouyate, les Alhaly Camara ou les Sory Kouyate, témoins des anciens empires et royaumes du Mandingue. Par comparaison, cette musique de cour, méditative, et d'un grand classicisme, paraissait un peu figée, un peu froide. Peut-être manquait-elle la chaleur, la présence de la communauté à laquelle les griots appartiennent pour que les corps dansent et que les musiciens se surpassent.

CATHERINE HUMBLLOT.

★ Une nuit africaine, avec les musiques traditionnelles du Zaïre et l'orchestre de Ray Lema, sera retransmise par France-Culture le samedi 26 juillet, de 22 h 30 à 1 heure du matin.



POLYPHÈME Dominant les arcades, les toits de la ville, le géant floué par le rusé Ulysse sort de son sommeil séculaire. Bientôt, son visage sans lèvres aux yeux vides rejoindra le corps balourd. Dans le décor de Trina Maselli, des acteurs chanteront, la musique de Betsy Jolas, dirigée par Annick Minck, accompagnera la tragédie d'Euripide, le Cyclope, mise en scène par Bernard Sobel. Ce sera ce mercredi à 22 heures et jusqu'au 27 juillet, au théâtre des Carmes.

FIGURES

Moke, Cheri Samba

Les imagiers féroces de Kinshasa

Sculptures en ciment peint du Nigeria et peintures autodidactes du Zaïre, l'Afrique apporte à Avignon une imagerie étonnante : Hyperréalisme, chronique des mœurs, arts des temples et de la rue.

Quand on les a rencontrés à l'hôtel, ils étaient en train de peindre chacun dans sa chambre. Moke et Samba n'ont pas arrêté de travailler depuis qu'ils sont arrivés à Avignon, ils ont beaucoup vendu, ils ont eu des commandes. Ils sont contents.

Moke a trente-six ans et Cheri Samba trente ans. Moke est né à un petit village du Bandundu, en 1950 : ses parents sont cultivateurs. Cheri est né à Kotto M'Vila dans le Matimba en 1956 : son père est forgeron. Deux destins. Contrairement à toutes les traditions, Moke a une enfance malheureuse. Après avoir quitté tout espoir son village pour suivre son frère à Kinshasa (en 1963), il

se retrouve vite abandonné, à la rue. Il dort sur les trottoirs, ne survit qu'en fouillant les poubelles.

Moke commence à peindre avec ses doigts sur du carton, puis sur des sacs de toile. Le portrait d'un grand politicien de l'époque le sort de l'ombre, il touche une prime hebdomadaire de la présidence. Il est remarqué par le Centre culturel français de Kinshasa qui lui fait signer un contrat. Il progresse vite. Première expo à l'Académie des beaux-arts, organisée par Jean-Pierre Jacquemin : tous ses tableaux sont vendus. Des périodes fastes et moins fastes se succèdent. Moke dit qu'il travaille avec la force d'un *mwana mwana* (enfant laissé à la rue). Il a une « caméra dans l'œil », dit-il aussi, qui enregistre. Il peint ce qu'il voit.

Pour Cheri, le dessin a été une « vocation ». Enfant, il attendait minuit pour grignoler sans que son père le voit. Il dessinait par-

tout, par terre, dans ses cahiers (il vendait aux copains). Quand il est arrivé à Kinshasa tout seul, en 1972, contre l'avis de ses parents, il s'engage chez un peintre comme assistant, il le quitte aussitôt (il n'était pas payé) pour aller chez un autre, puis un autre. « Tous ces peintres n'étaient pas capables de faire ce que je faisais », dit-il. En 1975, il tente l'aventure, s'installe à son compte, et fait un malheur avec un tableau montrant les tristes moments de l'indépendance... On le prévient que s'il continue, il pourrait avoir des ennuis. Il continue... mais dans l'ironie.

Maris trompés surprennent l'amant, autobus surchargés fonctionnaires corrompus, locaux victimes de leur propriétaire, Cheri s'inspire de la vie quotidienne, des chansons qui courent dans les rues. « J'aime faire de l'humour, dit-il, et dire la vérité. »

C. H.

Michel Lepareur
peintre
expose à la
GALERIE V. VALAT
38, rue Jean-Jaures
26240 Saint-Vallier
Tél. : 75-23-34-69

MUSÉE DE L'HOMME
Palais de Chaillot
Côté Femmes
« si la féminité est universelle,
la vision que nous en avons n'est pas »
T.L.J., sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15
à partir du 22 mars

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Jean CLAREBOUDT / Condition V
installation présentée dans les jardins du musée
tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 45
DU 18 JUIN AU 1^{er} SEPTEMBRE

Mer d'huile et huiles sur toile.

Beaux Arts Magazine vous offre avec son numéro de juillet, un guide format de poche de 64 pages, sur tous les musées et les expositions de la France en vacances. « Guide Expos et Festivals Ete 86 » gratuit avec Beaux Arts Magazine chez votre marchand de journaux.

Beaux Arts
GUIDE EXPOS ET FESTIVALS ETE 86

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-17-13).
QU'EST-CE QUE LA SCULPTURE MODERNE ? Jusqu'au 13 octobre. Grande Galerie.

MAGNELL Ardoises et collages. Jusqu'au 21 septembre. Salle d'art graphique.

DEBORAH TURBEVILLE Jusqu'au 29 septembre. Galerie du Forum.

ENZO CUCCHI - TONI GRAND - LA REVUE PARKETT Jusqu'au 24 août. Galerie contemporaine.

LE GRAND PARIS Un projet au 19^e siècle. Jusqu'au 1^{er} septembre.
CREER DANS LE CRÊPE Jusqu'au 8 septembre. - **LEUX ? DE TRAVAIL** Jusqu'au 13 octobre. CCL.

IMAGES DE TRAVAIL Jusqu'au 29 septembre. BPL.

REGARD COMPLEXE Photographies de chapeaux par M. Cormier. Jusqu'au 29 septembre. Foyer de la salle Grawert.

SENS DESSUS DESSOUS Atelier des enfants de la rue. Entrée libre. Jusqu'au 30 août.

Musées
LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tj, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars 1987.

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA TAPISSERIE DU XIV^e AU XVIII^e SIÈCLE (collections de la Ville de Paris). Jusqu'au 17 août - **LA RENAISSANCE AU PETIT PALAIS** Nouvelle présentation des collections permanentes. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 10 F.

MARQUES ET SCULPTURES D'AFRIQUE ET D'OCCIDENT Collection Girardin. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 21 septembre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1928-1937 Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). En permanence.

REBECCA HORN Naît et joue sur le dos du serpent à deux têtes - **FRANÇOIS PERRODIN** - **REINER RUTHEBECK** Entre chien et loup. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 octobre.

GEORGES MÉLIÈS - KEIICHI TAHARA Images de la fin du siècle - **MARC TRIVIER** Jusqu'au 26 septembre. **ANDRÉ FRANÇOIS** Jusqu'au 8 septembre. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (45-43-50-75). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

ART ANIMALIER AU TEMPS DES DERNIERS SHOGUNS XVIII^e-XIX^e siècle - **ANIMAUX D'ÉDO** Fonds Cernuschi, 1871-1872. Musée Cernuschi, 7, avenue Voltaire (45-43-50-75). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 octobre.

PAUL POIRET ET NICOLE GROULT Maîtres de la mode art déco. Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

JEAN CLAREBOUDT V. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

RENN Paysages et visages de Paris. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Jusqu'au 12 octobre.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Entrée : 20 F ; dim. : 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

En province
AIX-EN-PROVENCE Thomas Gieb et sa patrie : la tapisserie. Musée des Tapisseries, 28, place des Martyrs-de-la-Résistance (42-01-05-70). Jusqu'au 15 septembre.

ALBI Ger Van Velde. Musée Toulouse-Lautrec, Palais de la Berbie (63-54-14-09). Jusqu'au 8 septembre.

ANGERS Nature de l'art. Musée des Beaux-Arts, 10, rue du Musée ; Tableaux photographiques. Galerie de Pré, rue Bréguet ; Figurement des années 80. Nouveau théâtre, place Louis Imbach. Jusqu'au 31 août.

ANNÉCY Énergies 80 : œuvres de FRAC Rhône-Alpes. Musée-château (50-45-29-66). Jusqu'au 1^{er} septembre.

ARRAS Arras-Nemetsch. Musée, ancienne abbaye de Saint-Vaast, 22, rue Paul-Doumer (21-71-26-43). Jusqu'au 18 août.

ANGOULÊME Peintures de Jean-François Lacaille. Frac Poitou-Charentes, Hôtel Saint-Simon, rue de la Cloche Verte (45-92-87-01). Jusqu'au 20 septembre.

AURÉ Les côtes normandes de l'époque de la colonie de Ségur. Musée Ségur-Rosopontier (33-24-01-68). Les vendredis, samedi, dimanche et lundi, de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 29 septembre.

AUXERRE Peintures sur fourreaux. La postcarderie revue par la peinture. Maison du Tourisme, 1-3, quai de la République (86-52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

AVALLON Flein-air de sculptures polonoises. Exposition en bas de la rue Boquillot. Renseignements au : 86-34-28-78. Du 28 juillet au 24 août.

AVIGNON E. et R. Polignac : travaux au Petit Palais, 1980-1986. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 28 juillet. Victor Leydet, 1861-1904. Bâtiment. Palais de la Rose, 3, rue du Collège (90-82-57-51) et musée Louis Voiland, 17, rue Victor-Hugo (90-86-03-79). Jusqu'au 15 août. Valère Novarina. Doulos, personnages du « Drame de la vie ». Salle de théologie, Palais des Papes. Jusqu'au 9 août.

BAYONNE Hans Soller. Musée Bonnat, 5, rue Jacques-Laffitte (59-59-08-52). Jusqu'au 15 septembre.

BELLAC XXXIII^e Festival national Jean Giraudoux. Pierre Mabilly ; Didier Mathien, 8, avenue Jean-Jaures (55-68-76-03). Jusqu'au 31 août.

BIRON-EN-PERIGORD Calder. Château (53-53-85-50). Jusqu'au 14 septembre.

BORDEAUX Hommage à Bonnard. Musée des beaux-arts, cours d'Albret (56-90-91-60). Jusqu'au 25 août. - Gilbert et George. Cape, entrepôt Lainé, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 7 septembre.

BOULOGNE-SUR-MER Francis Meckel. Gravures. Les Pipits, 37, rue des Pipits (21-30-28-01). Jusqu'au 26 juillet.

BOURG-EN-BRESSE Sculptures de la collection Dailly. Musée de la sculpture, Michel Gérard. Prieur de Bron, 63, boulevard de Bron (74-22-22-31). Jusqu'au 27 juillet.

CAGNES-SUR-MER Dix-huitième Festival international de la peinture. Château-musée Grimaldi (93-20-87-29). Jusqu'au 30 septembre.

CALAIS Jochen Gerz. Œuvres sur papier photographique 1983-1986. Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 8 septembre. Christian Zalcman on les défilés de la centrale. Galerie de l'ancienne Poste, 13, bd Gambetta (21-36-27-40). Jusqu'au 15 août.

CANNES Grande maîtrise de la sculpture. Mémorial d'une collection. Salons de la Malmaison, 47, La Croixette. Jusqu'au 21 septembre.

DIJON Troisième donation Gravelle. En permanence - Bonheur. Jusqu'au 8 septembre. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (80-30-31-11) ; Héraldique et Mosaïque, du Moyen Âge au TGV. Quai de France, Palais des États de Bourgogne (80-67-51-51). Jusqu'au 17 août.

مكتبة الأصل

La Cité de la musique

Un pari pour le XXI^e siècle

La Cité de la musique, qui doit s'élever en bordure du parc de La Villette, va bientôt commencer à sortir de terre. Le ministre de la culture vient de confirmer sa réalisation. Elle devra remplacer le vieux Conservatoire de la rue de Madrid, à bout de souffle. Une occasion de rénover l'enseignement de la musique en France.

L'architecte Christian de Portzamparc et Marc Bleuse, le directeur du Conservatoire national de musique, passeront des vacances sans cahuchement : la Cité musicale, c'est officiel, sera bien construite à La Villette.

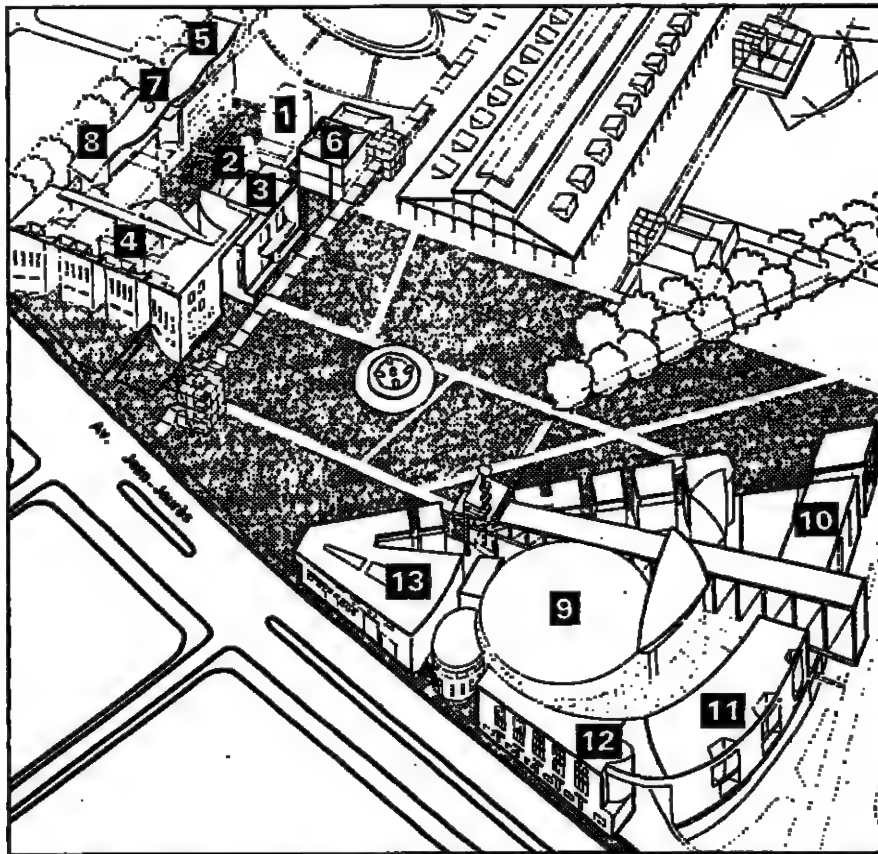
Si le programme ne prend pas trop de retard, elle devrait ouvrir ses portes en 1992. Il est plus que temps. Les derniers concours disputés par les élèves violonistes se sont déroulés salle Gaveau, louée pour la circonstance. Impossible en effet de faire passer une audition dans les vieux locaux de la rue de Madrid. L'acoustique y est déplorable, les murs minces comme des feuilles de papier à musique. L'orgue, qui a besoin d'être revu de fond en comble, campe dans les anciens locaux de gymnastique. Les rares volumes satisfaisants — pour la musique de chambre — sont situés dans l'ancien collège des jésuites où Gabriel Fauré installa le Conservatoire en 1911.

A l'époque, il avait six cents élèves. Ils sont aujourd'hui mille deux cent cinquante. Alors, au fil des ans, on a poussé les murs, exhausé les toitures. Au-dessus de la bibliothèque, une grosse voute métallique cache quarante studios microscopiques, surchauffés dès l'apparition du moindre rayon de soleil. Au fond de ce qui reste du jardin s'élève une cantine préfabriquée, style CES Pailleur.

Du côté de la rue d'Edimbourg, une sorte de HLM musical abrite quatre salles par étage. La cacophonie qui s'échappe des fenêtres pourtant closes est sans doute pittoresque pour le passant. Pas pour le malheureux étudiant qui doit se concentrer sur son instrument. Un studio d'enregistrement est bricolé dans le balcon de l'unique salle capable d'accueillir un public. Il est préférable, pour tenter l'expérience, d'attendre une heure tardive, où les voitures se font rares dans la rue.

La maquette de la future Cité de la musique trône dans le bureau de

Marc Bleuse, responsable de cette institution essoufflée de crises périodiques, asphyxiée par le manque d'espace et qui chaque année doute d'avancer d'elle-même. « Cette maison connaît depuis longtemps une fin de vie considérable », dit d'ailleurs Marc Bleuse. L'exiguïté des locaux nourrit des pesanteurs psychologiques.



Au début du siècle, le Conservatoire participait pleinement à l'évolution de la vie musicale. A partir des années 30, une coupure se produit, aggravée par le manque de crédits. « Le Conservatoire avait été au centre d'une école musicale florissante », précise Marc Bleuse. « Il détenait un trésor que les musiciens ont voulu préserver. L'enseignement de plus en plus coupé de la vie s'est fossilisé. A partir de 1960, le nombre des élèves s'est brusquement accru. Il est devenu indispensable de leur offrir des disciplines nouvelles et complémentaires. L'absence de moyens n'a pas permis de répondre à cette attente. Quand je suis arrivé ici, en 1984, il n'y avait aucun moyen d'enregistrement. Ni son ni vidéo. On m'a bien signalé la présence d'un magné-

phone, mais il avait été volé. Inutile de préciser qu'un souffre séparait le Conservatoire du monde professionnel. Néanmoins, tous les « grands » d'aujourd'hui, Pierre Boulez en tête, sont passés par la rue de Madrid, même à contrecoeur.

Vers 1960, André Malraux et Marcel Landowski relancent l'enseignement musical en France. De nou-

veau, je peux en justifier chaque parcelle. Le coût du projet s'élève à 630 millions de francs. Mais sur cette somme, 150 millions proviennent de la vente du terrain de la rue de Madrid et de la concession du futur parking.

La première ambition de Marc Bleuse est de rétablir un pont entre l'enseignement donné au Conserva-

toire et la vie professionnelle. « Pour cela, il faut que les élèves puissent travailler dans des conditions d'auditions réelles, devant un public. Ici, les locaux sont si exigus que bon nombre d'assistants sont obligés de recevoir les élèves chez eux. Nous devons constamment jongler avec les horaires et Pierre Boulez a dû renoncer à monter l'Amérique de Vercé, faute de place. »

Le musée sera, à La Villette, entièrement réorganisé. « Il ne se contentera pas de présenter une typologie des instruments de musique, précise Marc Bleuse, le public pourra suivre leur évolution à travers les âges, mais il pourra aussi les entendre. Il sera ponctué de « loges » où, à heures fixes, les élèves interpréteront des œuvres. A côté du musée proprement dit, un ensemble de laboratoires de restauration, de centres de documentation organologique feront de ce centre, un outil incomparable. Il sera largement ouvert au public et devra fonctionner en liaison étroite avec les professionnels de la facture instrumentale.

En dépit de son renouveau, la musique ancienne est négligée rue de Madrid pourtant riche d'un musée où tous les instruments de musique occidentaux sont représentés, génération après génération. Faute de place, encore une fois, une bonne part d'entre eux sont entassés dans les caves du bâtiment. D'autres sont en caisse, à Fontainebleau.

Le musée sera, à La Villette, entièrement réorganisé. « Il ne se contentera pas de présenter une typologie des instruments de musique, précise Marc Bleuse, le public pourra suivre leur évolution à travers les âges, mais il pourra aussi les entendre. Il sera ponctué de « loges » où, à heures fixes, les élèves interpréteront des œuvres. A côté du musée proprement dit, un ensemble de laboratoires de restauration, de centres de documentation organologique feront de ce centre, un outil incomparable. Il sera largement ouvert au public et devra fonctionner en liaison étroite avec les professionnels de la facture instrumentale.

Le creuset d'un renouveau

An centre de la Cité de la musique, orgueil de l'architecte, la salle des concerts, parallélogramme rectangulaire inscrit dans une ellipse, pourra accueillir de huit cents à mille deux cents personnes. Christian de Portzamparc, qui a longuement consulté Pierre Boulez à ce sujet, a prévu un grand sol plat qui peut recevoir cinq configurations d'orchestre différentes. Cette salle sera partagée entre le Conservatoire de musique et l'IRCAM. Sans états d'âme.

Aujourd'hui, constate Marc Bleuse, les musiciens d'avant-garde sont moins dogmatiques et les amateurs de musique traditionnelle

s'ouvrent à d'autres formes musicales. Le Conservatoire doit être le creuset du renouveau musical en France. Pour cela, il faut qu'il existe un lieu nouveau où ce brassage doit s'opérer. La Cité de la musique sera ce lieu.

Si l'architecture, c'est selon Goethe, une « musique pétrifiée », Portzamparc pratique, lui, un art du mouvement. A l'ouest de l'avenue Jean-Jaurès, des constructions basses, les locaux d'enseignement, fragmentés, éclatés. A l'est, un ensemble plus dynamique, les salles de répétitions et de concert, avec le musée qui se développe de part et d'autre d'un passage en forme de coque. C'est l'acoustique qui a déterminé la forme des bâtiments, affirme l'architecte. Mais la somme des bâtiments, imbrication savante de creux, de défilés, de décrochés, sacrifiée à une savante et très subtile esthétique que ses destructeurs qualifient sans doute de formalisme. Une immense géométrie qui unit la ville au parc et se poursuit, au-delà, vers le Zénith la Cité des sciences.

Esprons seulement que le fonctionnement de ce laboratoire sera à la hauteur de son ambition : préparer le vingt et unième siècle de la musique française. Histoire de faire mentir Rousseau : « Le Français, écrivait-il, paraît être de tous les peuples celui qui a le moins d'aptitude à la musique. »

EMMANUEL DE ROUX.

* On peut consulter le beau livre consacré à la Cité de la musique, publié aux éditions Champ-Vallon, avec de très nombreuses illustrations, 50 pages, grand format, 115 F.

USA LANGUAGE

Prenez l'accent américain

L'anglais tel qu'on le parle en Amérique
Stages d'été :
juin - juillet - août
Sessions 2 semaines
Petits groupes
Professeurs Américains

COUNCIL
Centre Franco-Américain
1, place de l'Odéon, 75006 Paris
Tél. : 46 34 16 10

EXPOSITIONS

DUNKERQUE. Christoforo. Rétrospective. Jusqu'au 20 septembre. Musée de la Ville. Hallucinations traversées. Jusqu'au 17 août. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (28-59-21-65). — Georges Braque, œuvre gravée. Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle (28-66-21-57). Jusqu'au 1^{er} septembre.

EVREUX. Hans Hartung. Musée de l'Arche Evreux, 6, rue Charles-Corbeau (33-39-34-35). Jusqu'au 15 septembre.

LYON. Portraits féminins, 1880-1914. Musée des Beaux-Arts, 20, place des Terreaux (78-28-07-66). Jusqu'au 15 septembre. — Camille Zangar. Musée Saint-Pierre, 16, rue du Président-E-Herriot (78-30-50-66). Jusqu'au 28 juillet.

MONTAUBAN. Vedova, Seytoun, Garcia-Sella. Musée FLAC, Hôtel Pyralès. Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-63-18-04). Jusqu'au 7 septembre.

NANTES. Giuseppe Penone. Musée des Beaux-Arts, 10, rue Clemenceau (40-74-53-26). Jusqu'au 30 septembre. — Maurice de Vlaminck (1879-1926), architecte nantais. Musée Dobrée, place Jean-V (40-89-34-32). Jusqu'au 17 août. — Le siècle de vicieuses silhouettes. Château de la Doue de Bretagne, Tour du Fer à Cheval (40-47-18-15). Jusqu'au 14 septembre.

NEMOURS. Liliane Emilie Croa. Château-musée de Nemours, rue Gaston-F (64-28-40-37). Jusqu'au 9 septembre.

NICE. L'Espagne abstraite : Hartung, ENAC, 24, avenue Jean-Médéric (93-62-18-45). Jusqu'au 30 septembre. — Espace abstrait : Dubet, Hartung, Oliva, Riquelme, Sonderberg, Acropolis, 1, esplanade Kennedy (93-92-81-43). Jusqu'au 27 juillet. — Louis Chassein. Galerie d'art contemporain, 59, quai des Etats-Unis (93-62-37-11). Jusqu'au 27 juillet. — Emile Crotti. Musée international d'art natif A. Jakovsky, château Salino-Hélène, avenue Val-Marie (93-71-78-33). Jusqu'au 30 septembre.

NORLAC. Trésors d'Art sacré du Cher, Abbaye (48-96-23-64). Jusqu'au 30 septembre.

POUGNET. Caldeira à la Roche-Jeanne, mobiliers, gouaches, bijoux. Ancienne école, bourg de Pougnet (Charente-Nord). Jusqu'au 15 août.

PONT-AVEN. Cost au, Garguier à Pont-Aven. Musée, place de l'Hôtel-de-Ville (98-06-14-43). Jusqu'au 30 septembre.

REIMS. Klaus Rühle. Palais du Tan, 2, place du Cardinal-Luçon (26-47-74-39). Jusqu'au 15 septembre.

RENNES. De Buzan à Gremes, peintures françaises et italiennes des XVII^e et XVIII^e siècles. Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola (99-79-44-16). Jusqu'au 15 septembre.

STRASBOURG. Gaston Ponce, design et architecture 1975-1985 — Anne Gruber, 1980-1986. Jusqu'au 17 août. — Collage Marcelle Collin. Jusqu'au 31 août. — Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons (88-32-46-07). Des arts hollandais et flamands du cabinet des dessins de l'université de Leyde. Musée historique, 3, rue de la Grande-Boucherie (88-32-25-63). Jusqu'au 31 août. — Genes contemporaines. Château des Rohan. Jusqu'au 16 août.

TANLAY (Yonne). James Ensor, peintures, dessins, gravures — Roll d'Hesse, dessins, sculptures. Château (86-52-26-27). Jusqu'au 30 septembre.

TOULON. Berlin aujourd'hui. Musée de Toulon, 20, boulevard du Général-Leclerc (94-93-15-54). Jusqu'au 7 septembre.

TOULOUSE. Talon, miroir du temps. Musée Paul-Dupuy, 13, rue de la Pépie (61-22-21-83). Jusqu'au 9 septembre.

LA TOUR D'AIGUES. Trésors du Château international des estampes. Château de la Tour d'Aigues (90-77-46-00). Du 24 juillet au 24 août.

TOURS. Magist : A proximité des poètes. Centre de création contemporaine, rue Racine (47-66-50-00). Jusqu'au 28 septembre.

TROYES. Caaky. Musée d'Art moderne, place Saint-Pierre (25-80-57-30). Jusqu'au 15 septembre.

USSEL. Puhst triple. Hôtel de ville d'Ussel (55-72-27-27). Jusqu'au 9 août.

UZERCHE. Espagnes-estampes : Arroyo, Barco, Bonifacio. Salle d'exposition de l'ancien collège. Jusqu'au 28 juillet.

VALENCE. Néolithique, premières civilisations agricoles. Musée de Valence, 4, place des Ormesaux (75-43-93-00). Jusqu'au 31 août.

VALENCIENNES. L'Académie de peinture et sculpture à Valenciennes au XVIII^e siècle. Musée des Beaux-Arts, boulevard Wattiau (27-46-21-09). Jusqu'au 28 septembre.

VAL-DE-VESE (Marne). Roger Achille, Eglise du Courmoult (26-61-64-94). Jusqu'au 31 juillet.

VASSIVIERES-EN-LIMOUSIN. Martin Sankely/Groupe Toton. Château de Vassivière (55-69-20-45). Jusqu'au 31 août.

VEZELAY. Arpad Szenes. Ancien docteur des Moines. Jusqu'au 30 septembre.

VILLENEUVE-D'ASCQ. A. Barres et M. Dajardin — R. Frenet — R. Dapart — J. Mayeux — Desroches M. Maréchal, 1882-1960. Musée d'art moderne, allée du Musée, sortie Châteauneuf (20-05-42-46). Jusqu'au 21 septembre. — Acquisitions du musée. Jusqu'au 14 septembre. — Travaux d'André de la Motte d'Art plastiques. Jusqu'au 14 septembre.

Le sort de l'Opéra de la Bastille

Les propos différents, sinon contradictoires, tenus par M. Léotard et M. Chirac concernant le sort de l'Opéra de la Bastille (le Monde du 18 juillet et du 22 juillet) surprennent les milieux musicaux. Et cela d'autant plus qu'une négociation était engagée avec la direction du budget pour chiffrer le coût de la solution proposée par M. Léotard (soit entre 320 millions et 350 millions de francs de fonctionnement pour l'Opéra de la Bastille et le palais Garnier, qui garderait sa vocation lyrique, la salle Favart étant dévolue à une exploitation privée).

Rappelons que l'enjeu est considérable : c'est la dernière chance, à vocation humaine, pour que Paris dispose d'un opéra moderne (pour lequel 729 millions de francs ont déjà été dépensés et 1 528 millions engagés) et conforme à ses besoins. Même en réalisant 700 millions de francs de travaux au palais Garnier, les installations techniques demeureraient insuffisantes et anachroniques et l'exploitation resterait un gouffre financier, sans que soit ajouté un siège à la salle. Faire de la Bastille un auditorium semble un pari aussi dangereux que coûteux : il y a peu de chance pour qu'une salle de concert de 2 700 places soit rentable à long terme, et tout le système des lieux de concert parisiens en serait déstabilisé. En revanche, rien n'empêche de donner des concerts et des ballets en alternance avec les représentations lyriques dans une salle d'opéra. La solution de compromis préconisée par M. Léotard semble donc la plus sage, et elle seule préserver l'avenir.

Notons que l'arrêt du chantier de la Bastille, décidé jusqu'au 31 juillet, coûte 750 000 francs par jour de fermeture.

J. L.

Le Monde
PUBLIÉ PAR L'ÉDITION GASTON
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

24 JUILLET / 12 AOÛT
L'ÉTÉ MUSICAL DE VICHY

réalisé par le Grand Théâtre de Bordeaux / Direction : Gérard Boireau
avec les Orchestres Symphoniques de Rouen et de Vichy
le Ballet et chœurs du grand théâtre de Bordeaux
Directions : Paul Ethuin et Alain H.

A vous les longues journées musicales de vos sports favoris, à vous les rendez-vous avec vos interprètes pour ensembles et solistes.

24 JUILLET Grand orchestre symphonique Weber / Mendelssohn / Grieg Solfège : Bruno Ripstein, piano	Alain Merles / Martine Masquieu Carole Cha / Christian Aze
26 JUILLET Concert symphonique Maurice / Dvorak / Bartok	5 AOÛT L'ENFANCE DU CHRIST d'Hector Berlioz Hélène Jansoud / Gérard Garin Philippe Kahn & Jean-Jacques Doreau
28 JUILLET Présentation de l'Edi Musical 1986 Joëlle Schneider, piano	9 AOÛT NABUCCO / Opéra en IV actes de G. Verdi / Création à Vichy Marie Abbes / Hélène Jansoud / Alain Houdry Kary / Philippe Kahn / Jean-Jacques Doreau
29 JUILLET CASSE-NOSETTE / Ballet en II actes Musique de P. Tchaïkovsky Sylviane Bayard / Dominique Eyraud / Vichy Cyril Atmouff / Dominique Eyraud / Vichy Chœurs de Vichy	12 AOÛT LE ROI DES CHATEAUX Musique de A. Adam Noëlle Ponsat / Dominique Eyraud / Vichy Jean-Charles G8 : École Internationale Chorégraphie : Vladimir Stoukoff

LE GRAND THÉÂTRE DE VICHY : DIRECTION ARTISTIQUE : DIDIER GOILLIOT
AVEC LE CONCOURS DE LA MUNICIPALITÉ DE VICHY
RENSEIGNEMENTS : PARIS 16 41.42.61.82.36 - VICHY 76.71.94

صكنا من الله صل

هكذا منذ الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Le Monde • Jeudi 24 juillet 1986 13

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOT (47-84-24-34)

MERcredi 23 JUILLET
16 h, les Amants de demain, de M. Bittou; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: Berlin; la Pluie, de J. Ivens et M. Fromont; Die Geier-Wally, de E. A. Dupont; 21 h, Hommage à Heineke Gosh: la Femme de la lune (V.o., s.t. ang.).

JEUDI 24 JUILLET

16 h, la Fée de J. Natanson; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: Berlin; la Pluie, de J. Ivens et M. Fromont; Die Geier-Wally, de E. A. Dupont; 21 h, Hommage à Heineke Gosh: la Femme de la lune (V.o., s.t. ang.).

VENDREDI 25 JUILLET

16 h, Gaspard de Besne, de A. Hugon; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: Amsterdam; 21 h, Hommage à Heineke Gosh: Le marié parle dans son sommeil (V.o., s.t. ang.).

SAMEDI 26 JUILLET

15 h, Hommage aux cinéastes étrangers: Copenhague; Rêve arabe; les Roses blanches, de U. Gad; 17 h, Helsinki; les Condamnés de Nanni, de E. Carr; 19 h, Milla; la Terre qui flamme, de P. Muray; 21 h, Hommage à Heineke Gosh: l'Amour.

DIMANCHE 27 JUILLET

15 h, Cycle: les grandes restaurations de la Cinéma-thèque: les Mésalliances, de A. Capellani; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: Madrid; El bailarín y el trabajador, de L. Marquis; 21 h, Hommage à Heineke Gosh: la Danseuse d'Iris.

LUNDI 28 JUILLET

Relâche.

MARDI 29 JUILLET

16 h, Nez de cuir, de Y. Allégret; 19 h, Hommage aux cinéastes étrangers: Alger; Nakhla, de F. Belloc; 21 h 30, Hommage à Heineke Gosh: la Mariée dans son sommeil (V.o., s.t. ang.).

BEAUBOURG (42-78-37)

MERcredi 23 JUILLET

15 h, The Jack-Knife Man, de K. Vidor; 17 h, la Solité brille pour le monde, de J. Ford (V.o., s.t. fr.); 19 h, le Fox de nuit, de P. Delancey.

JEUDI 24 JUILLET

15 h, la Tentation, de F. Niblo; 17 h, Angel in Exile, de A. Duna et P. Ford (V.o., s.t. fr.); 19 h, Vie privée, de L. Maltz.

VENDREDI 25 JUILLET

15 h, Tol'able David, de H. King; 17 h, Derrière le miroir, de N. Ray (V.o.); 19 h, Ma chérie, de C. Dubrion.

SAMEDI 26 JUILLET

15 h, Bénédictus, de E. von Stroheim; 17 h, l'Atome, de A. Kirovova (V.o., s.t. fr.); 19 h, l'Éducation sentimentale, de A. Astruc; 21 h, l'Éden et après, de A. Robbe-Grillet.

DIMANCHE 27 JUILLET

15 h, The Power of the Press, de F. Copra; 17 h, Sex Jack, de K. Walestan (V.o., s.t. fr.); 19 h, l'Opération C. Chabrol; 21 h, les Dimanches de Ville-d'Avray, de S. Bourguignon.

LUNDI 28 JUILLET

15 h, l'Oiseau bleu, de M. Tourneur; 17 h, la Brune brûlante, de L. McCarey (V.o., s.t. fr.); 19 h, les Camisards, de R. Allio.

MARDI 29 JUILLET

Relâche.

Salle Garance

Tous les jours à 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30. Le cinéma yougoslave (programmation détaillée au 42-78-37-39).

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.): Lucernaire, 19 (45-44-57-34).

AFTER HOURS (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rive, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

AGILE DE FER (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (45-68-94-53); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

L'AMANT MAGNIFIQUE (Fr.) (*): Quinette, 9 (46-33-79-38).

L'ANNEE DU DRAGON (A., v.o.): 3 Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES ANGES SONT PLUS EN DIEUX (Afr. du Sud, v.o.): Impérial, 2 (47-42-72-33); Mésalliance, 9 (47-70-72-68); Galaxie, 13 (45-80-18-03); Parisiennes, 14 (43-20-30-19).

LES BALISES DU DESERT (Tunisie, v.o.): Utopia, 9 (43-26-84-63).

BIRDY (A., v.o.): Cinéma, 6 (45-63-10-82); V.F.: Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

BLACK MIC-MAC (Fr.): Richelieu, 2 (42-33-56-70); Saint-Michel, 3 (43-26-42-34); UGC Odéon, 6 (45-62-41-46); UGC Rive, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE BONHEUR A ENCORE FRAPPÉ (Fr.): UGC Bataillon, 6 (45-62-40-40); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

BRAZIL (Brit., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

CAMORRA (It., v.o.): Le Triomphe, 6 (45-62-45-76).

CASH-CASH (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35); UGC Odéon, 6 (45-62-41-46); UGC Rive, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE CONTRAT (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (45-62-41-46); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE CONTRAT (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (45-62-41-46); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE CONTRAT (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (45-62-41-46); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE CONTRAT (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (45-62-41-46); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE CONTRAT (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (45-62-41-46); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

Convention, 15 (48-28-42-37); Maltz, 17 (47-42-56-31); Wexler, 18 (45-22-46-01).

DAKOTA HARRIS (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35); UGC Odéon, 6 (45-62-41-46); UGC Rive, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

DARBY (A., v.o.): Forum, 11 (42-97-52-70); 14-Juillet Odéon, 6 (45-62-41-46); UGC Rive, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); V.F.: UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

LE DIABLE AU CORPS (Fr.): Logos, 5 (43-54-42-34); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

POURVU QUE CE SOIT UNE FILLE (Fr.-It.), Cinéma (Hép.), 6 (46-33-10-82); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

PRINELLE BLANCHE (Fr.): Forum Orient Express, 11 (42-97-52-70); UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94); Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉE (A., v.o.): Épée

Communication

Le débat sur l'audiovisuel

Les sénateurs réforment les statuts de l'INA, de TDF et de la SFP

Le Sénat a poursuivi, le mardi 22 juillet, l'examen des articles consacrés au service public, en s'intéressant au sort de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), de Télédiffusion de France (TDF) et de la Société française de production (SFP). Le texte du gouvernement prévoit la mise en concurrence de ces trois sociétés avec le secteur privé. L'opposition a tenté, en vain, de s'y opposer, en mettant en avant les difficultés économiques auxquelles ces organismes seraient alors exposés.

Dans le projet de loi, l'INA garde ses quatre missions fondamentales : l'archivage des émissions de radio-télévision, la formation professionnelle, la recherche et la production. Mais M. Philippe de Villiers distingue « la mission principale (les archives des chaînes publiques) des autres tâches annexes, qui restent facultatives pour l'Institut ». Le secrétaire d'Etat à la culture et à la communication s'oppose aux amendements socialistes et communistes qui souhaitent obliger les chaînes privées à déposer leurs archives à l'INA. M. de Villiers précise qu'un futur projet de loi réglera le problème posé par la conservation de cette partie du patrimoine. De même, malgré les amendements de l'opposition, l'INA, établissement public, verra son président nommé en conseil des ministres parmi les représentants de l'Etat à son conseil d'administration.

Télédiffusion de France, elle, perd son statut d'établissement public pour devenir une société ano-

nyme à capitaux majoritairement publics. Elle perd ainsi ses fonctions de planification et de police des fréquences, désormais dévolues à la Commission nationale de la communication et des libertés. Elle voit son monopole de diffusion restreint aux seules chaînes publiques.

M. Pierre Laffitte (gauche démocratique) aurait voulu aller plus loin et « mettre fin au monopole de TDF dans la diffusion et la transmission des sociétés nationales ». Tout en approuvant cette logique de concurrence, qui devrait trouver son aboutissement avec une loi sur les télécommunications, prévue pour l'an prochain, M. François Léotard s'oppose pour le moment « à une dérégulation brutale ».

Pour l'opposition, le danger de dérégulation est déjà là. Déstabilisée dans ses ressources, TDF ne pourra plus assurer sa mission de recherche technologique et sa défense des standards européens. La société se trouvera exposée à la concurrence de la puissante direction générale des télécommunications (DGT) sur le marché de la transmission.

M. Louis Perreia (PS, Val-d'Oise), dénonce « le gâchis que constituent l'abandon du satellite de télévision directe ». M. Léotard lui répond en évoquant « le retard pris par le satellite TDF face aux progrès technologiques », mais refuse de polémique plus avant, dans l'attente des arbitrages interministériels sur le dossier.

Reste le délicat problème de la Société française de production, l'organisme de la production publique, aux difficultés économiques chroniques. Aux yeux du gouvernement, la

SFP est responsable du sous-développement de la création privée et de l'inflation des coûts de production à la télévision. Les sénateurs communistes s'opposent à toute déstabilisation de la SFP et exigent pour elle une politique de développement. Les sénateurs socialistes, plus nuancés, souhaitent une évolution de la société vers une situation plus concurrentielle, mais sans dérégulation brutale. Les deux groupes tiennent néanmoins à ce que la SFP reste à l'intérieur du service public.

Le gouvernement persiste. Il veut casser la position dominante prise par la SFP sur le marché de la production française et confortée par le système des commandes obligatoires des chaînes. Pour cela, il songe d'abord à privatiser la société nationale, mais retire son article, à la demande de la commission spéciale, qui met en cause la constitutionnalité de la procédure. La SFP devient alors une société anonyme dans laquelle la participation des chaînes n'est plus obligatoire. La commission spéciale souhaite encore que les capitaux publics restent, en tout état de cause, majoritaires. Elle obtient gain de cause, de même que sur la représentation du personnel au sein du conseil d'administration.

Le gouvernement ayant demandé un vote bloqué sur tous les articles consacrés au service public, les sénateurs continuent mercredi l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication. Il reste une vingtaine d'articles à examiner. Le débat pourrait s'achever le jeudi 24 juillet, le Sénat ayant alors à examiner le projet de loi sur la lutte contre le terrorisme.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Une étude sur l'information télévisée

Antenne 2 plébiscitée pour son indépendance

67 % des fidèles du journal télévisé sur Antenne 2 choisissent cette chaîne pour l'« indépendance » de son information. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par BVA sur un échantillon de 1 008 personnes représentatif de la population française de plus de dix-huit ans, du 30 mai au 5 juin 1986.

Commandé par la deuxième chaîne, ce sondage sur « L'image de l'information sur Antenne 2 » révèle l'importance de ce domaine pour les téléspectateurs. 45 % des personnes interrogées estiment qu'il est « très important » d'être informé, les inactifs (50 %) et les cadres supérieurs (49 %) étant les catégories les plus motivées.

Invités à caractériser la télévision, 59 % des Français avancent cependant son utilité sur le plan de l'information, 51 % évoquant plutôt son aspect récréatif et 32 % sa programmation cinématographique.

L'enquête BVA s'attache, d'autre part, à comparer l'image du traitement de l'actualité sur Antenne 2 et sur TF 1. Les deux chaînes obtiennent des scores honorables, même si la seconde marque toujours une légère avance sur sa concurrente. L'information est globalement jugée « facile à comprendre » par des téléspectateurs qui reconnaissent « apprendre des choses utiles ». Elle leur semble « rigoureuse, honnête et complète », et en même temps « moderne, vivante et rythmée ». La préférence pour Antenne 2 se maintient dans toutes les classes d'âge, dans tous les groupes sociaux (à l'exception des agriculteurs), à gauche comme à droite. Même si les téléspectateurs de gauche apprécient en particulier « la rigueur et la sobriété » d'Antenne 2, ceux de droite rendent plutôt hommage à « son honnêteté et à sa clarté ».

53 % des personnes interrogées demeurent par ailleurs attachées à la notion traditionnelle de « grand journal télévisé ». Cet attachement décroît avec le niveau d'instruction et augmente avec l'âge : 46 % des moins de vingt-cinq ans privilégient le flash par rapport au journal. Mais ils souhaitent aussi, peut-être sous une forme qui reste à inventer, de l'investigation et des analyses de la rédaction. Le journal télévisé de 20 heures, malgré tout, regardé, au moins occasionnellement, par 88 % des Français.

Enfin le sondage confirme le rôle de locomotive de l'émission qui précède le journal (51 %) et l'importance du programme qui le suit (51 %). Elle rappelle aussi que 46 % des choix dépendent tout simplement « de l'habitude ».

● Mort du poète et journaliste roumain Ion Caracul. — Le poète et journaliste roumain Ion Caracul est décédé lundi à Lausanne d'un cancer généralisé à l'âge de soixante-trois ans. — (AFP.)

(Né le 24 mai 1923 à Ruzza-Buzau, Caracul avait sympathisé après la deuxième guerre mondiale avec les milieux communistes roumains mais avait vite pris ses distances en invoquant notamment les questions de censure.

Entre 1950 et 1964, il passa onze années en prison, sous prétexte de « cosmopolitisme », « complot contre le régime » et « espionnage » : il fut même condamné à la peine capitale avant d'être gracié. Il parvint à quitter la Roumanie en 1960 avec sa femme et sa fille et demanda l'asile politique à la Suisse.)

A. Rd.

M. Schreiner dénonce l'abandon du plan-câble

« Abandon, régression, déstabilisation ». M. Bernard Schreiner, qui vient d'être remplacé à la tête de la mission câble par M. Michel Périard (le Monde du 15 juillet), n'a pas mâché ses mots pour exprimer, mardi 22 juillet, devant la presse, l'inquiétude que lui inspire, pour l'avenir du câble en France, l'actuel projet de loi gouvernemental. « C'est bien d'un abandon du plan mis en place en 1982 par la gauche qu'il s'agit et qui sera lourd de conséquences pour les industriels, les collectivités territoriales, mais aussi pour l'avenir technologique de notre pays », a déclaré M. Schreiner.

M. Schreiner s'est aussi inscrit en faux contre le « caractère idéologique » que le gouvernement impute aux objectifs de la mission en raison du coût de la fibre optique. « Nous savons, dès le départ, que cette technologie serait plus coûteuse que le coaxial », mais le choix de la fibre optique a été délibéré, car il « mettait la France dans une position d'avant-garde dans le monde en favorisant l'évolution vers un réseau unique, performant, mettant en commun la télécommunication, le téléphone et les nombreux services liés à l'interactivité ».

« En déstabilisant complètement l'édifice construit, non sans peine, depuis 1982, la politique actuelle du gouvernement, affirme le député PS, va à l'encontre de la cohérence du plan-câble. Si elle était maintenue, elle aurait plusieurs graves conséquences ».

« Le pel pendant un à deux ans du câble, du moins pour les nouvelles initiatives ». Cela, selon M. Schreiner, en raison des lenteurs de mise en œuvre de la future commission nationale Communication et

convention-cadre avec les P et T, tandis qu'une vingtaine d'autres sont sur le point de la faire. Elles se déplacent même, « toutes affaires cessantes », d'engager les P et T dans leur réseau, « tant elles craignent », affirme M. Schreiner, les nouvelles perspectives tracées par le gouvernement ».

M. Schreiner s'est aussi inscrit en faux contre le « caractère idéologique » que le gouvernement impute aux objectifs de la mission en raison du coût de la fibre optique. « Nous savons, dès le départ, que cette technologie serait plus coûteuse que le coaxial », mais le choix de la fibre optique a été délibéré, car il « mettait la France dans une position d'avant-garde dans le monde en favorisant l'évolution vers un réseau unique, performant, mettant en commun la télécommunication, le téléphone et les nombreux services liés à l'interactivité ».

« En déstabilisant complètement l'édifice construit, non sans peine, depuis 1982, la politique actuelle du gouvernement, affirme le député PS, va à l'encontre de la cohérence du plan-câble. Si elle était maintenue, elle aurait plusieurs graves conséquences ».

« Le pel pendant un à deux ans du câble, du moins pour les nouvelles initiatives ». Cela, selon M. Schreiner, en raison des lenteurs de mise en œuvre de la future commission nationale Communication et

« Minute » change de patron

L'hebdomadaire Minute a changé de patron. La société Publications et médias, en cours de constitution, vient en effet de prendre une option majoritaire au sein de la SEPEM. Editeur de Minute et du bimensuel le Crapouillot, celle-ci était auparavant contrôlée par quatre associés, MM. Bernard Leclerc, Patrice Bernard, Bernard Boizeau et Jean-Claude Godeau.

A la tête de Publications et médias, M. Yves Montenay, quarante-cinq ans, président du directoire de la société Veuve Alfred Montenay et ses fils, une entreprise spécialisée dans les affaires pétrolières et le chauffage urbain. Ce changement de majorité, officiellement annoncé dans un communiqué mardi 22 juillet, a entraîné la démission de M. Jean-Claude Godeau, directeur de Minute, qui souhaitait une ouverture du capital de la société aux lecteurs.

M. Patrice Boizeau, fils du cofondateur Jean Boizeau, demeure PDG

de la société éditrice et M. Patrick Buisson, jusqu'à présent rédacteur en chef adjoint de Minute, a été nommé directeur de la rédaction. Sous l'impulsion de M. Montenay, un proche de M. Alain Madelin qui se définit comme « un industriel de sensibilité libérale, indépendant de toute formation politique », Minute voudrait aujourd'hui prendre un tour nouveau. Le responsable de la rédaction a pour mission de préparer une formule « moins partisane ». M. Buisson a indiqué, en effet, qu'il souhaitait « étoffer l'équipe pour un hebdo grand public, doté d'une nouvelle maquette, bénéficiant de la quadrichromie et ouvert à la publicité ».

Un virage d'importance pour cet hebdomadaire volontiers polémique, plusieurs fois victime d'attaques, sans cesse menacé de représailles, et qui ne compte plus les procès engagés contre lui.

Fondé en 1962, par M. Jean-François Devay, Minute souhaitait à l'origine s'opposer de façon très ferme à la politique algérienne du général de Gaulle, qualifiée de politique « d'abandon ». Le ton devait « claquer comme une patte de gifles et comme un drapeau ».

Sa diffusion, qui démarrait à 70 000 exemplaires, atteignait plus de 200 000 exemplaires. Depuis quatre ans, la diffusion de l'hebdomadaire connaît une certaine baisse.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC cours avec explications en français Documentation gratuite EDITIONS DISQUES BBCM 8, rue de Bern - 75008 Paris

APPEL EUROPEEN POUR LA PAIX EN AMERIQUE CENTRALE

1. Les signataires s'adressent à l'administration nord-américaine pour qu'elle respecte la sentence du 27 juin 1986 de la Cour internationale de justice de La Haye condamnant l'agression contre le Nicaragua.
2. Nous appelons les peuples d'Europe à recueillir 100 millions de dollars destinés à financer des projets de développement au Nicaragua, en tant que geste pour la paix en Amérique centrale.
3. Nous réitérons notre appel au processus de paix de Contadora, initiative la plus adaptée à la solution des problèmes de l'Amérique centrale et la seule garantie de succès des objectifs de paix et d'autodétermination des peuples de la région.

Signataires :

Margaret Anken, prêtre et parlementaire (Dan.) ; Lord Avebury, pair libéral (G.-B.) ; Richard Bamford, professeur de droit constitutionnel (Suisse) ; Alberto Bonifazi, président de la Confédération européenne pour la justice et pour la paix (Suisse) ; Claudia Cardinale, actrice (Ital.) ; John Castagnaro, président de la CGT (Lux.) ; Marco Cavalli, médecin (Suisse) ; Lord Chitche, pair libéral indépendant (G.-B.) ; Julie Christie, actrice (G.-B.) ; Ben Fayot, président du Parti ouvrier socialiste (Lux.) ; Max Frisch, auteur (Suisse) ; Marco Gandasegui, secrétaire général de Wus International (Suisse) ; Maria Giacobbe, dermatologue (Dan.) ; Rocco Giannini, poète et prix Lemme (Grèce) ; Graham Greene, auteur (G.-B.) ; Yves Joffe, prêtre à l'O.N.U. (Hol.) ; Jean-Louis Luthi, président de la Ligue des Droits de l'Homme (Frs) ; Sisco Manohat, ancien membre de la commission agricole de la CEE (Hol.) ; José Luis María Ballea, président de l'association des droits de l'homme (Esp.) ; Adolf Muschg, auteur (Suisse) ; Jean Naliez, président du

groupe parlementaire d'amitié France-Nicaragua ; Rt. Hon. Neil Kinnock, dirigeant du Parti travailliste (G.-B.) ; Luigi Nono, musicien (Ital.) ; Johannes Olthoff, auteur et prêtre (Dan.) ; Harold Pinter, auteur de théâtre (G.-B.) ; Nicolas Rodondo Urbina, secrétaire de l'U.G.T. (Esp.) ; Piskovits Spiros, auteur vice-président du Parlement européen (Grèce) ; Pol Sices, parlementaire européen (Bel.) ; Mikiel Theodorakis, compositeur (Grèce) ; Dr. Jan Tinbergen, prix Nobel d'économie (Hol.) ; Jens J. Thomsen, secrétaire général de « Church aid » (Dan.) ; Kirsten Thorup, écrivain (Dan.) ; Ron Todd, secrétaire général du TGVU (Syndicat des travailleurs du transport) (G.-B.) ; Theo Van Boven, ancien directeur de la commission des droits de l'homme à l'O.N.U. (Hol.) ; M. Jozsef van Hemelrijck, parlementaire européen, Parti socialiste flamand (Bel.) ; A. Vanden Broecke, président de la F.G.T.B.-A.D.V.V. (Bel.) ; Adria-Claude Zeller, secrétaire de Pax Christi internationale (Suisse).

Le Carnet du Monde

Mariages

— HÉRÈSE DESCLOS et Michel BISMUTH

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 12 juillet 1986.

Château Aix-en-Provence.

Décès

— M. et M^{me} Jean Fareau, M. et M^{me} Guy Fareau, M. et M^{me} Pierre Fareau, M. et M^{me} Emile Fareau, leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Renée FAREAU,

survenue le 11 juillet 1986, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu à Cannes, le 15 juillet, dans l'intimité familiale.

166, avenue de Grasse,

06400 Cannes.

— M^{me} André Lacaze, M. et M^{me} Pierre Lacaze, M. et M^{me} Bernard Lacaze, M. et M^{me} Jacques Lacaze, ses neveux et nièces, Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André LACAZE,

chef adjoint du réseau Action Overcloud (1941-1942),

ancien directeur de la rédaction de Paris-Match, France-Soir et RTL, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, chevalier des Arts et Lettres.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 juillet 1986, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8^e, suivie, à 14 h 30, de l'inhumation au cimetière de Verrières-le-Buisson (Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 23 juillet.)

— Saint-Etienne, Paris.

M^{me} Jean Lafont,

son épouse,

M^{me} Marie Platon,

M. et M^{me} Joseph Lafont

et leurs enfants,

M. et M^{me} Jacques Grundman

et leur fille,

M. et M^{me} Bernard Lafont

et leurs enfants,

Le docteur

M. et M^{me} Jean-Claude Moretton

et leurs enfants,

M^{me} Michèle Lafont,

Les familles Lieb, Platon et Camus,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LAFONT,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 19 juillet 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 25 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-André d'Izieux, par Saint-Chamond (Loire).

Condolences sur registre.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, place Anatole-France,

42000 Saint-Etienne.

313, rue Lecourbe,

75015 Paris.

ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Georges MOUTHON,

croix de guerre 1939-1945,

maire adjoint honoraire de Meudon,

ancien secrétaire général du Syndicat national

des médecins omnipraticiens français,

le 13 juillet 1986, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu le 18 juillet, en l'église Saint-Martin de Meudon.

56, avenue du Général-Leclerc,

92260 Fontenay-aux-Roses.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M^{me} Charles-François Raton et leur fils, M. Philippe Raton, son neveu,

M^{me} Dumont,

sa cousine,

M^{me} Girard,

sa cousine,

Toute la famille et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès de

leur père, beau-père, grand-père, oncle et cousin,

Charles Alfred RATTON,

expert en objets d'art,

ancien vice-président du Syndicat national des antiquaires,

ancien vice-président du Syndicat français

des experts professionnels en œuvres d'art,

ancien expert

près les douanes françaises,

expert honoraire

près la cour d'appel

et le tribunal de grande instance

de Paris,

ancien vice-président

de la société des amis

du Musée de l'homme,

survenu à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, à Paris-8^e, le vendredi 25 juillet 1986, à 14 heures.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Clichy-la-Tour (Oise), dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Roc d'Azur.

Avenue du Général-Leclerc,

06230 Villefranche-sur-Mer.

— M. Guy Ladrière,

gérant de la S.A.R.L. Galerie Charles Raton et Guy Ladrière,

M. Michel Joubert,

ont le regret de faire part du décès de

Charles Alfred RATTON,

expert en objets d'art,

ancien vice-président du Syndicat national des antiquaires,

ancien vice-président du Syndicat français

des experts professionnels en œuvres d'art,

ancien expert

près les douanes françaises,

expert honoraire

près la cour d'appel

et le tribunal de grande instance

de Paris,

ancien vice-président

de la société des amis

du Musée de l'homme,

survenu à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule, le vendredi 25 juillet 1986, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Clichy-la-Tour (Oise), dans le caveau de famille.

14, rue de Marignan,

75008 Paris.

— Le président,

Les membres du Syndicat français

des experts professionnels en œuvres d'art,

ont le regret de faire part du décès de

Charles Alfred RATTON,

vice-président honoraire du Syndicat,

expert honoraire

près la cour d'appel de Paris,

ancien assesseur près les douanes,

ancien vice-président

de la société des amis

du Musée de l'homme,

survenu à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule, le vendredi 25 juillet 1986, à 14 heures.

15, rue Vauveau,

75007 Paris.

Remerciements

— M^{me} Paul Delaroche,

Et toute la famille,

remercient sincèrement tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de

Economie

REPÈRES

Automobile

Percée des Japonais au premier semestre sur le marché européen

Au cours du premier semestre, le marché automobile européen (seize pays) a nettement progressé, avec plus de 6,1 millions d'immatriculations (+ 8 % par rapport au premier semestre 1985). L'italien Fiat a repris la tête avec 13,2 % du marché, devant le numéro un de 1985, l'allemand Volkswagen (13 %) et l'ensemble des constructeurs japonais (11,8 %). Ceux-ci ont enregistré une augmentation importante de leurs ventes (+ 22,1 %), qui s'explique par le redéploiement de leurs efforts commerciaux des Etats-Unis vers l'Europe, en raison de la hausse du yen par rapport au dollar. Les Japonais passent devant Ford (11,5 % du marché), PSA (11,2 %), General Motors (11,2 %) et Renault (10 %). La Régie, bonne dernière, enregistre un recul de 0,6 % qu'elle explique par la disparition de la R 18, son remplacement par la R 21 n'étant sensible que dans les ventes de juin.

Croissance

Ralentissement aux Etats-Unis

Le produit national brut (PNB) américain n'a progressé — en rythme annuel — que de 1,1 % au deuxième trimestre de 1986, ce qui représente le taux le plus faible depuis le quatrième trimestre de 1982 (+ 0,6 %). Ce résultat s'explique par la faiblesse des exportations qui, malgré le recul du dollar, n'ont augmenté que de 3 %, alors que les importations s'accroissent de 20,1 %, ainsi que par une réduction des investissements des entreprises.

Toutefois, le chiffre de la croissance durant le premier trimestre a été révisé en hausse de 2,9 % à 3,8 %, si bien que pour les six premiers mois, le PNB a augmenté — en taux annuel — de 2,4 % (+ 2,7 % en 1985, après révision). La plupart des experts persistent, à la suite de la baisse des taux d'intérêt, à prévoir une reprise de l'activité au deuxième semestre, mais ont révisé en baisse leurs estimations. Alors que la Maison Blanche avançait 4 % de croissance en début d'année, la Réserve fédérale la situe maintenant plutôt en dessous de 3 %.

Pétrole

Vif repli à New-York

Les prix du pétrole ont chuté, le mardi 22 juillet, de plus de 2 dollars par baril sur le marché de New-York. Le West Texas Intermediate, qualité de référence, s'est traité à 11,07 dollars le baril — pour livraison août — alors que les cours s'étaient montrés assez stables la semaine passée, remontant même à 13 dollars, lundi, à la suite d'une réaction spéculative. Mais dès mardi, Londres a donné le signal du repli. Le Brent de la mer du Nord perdait 85 cents, pour s'établir à 9,25 dollars par baril sur le marché « spot ».

Cette chute reflète le pessimisme des experts sur l'issue de la conférence de l'OPEP, qui doit reprendre le 28 juillet à Genève. Des rumeurs ont circulé, selon lesquelles les émirats arabes unis auraient l'intention, lors de cette réunion, de demander une augmentation de leurs quotas de production. En décidant récemment d'accroître son extraction, l'Arabie Saoudite a, de surcroît, contribué au nouvel écrou de faiblesse du marché. Depuis la décision des pays de l'OPEP, en décembre, de ne plus contrôler ni leur offre ni les prix, ces derniers ont cédé 60 %.

Douze entreprises nationalisées changent de président

(Suite de la première page.)

Promesse délicate à tenir, car beaucoup d'entreprises nationalisées ayant redressé leur compte depuis 1982, la preuve de l'incapacité des PDG n'est pas facile à faire. Elle reste subjective, car que faut-il examiner : les bénéfices ? la croissance du chiffre d'affaires ? l'exportation ? le moral des cadres ? Au demeurant, le vif des managers de haut niveau dans lequel le gouvernement pouvait puiser est maigre. La France manque de ces grands gestionnaires au savoir-faire incontestable. On trouve un patron connaissant l'informatique susceptible de remplacer Jacques Stern chez Bull ? Y a-t-il beaucoup de banquiers compétents et d'une neutralité partisane absolue ?

Les mises en garde de M. Mitterrand compliquent encore le choix. Le président de la République admettait qu'un gouvernement s'entoure de personnalités de son choix pour conduire sa politique. Mais il refusait l'épuration dans les entreprises, sinon plus, que dans l'administration. Il l'a dit, en faisant savoir que, selon l'article 13 de la Constitution, la nomination des PDG relève du chef de l'Etat. M. Chirac devait donc proposer des noms susceptibles de ne pas entraîner le refus présidentiel.

La liste issue de ce subtil processus prouve que MM. Chirac et Balladur ont été assez habiles. Le critère « de compétence » n'est pas seul entré en ligne de compte, loin de là. La politique a joué un

rôle, y compris les inévitables arbitrages entre l'UDF et le RPR. Mais il sera difficile aux socialistes d'affirmer que la sélection a été dictée par des considérations politiques comme pour la constitution d'un « gouvernement des affaires ».

Peu de PDG, marqués avec plus ou moins de raison « à gauche » ont été conservés : M^{me} Chassagne à l'UAP, à laquelle on peut ajouter M. Thomas à la BNP et M. Gomez chez Thomson. La plupart ont été remplacés... mais toujours à compétence économique au moins équivalente. La clé des nominations se trouve là. M. Bernard Attali, frère de Jacques Chirac, conseiller spécial de M. Mitterrand, cède son siège à M. François Heilbrunner, directeur adjoint du cabinet de M. Chirac. Politique pour politique. Au Crédit lyonnais, M. Deflassieux, socialiste mais professionnel de la banque,

est remplacé par M. Levêque, notoirement de droite, mais aussi banquier d'origine. M. Le Floch Prigent, socialiste engagé mais dont le passage à Rhône-Poulenc a prouvé qu'il a su endosser des responsabilités industrielles, est remercié au profit de M. Fourton, très proche de l'UDF et de M. Giscard d'Estaing mais non moins coiffé d'une casquette de chef d'entreprise (il est PDG du groupe de conseils Bossard Consultants). Le principe « droite et métier », répond à « gauche et métier ».

Le dosage précis est ingénieux car il permet de placer des amis de droite là où présidaient des amis de gauche, même s'ils ont réussi, comme M. Peyrelevede à Suez, mais avec une réponse toute prête vis-à-vis des socialistes : « en matière de parachutage, nous en faisons plutôt moins que vous ». Le gain politique trouve ainsi sa place au côté d'une certaine raison économique (maintien de jac-

ques Stern chez Bull, d'Alain Gomez chez Thomson...). Avec deux surprises industrielles toutefois. Le départ de Pechiney de M. Paché, homme tranquille de l'aluminium, au profit de M. Gandois, départ qui semble répondre à la nécessité de trouver un siège pour l'ex-PDG de Rhône-Poulenc. Et le remplacement de M. Pebebreau, à la CGE, au moment où le gouvernement s'apprête à donner son aval à l'accord dans les télécommunications qu'il avait négocié entre son groupe et l'américain ITT.

Le changement des patrons des plus grandes affaires françaises reste pourtant inquiétant par son rythme. Les PDG ont été nommés en 1982, renommés en 1984, remplacés en 1986. Ils devront changer, renouvelés par les nouveaux actionnaires privés, dans six mois, un an, quelques années. L'industrie et la banque font rarement bon ménage avec le provisoire.

ÉRIC LE BOUCHER.

Les nouveaux PDG

Le conseil des ministres a prouvé au renouvellement de douze des vingt-cinq PDG des principales entreprises nationalisées, inscrites dans le programme de privatisation du gouvernement.

● Dans l'industrie :

Trois PDG sont renouvelés : — A Rhône-Poulenc, M. Jean René Fourton remplace M. Loïc Le Floch-Prigent ; chez Pechiney, M. Jean Gandois remplace M. Bernard Paché ; à la Compagnie générale d'électricité (CGE), M. Pierre Suard remplace M. Georges Pebebreau.

Cinq PDG sont reconduits dans leurs fonctions :

— Chez Thomson, M. Alain Gomez ; à la Compagnie des machines Bull, M. Jacques Stern ; chez Saint-Gobain, M. Jean-Louis Buffa ; à la Compagnie générale de constructions téléphoniques

(CGCT), M. Claude Vincent ; chez ELF, M. Michel Pecqueur.

● Dans les banques et compagnies financières :

Sept PDG sont renouvelés :

— A la Compagnie financière de Suez, M. Renaud de la Genière remplace M. Jean Peyrelevede ; à la Compagnie financière de Paribas, M. Michel François-Foncet remplace M. Jean-Yves Heilbrunner ; à la Compagnie financière du CIC (Crédit industriel et commercial), M. Jean Dromer remplace M. Georges Dumas ; au Crédit lyonnais, M. Jean-Maxime Levêque remplace M. Jean Deflassieux ; à la Société générale, M. Marc Vénot remplace M. Jacques Mayoux ; à la Banque de Bretagne, M. Xavier Henry-de-Villeneuve remplace M. Jean Michaudet ; à la banque Hervet, M. Jean-Baptiste Pascal remplace M^{me} Lisette Mayret.

Cinq PDG sont reconduits dans leurs fonctions :

— A la Compagnie financière du CCF (Crédit commercial de France), M. Gabriel Paillet ; à la BNP (Banque nationale de Paris), M. René Thomas ; à la Société marseillaise de crédit, M. Jean-Paul Escande ; à la BIMP (Banque industrielle mobilière privée), M. Pascal Gendreau ; à la Banque du bâtiment et des travaux publics, M. Alain Treppoz.

● Dans les assurances :

Deux PDG sont renouvelés : — Au Groupe des assurances nationales (GAN), M. François Heilbrunner remplace M. Bernard Attali ; aux Mutuelles générales de France (MUGF), M. Jean-Claude Jolain remplace M. Serge Barthélémy.

Deux PDG sont confirmés : — Aux Assurances générales de France (AGF), M. Michel Albert ; à l'Union des assurances de Paris (UAP), M^{me} Yvette Chasseigne.

● Chez Havas : M. Pierre Daudier est confirmé.

LA RÉFORME DU CONTRÔLE FISCAL

La charge de la preuve devrait incomber à l'administration estime la commission Aicardi

La charge de la preuve en matière de contrôle fiscal devra désormais incomber à l'administration, à l'exception des cas où le contribuable n'aura pas ses obligations déclaratives : telle est l'une des principales propositions faites au gouvernement par la commission chargée de réfléchir à l'amélioration des relations entre les citoyens et l'administration fiscale.

Le rapport de cette commission devait faire l'objet, ce mercredi 23 juillet, en conseil des ministres, d'une communication du ministre de l'économie, M. Edouard Balladur.

La commission mise en place en mai par M. Balladur et présidée par M. Maurice Aicardi, membre du Conseil économique et social, estime, en effet, que, « à l'administration de prouver l'exactitude du redressement ».

L'exactitude des chiffres déclarés, alors même qu'il a rempli ses obligations comptables ou déclaratives. Désormais, précise le rapport, ce sera « à l'administration de prouver l'exactitude du redressement ».

La commission estime de plus que certaines procédures sont « dépourvues ou insuffisamment entourées de garanties pour les contribuables » : aussi préconise-t-elle la suppression de la taxation d'après les dépenses personnelles, ostensibles et notables (article 180 du code général des impôts), et la modification de la procédure d'imposition forfaitaire d'après certains éléments du train de vie (article 165).

Pour renforcer encore la protection du contribuable, la commission recommande que « plus aucune perquisition au domicile » ne puisse avoir lieu sans autorisation judiciaire préalable.

Par ailleurs, le rapport préconise la suppression de la « vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble », et son remplacement par un « examen contradictoire du revenu global ». Le contribuable se verra alors notifier la définition précise de la durée, de l'objet et du déroulement du contrôle, au cours duquel un organisme de conciliation pourra intervenir.

En cas de redressement, la commission propose que le surcoût de paiement soit désormais automatiquement accordé, « moyennant des garanties » de la part du contribuable.

En cas de contestation devant les tribunaux, ce dernier pourra désormais « bénéficier de la possibilité de soulever (...) tout moyen de droit nouveau destiné à établir le caractère excessif ou irrégulier de l'imposition », une faculté, note le rapport, qui « ne joue actuellement qu'au profit de l'administration ».

En matière douanière la commission estime que le droit de suite de trois ans dont dispose l'administration à l'égard des détenteurs de marchandises frauduleuses devrait être supprimé, et que seuls les « détenus actuels » de telles marchandises devraient être mis en cause. Par ailleurs, le droit de retenue des personnes prises en flagrant délit de fraude ne devrait pas excéder vingt-quatre heures sans autorisation du procureur de la République.

Enfin, pour « proportionner la sanction à la gravité de l'infraction et aux possibilités réelles des administrés », la commission propose que les pénalités de nature répressive ne puissent « excéder 200 % en matière commerciale et douanière (au lieu de 400 % à 500 % aujourd'hui), et qu'une peine modérée soit créée pour les petites infractions (lorsque le droit compromis n'excède pas 1 000 F ou que la valeur de l'objet de fraude n'excède pas 5 000 F) ».

POINT DE VUE

Privatisation : pourquoi ne pas renoncer ?

par MICHEL CHARZAT, député de Paris (PS), ancien président du Haut Conseil du secteur public

NOUS avions prévu les impénies de la privatisation : dénationaliser est beaucoup plus difficile que nationaliser. Pour avoir choisi un programme de privatisation massif et uniforme ainsi qu'une procédure hasardeuse et cavalière, le gouvernement s'est exposé à de graves et durables mécomptes.

M. Barre, dès l'automne dernier, avait mis en garde ses amis contre les dangers de la « défrancisation » d'entreprises jouant un rôle stratégique dans l'économie du pays. Il apparaît aujourd'hui que, seule, la nationalisation de maisons-mères permet de concilier nos engagements à l'égard de la CEE et nos intérêts vitaux dans les secteurs où se joue l'avenir de la France et de l'Europe.

Depuis quelques années, les entreprises nationales ont été développées avec succès des stratégies offensives d'internationalisation de leurs activités (1). Les aléas de la privatisation risquent de remettre en cause ces stratégies qui ont besoin de continuité et de stabilité.

Plus préoccupante encore apparaît l'incohérence du dispositif gouvernemental de protection des intérêts nationaux.

Le projet de loi prétend respecter cette exigence par la bial des mesures restrictives édictées à l'encontre du capital étranger. Ces mesures visent les titres cédés directement par l'Etat : rien n'est dit sur les titres indirectement contrôlés par la collectivité.

Or, la SFPI (Société française de participations industrielles), holding créé lors de la nationalisation, détient entre 10 % et 30 % des cinq grands groupes nationalisés en 1982. ERAP 66 % des actions d'ELF-Aquitaine, la Compagnie des machines Bull 95 % du capital de Bull. Pour ces participations indirectes, et plus généralement pour les filiales des groupes industriels, la réglementation présentée comme protectrice serait inopérante.

Le problème délicat de l'évaluation n'est pas mieux traité par le projet de gouvernement. Les garanties d'indépendance de la Commission de la privatisation sont, chacun le reconnaît, notoirement insuffisantes.

Les modalités de privatisation n'apparaissent guère rigoureuses : alors qu'en Grande-Bretagne, la privatisation s'est effectuée exclusivement par vente de titres sur le marché, le projet de loi autorise fusions, transferts de portefeuilles et augmentation de capital contre apport de titres ou d'actifs. Si la commission de privatisation aura bien le pouvoir d'évaluer ce que l'Etat vendra, curieusement, elle n'aura pas les moyens de fixer la valeur des apports qu'il recevra. Ainsi pourrait être tournée l'exigence posée par le Conseil constitutionnel, obligeant le gouvernement à ne pas céder les entreprises à un prix inférieur à leur valeur.

De même, en acceptant comme moyen de paiement des titres d'Etat cotés en Bourse, l'Etat organise sa future spoliation. On sait que la valeur constatée en Bourse des emprunts d'Etat est, la plupart du temps, très supérieure à la somme que l'Etat devra payer à leur échéance, en raison de la baisse des taux d'intérêts et de certaines clauses, malheureuses, d'indexation (emprunt Giscard).

L'Etat subira donc de lourdes pertes en capital, faiblement compensées par l'amortissement anticipé de la dette publique.

Une copie à refaire

Le gouvernement rendrait service au pays en renonçant à ce projet incohérent et suspect. Certes, le Conseil constitutionnel, redevenu compétent par la transformation de l'ordonnance en projet de loi, pourrait apprécier la validité des dispositions retenues, voire aider le gouvernement à sortir de l'impasse où il s'est fourvoyé. Mais les problèmes demeureront en toute hypothèse.

Il est désormais admis que la privatisation devrait s'élever sur deux ou trois législatures, du fait de l'étroitesse du marché financier et

de la réaffirmation — opportune — d'exigences constitutionnelles. Il apparaît également qu'aucun dispositif général ne pourrait assurer l'évaluation précise de soixante-cinq sociétés très différentes par leurs dimensions et leurs activités.

Enfin, on commence à redouter certains effets pervers de la privatisation : déstabilisation des équipes dirigeantes, remise en cause des projets d'entreprises, des dynamiques internes, problèmes de restructurations des bilans...

Le gouvernement sait qu'il ne pourrait privatiser plus de deux ou trois sociétés d'ici à 1987 ; l'évaluation des sociétés et la sauvegarde des intérêts nationaux ne peuvent être traitées de façon satisfaisante par un projet global. Il doit revoir sa copie comme il l'a fait pour TF 1. Ainsi, il serait conduit à expliciter les objectifs industriels et financiers qu'un gouvernement — même inspiré par le libéralisme — ne peut se dispenser de présenter.

Le débat pourrait prendre sa véritable dimension stratégique que le rideau de fumée idéologique permet de masquer.

Les entreprises nationales constituent aujourd'hui le fer de lance des secteurs de l'avenir : nucléaire, espace, biotechnologie... Leurs objectifs engageant la place future de la France dans le monde : un pays qui ne renonce pas ne saurait faire l'économie d'une réflexion sur leur devenir. Alors que les Etats-Unis et le Japon impulsent de formidables projets scientifiques et industriels qui assurent la mobilisation de tous, la France ne peut désarmer unilatéralement.

Aucun ministre n'a encore indiqué dans quelles conditions se développeraient désormais les activités des entreprises à privatiser. La droite se désintéresse-t-elle complètement de l'avenir industriel de la nation ? Le président de la République a eu raison d'élever le débat à la hauteur des enjeux d'indépendance nationale.

(1) Cf. étude du Haut-Conseil du secteur public : L'internationalisation des entreprises du secteur public, décembre 1985.

ENTREPRISES

Union Carbide met en vente sa division agrochimique

Coup de théâtre dans la chimie américaine : Union Carbide a pris la décision de mettre en vente toutes ses activités agrochimiques avec ses filiales étrangères, quand, voici quinze jours, son président, M. R.D. Kennedy, avait, au contraire, manifesté sa volonté de dynamiser cette branche par voie d'association. Le Monde de l'économie du 22 juillet. La direction du groupe se refuse à fournir la moindre indication sur le prix demandé et les dimensions de cette division noyée dans la branche « spécialités et services » (2,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires, 143 millions de bénéfices pour 1985). D'après les experts américains, les ventes d'Union Carbide Agrochemical Products, pour 1985, auraient atteint 500 millions de dollars (3,5 milliards de francs). En fait, cette décision s'inscrit dans le cadre de la stratégie du groupe, soucieux à la fois de se procurer les liquidités nécessaires à son redéploiement, de se blanchir définitivement en coupant tous les ponts avec une activité liée au désastre de Bhopal.

Renault envisage de regrouper à Billancourt ses services études et méthodes

Lors du conseil d'administration du mardi 22 juillet, la direction de Renault a annoncé son projet de créer à Billancourt un « centre technologique » regroupant les services études et méthodes de ses véhicules actuellement répartis entre Ruell et Billancourt. La cession de terrains inutilisés par le constructeur à Boulogne-Billancourt devrait financer l'opération au cours des prochains années. La faisabilité du projet sera connue avant la fin de l'année. Elle assurerait la pérennité du site, à cœur de Renault, selon les termes même de la direction. Une formule qui devrait faire plaisir à la CGT, qui a fait du maintien de Billancourt un de ses chevaux de bataille.

Hanson Trust (Grande-Bretagne) revend des hôtels achetés à Imperial Group

La conglomerat britannique Hanson Trust, qui a réussi, en avril dernier, son OPA sur Imperial Group (tabac, alimentation, brasserie, etc.) lancée en concurrence avec United Bascats, a revendu les hôtels et restaurants acquis à la suite de cette OPA au groupe Trusthouse Forte. Trusthouse Forte va payer 190 millions de livres pour les hôtels et restaurants d'Imperial acquis par Han-

son Trust, avec, notamment, les chaînes hôtelières Anchor Hotel et Imperial Inn et les établissements Welcome Break et Happy Eater.

La Sonatrach augmente ses livraisons de gaz en Belgique

Après l'Italie et la France, la Belgique est parvenue à un accord sur les livraisons à Distriqaz du gaz algérien par la société algérienne Sonatrach. L'accord conclu prévoit une augmentation de 20 % du volume des livraisons actuelles à un prix qui n'a pas été précisé, ainsi que l'utilisation d'un méthénier algérien pour le transport. Fin mars, Distriqaz engageait une procédure d'arbitrage international pour réviser le contrat le liant à la Sonatrach. La société belge demandait la réduction de moitié du volume (2,5 milliards de mètres cubes par an, au lieu de 5), et une diminution du prix, du fait de la chute des prix réels du pétrole. Les ventes du gaz algérien étaient en effet alignées sur les prix officiels de l'OPEP, qui ne sont plus appliqués. En juin, les deux compagnies étaient parvenues à un compromis provisoire, fixant le prix du gaz à 3,18 dollars le million de BTU (British Thermal Unit), inférieur de 20 % à celui pratiqué précédemment. La Sonatrach a conclu également un accord avec la compagnie américaine Panhandle, qui avait suspendu ses enlèvements de gaz depuis dix-huit mois.

Economie

Le commissaire européen dans la Creuse

Frans et le Limousin

LIMOGES
de notre correspondant

J'ai beaucoup appris de cette visite sur le terrain... S'il y a des propositions qui s'avèrent meilleures (que ce que préconise la Commission de Bruxelles), il ne faut pas hésiter à changer de point de vue. Ces deux petites phrases prononcées, le lundi 21 juillet, dans la Creuse, par M. Frans Andriessen, commissaire européen à l'Agriculture, ont mis un petit espoir au cœur des agriculteurs du Massif Central.

M. Andriessen était l'invité des organisations professionnelles du Massif Central. Il y a rencontré M. Lacombe, président de la FNSEA, et M. Collaudin, président de la Fédération nationale bovine. « A Bruxelles, ils ne connaissent que l'agriculture normalisée et industrialisée. Ils sont aveugles à toute différence et toute spécificité », disait la veille de la visite un responsable syndical des éleveurs limousins.

C'est donc pour « ouvrir les yeux » des « technocrates européens » que cette réunion de travail avait été organisée autour des productions spécifiques du Massif Central : races bovines allaitantes, limousines et charolaises notamment, vaches de lait élevées sous la mère, agneaux de plein air, etc., toutes productions artisanales et de qualité, que Bruxelles ne parvient pas à faire entrer dans les petites cases de ses schémas économiques.

Discussion sans incident lundi, exception faite d'un mini-barrage paysan, au demeurant très pacifique, installé par le MODEF et le CDJA du Puy-de-Dôme, près d'un vieux moulin des gorges de la Creuse aménagé en restaurant. Les manifestants entendaient « faire passer le message de la spécificité » au commissaire européen. Message reçu, mais M. Andriessen reste tout à fait convaincu que la surproduction de viande européenne est « structurelle », et non « conjoncturelle », comme l'affirme le monde agricole.

G. C.

Le budget de la CEE

Désaccord entre les Douze

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'opposition Nord-Sud a de nouveau joué, le lundi 21 et le mardi 22 juillet, au cours de la négociation entre les ministres du budget de la CEE sur le plan des dépenses communautaires pour 1987. Les Douze se sont séparés sans avoir trouvé de compromis. Il a été convenu de poursuivre les travaux les 8 et 9 septembre prochain à Bruxelles.

Les « pays riches » de la Communauté — France, Allemagne fédérale, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas, Danemark — se sont montrés très réticents sur les crédits destinés au financement des « fonds structurels » (politique sociale et régionale de la CEE), des projets de recherche et de l'aide au développement. Ils n'ont pas accepté plus de 4 % d'augmentation par rapport à l'exercice en cours, alors que les pays méditerranéens — Italie, Espagne, Portugal, Grèce, — soutenus par l'Irlande, la Commission de Bruxelles et l'Assemblée de Strasbourg, souhaitent un accroissement sensiblement plus fort (de l'ordre de 13 %).

A l'inverse, les sommes destinées au soutien de la politique agricole commune — 23 milliards d'ECU (1 ECU = 6,56 F), soit un taux de progression de 3,8 % sur le budget général qui devrait se situer autour de 36,5 milliards, — ont fait très vite l'objet d'un accord entre les gouvernements. Cette enveloppe, de l'avis des experts de la Commission, ne devrait pas être suffisante — compte tenu de la baisse du dollar et de la tendance à la diminution des cours mondiaux — pour boucler l'exercice 1987.

L'évolution prévisible des marchés agricoles a conduit la France et les autres Etats membres, qui donnent la priorité au financement de l'Europe verte, à prévoir des fonds supplémentaires. Le projet de budget, tel que souhaitait l'établir François, Alençon et Néerlandais, comporte une réserve d'environ 700 millions d'ECU.

Rome et les autres capitales méditerranéennes n'ont pas voulu à leur tour accepter la demande de leurs partenaires du Nord. Les uns et les autres se montreront-ils conciliants à la rentrée ? Ce n'est pas évident, a conclu M. Alain Juppé, ministre français délégué au budget.

MARCEL SCOTTO.

Les suites du rapport Malinvaud

M. Séguin va créer un indice mensuel du chômage

Pour mettre fin aux controverses, les statistiques des demandeurs d'emploi vont être complétées par un taux de chômage mensuel.

Le taux de chômage va-t-il remplacer, chaque mois, les chiffres de l'emploi collectés par l'ANPE dans l'attente collective ? M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, après la présentation du rapport de M. Edmond Malinvaud, directeur général de l'INSEE, sur les « statistiques de l'emploi et du chômage », a annoncé qu'en septembre ou octobre prochain les données mensuelles de l'ANPE sur les demandeurs d'emploi seront complétées par un taux de chômage — rapport entre le nombre de chômeurs et la population active — « conforme aux normes internationales, publié de façon conjointe ou du moins concomitante ».

Leur publication sera d'autre part retardée de dix jours pour prendre mieux en compte les réponses des demandeurs d'emploi au pointage ; également pour éviter les distorsions et des « fluctuations erratiques », signalées par M. Malinvaud, les données de comptabilisation des entrées et des sorties des listes seront harmonisées. Enfin, la présentation des différentes catégories de demandeurs d'emploi (le Monde du 23 juillet) sera clarifiée, et une étude comparative sera menée.

A plus lointaine échéance, M. Séguin a demandé à M. Malinvaud de mettre au point deux autres séries d'indicateurs : la première (peut-être trimestrielle) pour recenser les créations et suppressions d'emplois par entreprises, la seconde pour suivre, dans l'enquête annuelle de l'INSEE, les situations intermé-

diaires entre l'emploi et le chômage : « emploi-formation » ou « sous-emploi », notamment pour les jeunes. Le tout « en conformité avec les normes internationales », c'est-à-dire celles du BIT, elles-mêmes susceptibles d'être « clarifiées ».

Dans son rapport, le directeur de l'INSEE veut mettre l'« accent principal » sur le taux de chômage : « indicateur privilégié » parce qu'il est conforme aux définitions du BIT, il faciliterait les comparaisons internationales et permettrait, avec un chiffre après la virgule, d'éliminer les variations « non significatives ». Mais M. Malinvaud souhaite enrichir et préciser les instruments d'analyse de l'emploi, de l'activité et du chômage : ainsi préconise-t-il de mettre au point deux « tableaux de bord » mensuels : le premier, réalisé par l'INSEE, comporterait des indicateurs de l'emploi salarié, de durée du travail, du nombre de licenciements économiques et du chômage partiel ; le second, œuvre du ministère des affaires sociales, ajouterait aux chiffres des demandes d'emploi ceux des chômeurs indemnisés et des différents dispositifs de « promotion de l'emploi » (TUC, stages, etc.). M. Séguin ne l'a pas suivi jusque-là.

Pour M. Malinvaud, en effet, les différentes statistiques fournies par l'INSEE, le ministère des affaires sociales, l'ANPE ou l'UNEDIC sont « fiables » et « ont permis de suivre sans biais notable l'évolution depuis une quinzaine d'années ». Toutefois, leur précision est limitée : sur l'emploi, les divergences entre l'enquête annuelle de l'INSEE et celle du ministère du travail peuvent atteindre 100 000 unités ; les sta-

tistiques de demandeurs d'emploi ne correspondent pas exactement à celles du chômage (au sens du BIT) en incluant des personnes qui ne cherchent pas d'emploi ou ne sont pas disponibles. Surtout, elles ne rendent pas totalement compte de la situation du travail et de l'emploi : depuis dix ans, le travail s'est diversifié (avec le développement des contrats à durée déterminée, du travail temporaire, du temps partiel), les disparités entre chômeurs se sont accrues, les « cas frontières » se sont multipliés, avec les préretraités, classés comme inactifs (puisque'ils ne cherchent pas d'emploi), de même que les stagiaires d'insertion — alors que les contrats emploi-formation étaient considérés comme « actifs », — les TUC (qui se considéraient comme « actifs »), etc.

« Sur le marché du travail, tout n'est pas blanc ou noir », dit M. Malinvaud. En fait, il faudrait un caméléon de gris pour rendre compte de son analyse des diverses situations et des différents concepts statistiques, par exemple lorsqu'il évoque le « sous-emploi visible », ou, à partir d'études américaines, les « travailleurs découragés » (une partie des préretraités et des femmes). Faudrait-il aller jusqu'à établir des chiffres de « sous-emploi visible » brut ou de « travailleurs découragés », corrigés des variations saisonnières ? Cette analyse rigoureuse et subtile élimine aussi l'indicateur de M. Stoléru qui, « en contradiction avec les définitions internationales et contre l'avis du BIT », souligne M. Malinvaud, fait « la somme du chômage et du sous-emploi ». C'était sans doute aussi un des objectifs de M. Séguin...

GUY HERZLICH.

Des producteurs de lait manifestent dans l'Ouest contre les « pénalités de dépassement de quotas »

Des producteurs de lait ont intercepté, le mardi 22 juillet, plusieurs camions de ramassage de lait pour protester contre les quotas et l'application des pénalités de dépassement. En Mayenne, huit de ses camions ont été retenus toute la journée avant d'être rendus à la Société anonyme des fermiers réunis (SAFR), la préfecture ayant menacé de faire intervenir les forces de l'ordre. Dans le Maine-et-Loire, le contenu de quelques citernes a été déversé sur la chaussée devant la préfecture d'Angers. Des rassemblements plus calmes ont eu lieu devant plusieurs laiteries d'Ille-et-Vilaine.

De son côté, M. Bertrand Cousin, député RPR des Côtes-du-Nord, demandant au ministre de l'Agriculture, a indiqué que « la politique de limitation de production laitière mise en place par le gouvernement socialiste en 1984 s'avère être une bombe à retardement ».

A l'issue de son conseil d'administration, mardi également, le CNJA — attire solennellement l'attention des pouvoirs publics sur la gravité de la situation — des jeunes agriculteurs produisant du lait, de la viande bovine et des céréales. Selon ce syndicat, de nombreux éleveurs sont, avec les pénalités, « devant des situations absurdes ». Pour les productions bovines, la prise en charge par l'Etat de 60 % des intérêts « ne compense pas la situation catastrophique du marché ». Enfin le CNJA estime que l'Europe se « ferme volontairement certains marchés (le lait en Espagne) par des concessions trop vite accordées aux Etats-Unis ».

La guerre du « filetage » dans le golfe du Saint-Laurent

Le tribunal d'arbitrage donne raison à la France

Les marins du chalutier La Bretagne (de Saint-Pierre-et-Miquelon) pourront « fileter » (c'est-à-dire couper) à bord les morues pêchées dans le golfe du Saint-Laurent. Telle est la décision, prise par deux voix contre une et rendue publique le mardi 22 juillet, du tribunal d'arbitrage qui était réuni à Genève depuis le 3 juin pour trancher le différend opposant la France et le Canada sur ce sujet. (Le Monde du 5 juin.)

Selon les trois arbitres, MM. Paul de Visscher (Belgique), Jean-Pierre Quenedeuc (France) et Donat Pharrand (Canada), l'accord de 1972 qui garantissait à dix chalutiers saint-pierreois le droit de pêcher « sur un pied d'égalité » avec les chalutiers canadiens, ne permet pas au Canada d'interdire le « filetage » à bord des chalutiers français immatriculés à Saint-Pierre et Miquelon. Rappelons que le Canada interdit à ses chalutiers de « fileter » à bord, pour des raisons de maintien des emplois à terre.

Le jugement est immédiatement exécutoire pour les deux parties.

● Un « sommet » européen pour les DOM-TOM. — MM. Guillaume et Pons, respectivement ministre de l'Agriculture et des départements et territoires d'outre-mer, ont annoncé, le mardi 22 juillet, l'intention du gouvernement de mieux définir le statut et la place des DOM-TOM dans la CEE. Un « sommet » avec les responsables européens devrait se tenir à la fin du premier semestre 1987. M. Laurent de

Gouvion Saint-Cyr, conseiller technique au cabinet de M. Guillaume, élaborera un rapport sur l'ensemble des questions agricoles des DOM-TOM. Le gouvernement français proposera à la CEE d'y lancer des opérations intégrées de développement. Les conditions d'attribution des prêts aux jeunes agriculteurs seront alignées sur le régime le plus favorable de la Métropole, a-t-il annoncé.



ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE « E.N.A.F.O.R. »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

OUVERT NO. IN.86.04

L'Entreprise nationale de forage ENAFOR lance un avis d'appel d'offres international ouvert pour la fourniture de :

- LOT I. Corps hydraulique pour pompe à boue (fluid-end for mud pump)
- LOT II. Matériel de manutention pour le forage (handling tool for drilling)
- LOT III. Adaptateurs et vannes pour têtes de puits (well head-adapters and gates)
- LOT IV. Treuil à air (air winch)

Cet appel d'offres s'adresse aux seuls constructeurs et distributeurs officiels agréés à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la Loi N° 78.02 du 11-3-1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges sur présentation d'une demande officielle à ENAFOR — DÉPARTEMENT ACHATS — 1, PLACE BIR-HAKEIM — EL-BIAR (ALGER) — à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en huit (8) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé, l'envoie l'extérieur anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et porter uniquement la mention : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° IN.86.04 — CONFIDENTIEL — A NE PAS OUVRIR — ENAFOR — SECRÉTARIAT DE L'ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE D'OUVERTURE DES PLIS — 1, PLACE BIR-HAKEIM EL-BIAR (ALGER) — ALGERIE ».

La date limite pour le dépôt des offres est fixée à 45 jours à compter de la date de parution du présent avis.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

onep/alger

Le Monde

ANNONCE

L'IMMOBILIER

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

COLLABORATEURS (H.F.)

pour gérer portefeuille clients surveillance 2 à 3 ans d'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions SA KIMMEL-TOUATI, 9 bis, rue Vaucluse, 75006 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

Délicat commercial export, Algérie, 37 ans, résident à Alger, très bonne présentation, 12 ans d'expérience importante, bilingue français, arabe, propose son expérience et ses contacts pour occuper un poste de développement des affaires en Algérie, Afrique et Moyen-Orient.

Ecrire sous le n° 318 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreuil, Paris-7.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la nouvelle société MIGRATIONS (LM) B.P. 291-08 PARIS CEDEX 08.

villégiature

Mes Camargue, espace, calme, 2 pièces, cuisine, salle de bain, meublé, 6 personnes. L. 1-8/15-8, 1-8/30-8, semaine, 1 400 F, mois 4 500 F. M. Bernard. Tél. 46-33-93-30.

bords du Loing

HOTELLERIE... LA VANNIE ROUGE hôtel sélectionné de tourisme international... A 77800 MONTIGNY-S/LOING. Téléphone : 64-45-82-10.

SETE, bord de mer, 2 p. dans résidence avec terrasse 36 m² + loggia, pour 4 personnes. Sept. : 1 700 F la semaine. Tél. : 68-01-08-05 le soir.

automobiles

ventes

plus de 16 C.V.

JAGUAR XJ12

noir et blanc, cuir beige, BA, DA, climatisée, 111 000 F, garantie 1 AN, 112 000 F, 48-44-45-46.

appartements ventes

3^e arrdt

CENTRE POMPIDOU 1000 P. PENTHOUSE grand duplex 1 chambre, terrasse. PRIX 2 200 000 F. HAMPTON 42-25-50-35.

8^e arrdt

PONT DE LA CONCORDE Très beau haut-ciel, deux appartements, salon, 3 chambres. INTER URBS 46-63-17-77.

14^e arrdt

PROX. DENFERT 47-03-32-31

MAISONNETTE 6 PIECES

Poss. 2 appts, refait, mt. sol.

18^e arrdt

Studio récent, terrasse 513 000 F. 3 pièces confort 330 000 F. 2 pièces confort 270 000 F. 2 pièces confort 240 000 F. 70 m² mixte 470 000 F. Int. loc. 60 m² 470 000 F. Immo Marcadet 42-52-01-82.

PARIS 18^e Métro La Fourche rue Pierre-Gérard. 3 pièces, salle de bain, w.c., petite cuisine, 2 appartements sud-est, quartier calme, bon imm. 1900. 2^e et 3^e concorde. Cave saine. Habit. de suite ou 15. 45 m². PRIX : 380.000 F. Tél. permanent : 64-91-31-83.

92 Hauts-de-Seine

Propriétaire vend à 300 m de PARIS (CLICHY) - 2 étages d'immeuble : 2^e et 3^e étages : grand 6 pièces dans l'état ou rénové. - Maison individuelle, 6 pièces avec cour. Tél. : 46-97-44-55.

appartements achats

Recherche URGENT 110 à 140 m² Paris, préfer. 8^e, 9^e, 14^e, 18^e, 19^e, 4^e, 15^e, 9^e. FAIE COMPT 46-73-67-90.

AGENCE LITRE

Rach. pour clientèle française et étrangère appartements et hôtels part. dans quartiers résidentiels. Paiement comptant chez notaire. Tél. 46-46-44-45.

locations non meublées offres

Paris

VOULÉ, métro Placeaux, dans immeuble moderne 8^e ét., ascenseur, très agréable studio ch. bon four, bain, cave et parking. 2 300 F + ch. Tél. 45-22-69-82 le matin SOGECO.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE (corporate, diplomatique et cadres de sociétés multinationales).

45-62-78-99.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appartements de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 46-26-18-95.

Importante société recherche pour collaborateurs, 4 appartements meublés, 2 p. à partir du 1^{er} sept. 1986 pour 1 an, situés dans 8^e ou 16^e arrondissement. Ecrire sous le n° 7 423 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreuil, Paris-7.

terrains

Propriétaire vend à L'ILE AUX MOINES (56) Drou, plage face à la mer, terrain boisé 884 m², 400 F le m² CDB 20 F PASTEUR, 18, rue Louis-David, 75118 Paris.

viagers

8^e CHERCHE-MOI 3 p., cuisine, bain, balcon, 70 m² occupé, 70 000 F, 350 000 F col. resto 2 500 F. INTER URBS 46-63-17-77.

propriétés

Près MONTREUIL, herminette de caractère en cour fermée, cuisine, séjour, salon, 2 chambres, salle de bain, dépendances, 319 000 F. CAT 50-96-22-50.

bureaux

Locations

17^e PLACE WAGRAM (prox. BUREX de 15 à 250 m². Aménagement, neuf, ascenseur. ACTE 43-80-90-10.

DOMICILIATIONS VOTRE SIÈGE SOCIAL MADEIRA CONSTITUTION SOCIÉTÉS BUREAUX ÉQUIPÉS, TÉLÉ. SECRÉTARIAT 43-96-98-99.

Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL bureaux, secrétariat, stéps CONSTITUTION STÉPS PRIX compétitifs. Délais rapides. ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATIONS DEP. 300 F/m². RUE ST-HONORE 42-98-84-91, PARIS-12. 43-40-68-50. CONSTITUTION SAIL 2 000 F HT.

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM Constitution de Sociétés, Démarches et tous services. Permanence téléphonique.

43-55-17-50

maisons de campagne

Particulier vend maison de campagne 3 pces, cuis. s. de bains. Tél. Grenier amén. Chaud. centr. Norm. dépend. 12 gares. Terrain 2 300 m². PRIX : 350 000 F. A débiter par téléphone. SPUS 120 km d'Orléans. (5 km de Toury). Téléphone : 38-38-32-80.

maisons individuelles

LA VARENNE-SAINT-HILAIRE 500 m RER, QUARTIER TRÈS RESIDENTIEL, confort, récent, EXCELLENTE MAISON, RE-CEPT. 46 m², 4 CHAMBRES. DEMICHELI 48-73-50-22, 48-73-47-71.

NOGENT-SUR-MARNE

Proximité immédiate RER, BOIS, très joli MANEGART 46-jour, 4 ch., sur 700 m² terrain. EXPOSITION PLEIN SOLEIL. DEMICHELI 48-73-50-22, 48-73-47-71.

Economie

Les négociations commerciales internationales

La diplomatie comploteuse du GATT

Les grandes manœuvres commerciales internationales continuent. Derrière les jeux diplomatiques, se cachent de très importants enjeux économiques qui intéressent aussi bien les pays en développement que les nations industrialisées.

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Les délégués auprès du GATT — l'accord qui réglemente le commerce international — ont repris leurs tribulations avec une double préoccupation: améliorer le texte mis au point conjointement par neuf pays industrialisés et vingt pays en voie de développement (PVD), qui marquerait le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) (le Monde daté 20-21 juillet); trouver le moyen de rallier à l'exercice des dix pays contestataires «durs» conduits par le Brésil et l'Inde, qui rejettent l'idée que les trois nouveaux thèmes de négociation chers aux Etats-Unis, mais aussi aux Européens, à savoir la libéralisation des services, la défense de la propriété intellectuelle et la liberté d'investissement, puissent être traités dans le cadre du GATT.

C'est une diplomatie comploteuse, déambulatoire, faite de chuchotements, de coups de téléphone, de diners, de séances de travail traditionnelles, diurnes, et nocturnes, que pratiquent, dans les palais genevois ou dans leurs ambassades-officines, un nombre d'acteurs relativement limité. Une diplomatie où des protagonistes s'emploient à monter des coups, puis à les défaire, donnant l'impression de privilégier la forme plutôt que le fond et où les questions de personnes jouent un rôle non négligeable. En réalité, cette agitation masque un travail intense où les enjeux économiques considérables sont parfaitement perçus. Elle va durer encore une semaine, et alors sera planté le décor de la session ministérielle de Punta-del-Este, mi-septembre.

Le texte des vingt-neuf a été accueilli comme une agression par le camp des durs, qui depuis s'emploie à lui régler son compte. «Ce papier ne représente rien», tranche M. Paulo Batista, le délégué du Brésil, tout en faisant observer combien la situation est «complexe et changeante». Ainsi dans le domaine agricole, la Communauté européenne s'oppose aux autres pays industrialisés, aussi bien qu'à l'Argentine et à l'Uruguay.

Le seul dénominateur commun serait-il la menace protectionniste américaine? Même pas, car «on ne sait pas très bien où on en est avec les Etats-Unis, et ce serait une erreur de croire que les forces économiques sont unanimes à soutenir l'idée d'un nouveau cycle traditionnel». Bref, conclut M. Batista, «il y a beaucoup de contradictions dans tout cela», dont, selon lui, le texte des vingt-neuf se peut venir à bout.

Rôle modérateur

Les dix contestataires ont reçu l'appui de M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, soucieux de reprendre en main la conduite d'une entreprise — la préparation de la session ministérielle — qui lui a échappé. Il s'est proposé pour imaginer des compromis, mais l'offre a été refusée, et, mercredi, le papier des vingt-neuf demeurait l'unique base de travail.

«La Communauté joue un rôle modérateur», apprécie M. Batista. Les Douze ont approuvé l'action de la commission qui négocie en leur nom, mais lui ont recommandé, semble-t-il, une certaine hiérarchie dans son action, afin que les priorités de la CEE apparaissent clairement dans le texte. Les Français

pour leur part insistent sur le caractère global de la négociation: ils ne veulent pas de NCM où très vite le thème central, presque unique, deviendrait la réorganisation des échanges agricoles.

Avant un arrangement avec le Brésil et l'Inde, ils entendent aussi qu'il n'y ait pas de doute — que Washington n'ait pas de doute — sur la volonté effective de la CEE d'élaborer des règles multilatérales pour les services et la protection de la propriété intellectuelle. On découvre chez eux une peur nouvelle de voir les Etats-Unis profiter de leur puissance pour traiter ces questions sur un plan bilatéral, comme ils viennent de le faire avec la Corée du Sud, avec le risque que de tels arrangements laissent les industries nationales sur le carreau.

Il y a des idées en l'air sur lesquelles les Douze, et singulièrement les Français, ne veulent pas se prononcer. Des idées de bon sens, compte tenu de la diversité de la matière. Les sujets traditionnels pourraient être traités «dans le cadre du GATT», les nouveaux thèmes «sous les auspices du GATT». La négociation traditionnelle s'achèverait en 1990. Celle sur les services, plus tard, par nécessité.

PHILIPPE LEMAITRE.

Marchés financiers

PARIS, 22 juillet ↓
Prises de bénéfices : - 0,72 %

Comme on pouvait s'y attendre, à l'issue de la matinée, où le marché avait déjà cédé 0,28 %, la Bourse de Paris s'est plus nettement affaiblie en séance officielle. Au son de cloche final, l'indice de tendance s'inscrivait en repli de 0,72 %.

Parmi les plus fortes baisses enregistrées, on notait une fois encore la chute de Générale de Fonderie, le titre se voyant même réservé à la baisse, après avoir cédé 8,33 %. Géophysique et les Presses de la Cité perdaient aussi du terrain, de même que Crouzet et Meisner Frères. Peugeot était l'objet de ventes importantes émanant essentiellement d'investisseurs étrangers. Pris des piliers, certains attribuaient cet accès de faiblesse à des «retours de papier» déclenchés par des Anglais, voire des Allemands. Ces derniers, compte tenu de la mauvaise tenue de leur Bourse nationale, seraient basés — de l'avis des observateurs — de sécuriser quelques bénéfices, là où l'activité est plus saine.

Au chapitre des baisses, on signalait encore Paraf, toujours au plus bas de l'année, ainsi que le Rhône-Poulenc participant à Matra. Du côté des valeurs en hausse, Aumond-Hey se distinguait, avec un gain de 5,56 %. Les titres Roussel Uclaf (CNI et ordinaire) tiraient leur épingle du jeu, de même que Facom, Eurofrance et Thomson-CSF, celui-ci se maintenant à son plus haut niveau de l'année.

Autour de la corbeille, on attribue le repli du jour à un phénomène technique classique, à savoir la réponse des primes et les prises de bénéfices. De nombreuses ventes ont pu être occasionnées à ce titre, dans un marché réajustant d'autant plus ses variations de l'offre et de la demande qu'il reste relativement étroit. (Seul sur les plus chères, où l'activité est soutenue). La liquidation de juillet, prévue pour le 23, devrait confirmer cette tendance.

Sur le marché obligataire et au MATIF, les affaires étaient peu nombreuses. Le contrat à échéance mars 1987 se traitait à 112,35 (pour 1 693 transactions enregistrées, à la clôture).

Lingot : 78 850 F (inchangé) ; napoleon : 518 F (+ 8).

NEW-YORK, 22 juillet ↑
Redressement

Languissant depuis plusieurs jours, le marché new-yorkais s'est très sensiblement redressé mardi avec des volumes d'affaires plus étoffés. L'indice de la Bourse a été de moins bonne qualité que ce résultat. Sur 1 969 valeurs traitées, 959 ont monté, 630 ont baissé et 380 n'ont pas varié (+ 16,02 points).

En raison de l'attention particulière dont les «Blue Chips» ont été l'objet, le bilan de la journée a été de moins bonne qualité que ce résultat. Sur 1 969 valeurs traitées, 959 ont monté, 630 ont baissé et 380 n'ont pas varié (+ 16,02 points).

Aucune nouvelle propre à encourager n'est parvenue à la clôture du Big Board. Au contraire, avant l'ouverture, le département du commerce avait publié les dernières statistiques sur la marche de l'économie. Si la révision en hausse du PNB pour le premier trimestre (+ 3,8 % au lieu de + 2,9 %) est apparue rassurante, la progression de cet indicateur pour le deuxième trimestre est plus que décevante (+ 1,1 %), quand les estimations les plus prudentes avaient successivement porté sur 2 %, puis sur 1,5 %. Mais, par ailleurs, les investisseurs avaient anticipé et leur optimisme, une fois encore, avait tenu l'espérance d'une nouvelle mesure du FED en faveur des conditions de crédit.

VALEURS	Cours du 21 juillet	Cours du 22 juillet
Alcoa	35	35 1/2
A.T.T.	23 3/4	23 7/8
Borg	80 7/8	80 1/4
Chemical Bank	38 1/2	38 1/2
Du Pont de Nemours	75 1/2	76 1/4
Eastman Kodak	64	65 1/2
Exxon	60 3/8	60 1/4
Ford	56 3/4	56 7/8
General Electric	75 1/4	74 7/8
General Motors	74 1/2	74 3/4
Goodyear	30 7/8	30 3/8
I.B.M.	131 3/4	133 3/8
J.T.I.	54	54
Medco	30 1/4	31
Pfizer	65 1/2	65 7/8
Schlumberger	30 5/8	30
Tenneco	30 1/8	30 5/8
U.A.L. Inc.	48 7/8	51 1/4
Union Carbide	22 1/2	22 3/4
Westinghouse	17 1/8	17 3/4
Westinghouse	50 3/4	51 1/4
Merck Corp.	48	48 1/2

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,87 F =

Le glissement du dollar paraissait stoppé mercredi 23 juillet, pour des raisons purement techniques, semble-t-il. Les marchés des changes ont continué d'intégrer les indications divergentes en provenance de l'économie américaine.

	22 juillet	23 juillet
FRANCFORT (en DM)	2,1252	2,1288
TOKYO	22 juillet	23 juillet
Dollar (en yen)	155,30	155,95

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	22 juillet	23 juillet
Paris (23 juillet)	7 1/2 %	
New-York (22 juil.)	6 3/8 %	

INDICES BOURSIERS

PARIS	21 juillet	22 juillet
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)		
Valeurs françaises	139,3	
Valeurs étrangères	101,8	
C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	366,7	363,7

NEW-YORK	(indice Dow Jones)	21 juillet	22 juillet
Industrielles	1779,11	1795,13	
LONDRES	(indice Financial Times)		
Industrielles	1276,3	1274,7	
Mixtes d'or	188,4	189,7	
Fonds d'Etat	95,63	95,55	

TOKYO	22 juillet	23 juillet
Nikkei Dow Jones	17522,2	17639,3
Indice général	1386,63	1395,82

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 juillet				
Nombre de contrats : 3 189				
COURS	22 juillet	23 juillet	24 juillet	25 juillet
Dernier	110,55	111,40	112,38	112,40
Précédent	110,25	111,10	112	112,10

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SAINT-GOBAIN LANCE UN EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 600 MILLIONS D'EURO-FRANCS. Le groupe Saint-Gobain vient de lancer un emprunt obligataire de 600 millions d'eurofrancs, à taux variable, d'une durée de dix ans, échangeable contre des obligations à taux fixe (7,75 %). L'opération est conduite par le Crédit commercial de France, qui avait déjà mis au point une formule identique pour la CNT et Air France. L'option de conversion permet aux investisseurs de tirer profit d'une baisse éventuelle des taux.

EDF VA EMPRUNTER 300 MILLIONS DE DEUTSCHMARES A LA BOURSE DE FRANCFORT. EDF va émettre un emprunt de 300 millions de deutschmarks à la Bourse des valeurs de Francfort, par l'intermédiaire d'un consortium international de banques. Sa durée sera de dix ans. Il sera assorti d'un coupon de 6 1/8 % par an. Le prix de souscription a été fixé à 99 3/4 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	6,060	6,060	+ 38	+ 42	+ 65	+ 98
Sem.	4,959	4,959	- 68	- 40	- 117	- 89
Yen (100)	4,007	4,007	+ 84	+ 101	+ 172	+ 197
DM	3,276	3,235	+ 63	+ 76	+ 133	+ 151
Flua	2,435	2,467	+ 27	+ 34	+ 62	+ 76
F.S. (100)	15,409	15,409	- 48	- 24	- 66	- 62
F.S.	3,984	4,004	+ 66	+ 85	+ 143	+ 170
L.(100)	4,701	4,748	- 38	- 34	- 363	- 299
L.	10,246	10,258	- 264	- 226	- 591	- 438

TAUX DES EUROMONNAIES

	5/16	6/16	6/8	6/12	6/3/8	6/12/8	6/7/16	6/9/16
S.E.U.	5/16	4/3/4	4/1/2	4/5/8	4/1/2	4/5/8	4/9/16	4/11/16
Flua	6/3/4	7/1/8	5/15/16	5/15/16	5/13/16	5/15/16	5/1/2	5/5/8
F.S.	2/1/2	2/3/4	4/7/8	7/8	7/8	7/8	7/16	7/16
L.(100)	9	11	10/7/8	11/3/8	11	11/8	4/13/16	4/15/16
F.	9/1/2	9/3/4	9/7/8	10	9/15/16	10/1/16	11/1/16	11/5/8
F. Swap	7/8	7/8	7/8	7/8	7/8	7/8	7/16	7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous ont été indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre est de 55 millions de dollars, comparé à 212 millions de dollars pour la même période de l'an dernier, soit une baisse de 74 %. Le bénéfice par action est de 0,19 dollar, il était de 0,71 dollar. Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 1985 tenait compte d'une charge exceptionnelle de 24 millions de dollars, soit 0,08 dollar par action. Le chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre est de 1,41 milliard de dollars, il était de 1,64 milliard de dollars en 1985. Michel Vaillant, président-directeur général, a précisé que la baisse du bénéfice net est due, pour l'essentiel, à une contradiction majeure de l'activité d'exploration et de développement dans les champs de pétrole aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, en Afrique et en mer du Nord.

Le chiffre d'affaires des services pétroliers a baissé de 30 %. Le chiffre d'affaires des services de logging et d'essais des puits en Amérique du Nord a baissé de 57 % cependant que le nombre moyen des appareils de forage en activité se réduisait à 942, soit une baisse de 59 % par rapport à l'an dernier, la plus forte qui soit jamais survenue. Hors d'Amérique du Nord, le chiffre d'affaires des services de logging et d'essais des puits est inférieur de 20 %.

ASYSTEL

SITUATION CONSOLIDÉE AU 30-06-1986 (en milliers de francs)

	au 30-06-1986	au 30-06-1985
● Total chiffre d'affaires	97 024	69 337
dont ventes de matériels	59,5 %	43,5 %
prestations de services	40,5 %	56,5 %
● Autofinancement	8 887	4 867
● Bénéfice après impôts	4 540	1 750

Les chiffres du 1^{er} semestre 1986 se comparent favorablement à ceux atteints au 30 juin 1985 et nous permettent de maintenir les objectifs de résultats 1986 : 30 millions de francs avant impôts. Ce trimestre a par ailleurs marqué une étape décisive dans le développement du groupe Asystel avec la création le 18 juin 1986 d'Asystel Belgium SA NV au capital de 20 millions de francs belges ayant pour vocation la mise à disposition du marché belge de l'ensemble des prestations de service d'Asystel. Cette implantation devrait être suivie dans les années à venir par d'autres en Europe.

STERN

GRAVEUR

depuis 1840

Pour votre Société

papiers à lettres et

imprimés de haute qualité

Le prestige

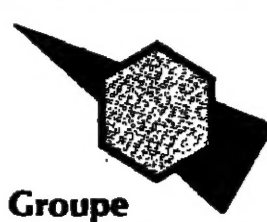
d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux :

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45



Groupe

Docks de France

Les recettes consolidées provisoires, toutes taxes comprises, du Groupe Docks de France, au 30 juin 1986, s'élèvent à 9 780 millions de francs au cours du premier semestre 1986.

Le taux de progression sur la période comparable de 1985, calculé à partir des chiffres en monnaie nationale pour les mêmes exercices, est de 4,3 %.

COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DES EAUX ET DU SYSTÈME D'ÉGOUTS DE LA VILLE DE DAMAS

INSTRUCTIONS POUR L'APPEL D'OFFRES

La compagnie de distribution des eaux de la ville de Damas, chargée également du système d'égouts, a décidé de passer à l'adresse El-Nasser Street, Damas, Syrie, un appel d'offres en vue de recevoir des soumissions sous pli cacheté, conformément au décret 195/1974, pour la fourniture d'équipement de laboratoire et de matériel permettant de déterminer, du point de vue sanitaire, les éléments présents dans l'eau, tels que les métaux lourds et les matières organiques.

- Caution de soumission : cinq mille (5.000) dollars USA.
- Caution de bonne exécution : 10 % (dix pour cent) du prix du contrat d'adjudication.
- Validité de la soumission : période minimum : 90 (quatre-vingt-dix) jours à compter de la date limite de présentation des soumissions.
- Pénalités de retard : 1 % pour chaque journée de retard.
- Prix : les prix indiqués dans la soumission seront définitifs, aucune réduction de prix ne sera autorisée.
- Répresentation : il faut que les agents exclusifs éventuels soient inscrits au registre des sociétés étrangères auprès du ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.
- Date limite pour les soumissions et lieu : 15 septembre 1986 au soir avant la fermeture des bureaux. Les soumissions doivent parvenir à : DAWSSA Registry, El-Nasser Street, Damas, Syrie.
- Documents relatifs à la soumission : le candidat doit obtenir sur demande par lettre ou par télex (FIGDAM 411312 SY) en s'adressant à DAWSSA Contracts Department, contre paiement de 500 (cinq cents) livres syriennes. Ils seront expédiés par avion par DAWSSA aux sociétés intéressées à l'étranger contre versement de 100 dollars USA à DAWSSA sur le compte N° 2001/10 auprès de la Banque commerciale de Syrie (= Commercial Bank of Syria).

Le Président-directeur général
Eng. Rida Mourada.

JOB ASSURÉ DANS LA DISTRIBUTION

Leaders magasins grandes surfaces recrutent avec fondation distribution, pour une année de formation gratuite débouchant

Sur emploi à potentiel cadre
600 heures de cours 22 semaines
de stage indemnisées en magasins

2 centres de formation :
Strasbourg : IECS
Paris : IAEFF

2 filières proposées :
Soit Carrefour, Casino-Cedis, Champion, Codex-Una, Continent, Docks de France, Euromarché, SASM.

Soit société des hypermarchés Cora.

Vous avez au moins BAC + 2 (DEUG ou Licence A E S, Sciences Eco, Droit, DUT ou BTS etc.) ou expérience professionnelle dans la distribution.

Début des cours 1-10-1986, inscription avant le 2-9-1986 :
IECS, 3, avenue d'Alsace 67000 Strasbourg.
Tél. : 88-36-56-77 ou 88-25-14-72.

Pour Cora, M. Reinhardt directeur Cora Strasbourg
BP 44 Mundolsheim - Tél. : 88-20-90-40.

INSTITUT DE PRÉPARATION AUX GRANDES ÉCOLES

rentrée 1986

Ouverture d'une nouvelle terminale B

orientée grandes écoles de gestion, études internationales et Sciences Po.

Une pédagogie de la réussite fondée sur la motivation, un entraînement intensif en langues, en mathématiques, en expression orale, des apports méthodologiques, des stages en entreprise.

IPGE : l'ambition et la rigueur d'une prépa des la terminale

25, rue François-1^{er} 75008 Paris - Tél. : 47.23.72.94

établissement privé d'enseignement

Admission immédiate sur dossier et entretien

Pour tous renseignements : IPGE, 25, rue François-1^{er}

75008 Paris - Tél. : 47.23.72.94

Nom _____ Tél. _____

Adresse _____

dernière classe suivie _____

مكتبة الأصيل

BOURSE DE PARIS

22 JUILLET

**Cours relevés
à 17 h 34**

[illegible]**Comptant** (sélection)

Second marché (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours		
Obligations					De Indemnité	3770	3770	Navig. Mar. del	180	405	Étrangers					A.S.P. S.A.	1520	1530	Daphin O.T.A.	1750	1750
Emp. 7.5/1973 ..	7770				Cos. Laro-Lan	407	423 30	OPF (Soc. Ind.)	180	405	Asin Mobilité ..	730	750	Downey	1350	1410	Morla	305	328		
Emp. 8.80/77 ..	122 20	1 471			Concorde (A.) ..	1168	1168	Orangy	210	720	Avanti	338	345	Im. Soc. Fin. P.	500	570 10	Monte-Deleon ..	710	700		
8,80 % 76/93 ..	106 76	0 235			C.M.F.P.	25 90	25	Origny-Devanture	233	233	B.A.P.P.	665	660	Orion-Associates	545	548	Pennwalt B.D. ...	32 50	330		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			C.I.F.B.I.	671		Palm-Neuville ..	350	350	B.L.P.	1415	1420	Edison Refractor	230	235	Petit Hume	305	305		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Parifex-Cof	965	978	Bolnet Technologies	800	818	Exci. S. Dematt ..	881	885	Petrolgases	490	451		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France	275	275	Automat	486	500	Expan	386	385	Renal	885	880		
8,80 % 76/94 ..	100 70	5 376			Crd. Gds. Gm. ...	1230	1230	Paris-France ..													

SICAV (sélection)

22/7

[illegible]

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

ÉTRANGER

- 2 La visite de M. Shimon Pérès au Maroc.
3 Afrique du Sud : la question des sanctions contre le régime de Pretoria.
— Algérie : les efforts de redressement économique.
4 Espagne : le discours d'investiture de M. Felipe Gonzalez.

POLITIQUE

La nouvelle politique du logement.

SOCIÉTÉ

- 6 L'affaire du Carrefour du développement : une fabrique de fonds spéciaux ?
— Nouvelle expulsion vers l'Espagne d'un réfugié basque.
7 Une clinique pour les « VIP » du Proche-Orient à Paris.
— Sports.

ARTS ET SPECTACLES

- 9 Francis Girod tourne « Descente aux enfers » en Haïti.
10 Le quarantième Festival d'Avignon : peintres et musiciens africains.
11 La Cité de la musique à La Villette : un pari pour le XXI^e siècle.
15 Communication.

ÉCONOMIE

- 16 Point de vue : Privatisation : pourquoi ne pas renoncer ? par Michel Chervat.
17 Le budget de la CEE.
18 Les négociations commerciales internationales : la diplomatie comploteuse du GATT.
19-20 Marchés financiers.

SERVICES

- Radio-télévision 14
Météorologie 14
Mots croisés 14
Carnet 15
Programmes des expositions 10-11
Programmes des spectacles 12-13

Le conseil des ministres et le programme du gouvernement

Nomination de huit nouveaux recteurs d'académie

L'histoire bégaiille : en juillet 1981, M. Alain Savary, alors ministre de l'Éducation nationale, procédait au renouvellement de la moitié des vingt-huit recteurs d'académie. Le conseil des ministres du 23 juillet a, à son tour, nommé huit nouveaux recteurs.

Annulé à plusieurs reprises depuis deux mois, le mouvement touche donc plus du quart des postes et obéit clairement à la volonté de remplacer des personnalités considérées comme proches de la gauche ou qui ont activement participé à la mise en place de la loi Savary promise à l'abrogation. Inversement, plusieurs des personnalités nommées ont été au cours des dernières années des opposants affichés à la réforme universitaire de M. Savary.

Ainsi M. Jean-Louis Boursin remplace à Montpellier M. Jacques Vaudaux. M. Raymond Prieur remplace à Créteil M. Jean-Claude Maître, nommé de son côté à Toulouse où il remplace M. Daniel Levrier. M. Charles Zorbigbe est nommé à Aix-Marseille à la place de M. Claude Lombois. M. Didier Linotte remplace à Nice M. Monique Lafon-Augé. M. Jean-Pierre Poussou (professeur d'histoire moderne à Paris-IV) est nommé à Bordeaux à la place de M. Jean-Claude Martin. M. Arnel Pechel remplace à Limoges M. Claude Lambert. M. Pierre Lotis (maître de recherche au CNRS) est nommé à Caen en remplacement de M. Antonio Ottavi. Enfin M. Christian Gras, vice-chancelier de l'Académie de Paris est remplacé par M. François Balle (professeur à Paris-II).

Aix-Marseille :

M. CHARLES ZORBIGBE

[Né le 5 mai 1935 à Alger, M. Zorbigbe est titulaire d'un doctorat et d'une agrégation en droit public. Professeur à la faculté de droit de Nantes en 1968, il est nommé directeur du centre juridique français de Sarrebruck en 1970, et est élu doyen de la faculté de droit de Paris sud en 1977. Maître de conférences à l'ENA de 1976 à 1978, il assure un enseignement à l'ESM de Saint-Cyr depuis 1984. De 1979 à 1980, M. Zorbigbe a été conseiller de l'Académie de Paris.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 23 juillet

Vigoureuse reprise : + 1,31 %

Une très vigoureuse reprise s'est produite, mercredi matin, à la Bourse de Paris. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement s'est accentué durant la séance préliminaire, et l'indice a continué à monter, s'élevait à 1,31 % en clôture. Progression de Charleux (+ 3,2 %), Michelin (+ 3 %), BSN (+ 2,8 %), Ferrier (+ 2,7 %), Accor (+ 2,6 %), Sanofi (+ 2,5 %), Peugeot (+ 2,4 %), Midi (+ 2,3 %). Les baisses ont été inexistantes.

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	415	416	428
Agropar	1510	1510	1520
Air Liquide	730	730	735
Alcatel	358	360	363
Banque Paribas	1180	1180	1195
Bouygues	1880	1885	1902
Bouygues	1200	1195	1200
B.S.N.	3800	3810	3910
Carrefour	3210	3250	3230
Cheminex	1181	1215	1219
Elf	1132	1145	1142
Elf-Agip	280	275	279 50
Elf	2910	2930	2930
Elf-Capital	1273	1288	1290
Michelin	3005	3022	3100
Midi	5990	6050	6110
Mot-Hennessy	2180	2150	2180
Navig	1041	1040	1050
Oréal	3710	3710	3718
Pernod-Ricard	955	952	955
Pernod	910	921	932
Sanofi	885	705	713
Sanofi-Sintelabo	1075	1075	1077
Sanofi-Sintelabo	3300	3360	3350
Thomson-CSF	1445	1450	1469
Toutat	371	371 50	372
Toutat	2080	2080	2120
Veolia	488 50	475 50	475 50

Le numéro de « Monde » daté 23 juillet 1986 a été tiré à 455 833 exemplaires

A B C D F G H

L'UDF commence à trouver trop pesante l'emprise du RPR

Dès la fin du conseil des ministres, ce mercredi 23 juillet, le projet de loi sur les conditions de privatisation des entreprises publiques sera transmis à l'Assemblée nationale pour être inscrit jeudi à l'ordre du jour des députés. Mais M. Jacques Chirac n'a pas l'intention de laisser s'ouvrir la discussion.

Dès la fin de la présentation de son projet par le gouvernement et le rapporteur de la commission des finances, le premier ministre engagera sa responsabilité en application de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. Cela mettra fin immédiatement au débat en attendant celui sur la motion de censure, que déposeraient les socialistes, et qui devrait avoir lieu le lundi 28 juillet.

Cette procédure expéditive ravit la majorité. Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale M. Pierre Messmer l'a dit mardi : « Nous voulons montrer au président de la République que nous n'acceptons pas son comportement et que nous voulons marquer cela d'entrée de jeu et brutalement. » Le président du groupe UDF, M. Jean-Claude Gaudin, fait la même analyse. Les députés RPR et UDF auraient même souhaité réagir plus vivement et plus rapidement. Seule la crainte de l'absence de certains d'entre eux a empêché les responsables de la majorité d'organiser un vote de confiance au gouvernement dès la semaine dernière.

L'union face au chef de l'Etat, que MM. Messmer et Gaudin considèrent comme « un adversaire », ne soulève aucune difficulté. Toutefois l'UDF voudrait que cette union ne profite pas qu'à son allié. Ses élus aimeraient que l'opinion n'oublie pas que le gouvernement n'est pas uniquement celui de M. Jacques Chirac mais celui de la majorité tout entière. L'emprise du RPR devient à leur goût, en effet, trop pesante.

M. Giscard d'Estaing : « une forte présence »

M. Valéry Giscard d'Estaing a aussi fait part d'un sentiment largement partagé, quand mardi après-midi 21 juillet devant le groupe UDF, après avoir approuvé la procédure suivie par le gouvernement, il a souligné « une forte présence et une expression politique de l'UDF ». Pour l'ancien président de la République la cohabitation « en étant ancrée au centre contribue à la stabilité du pays ». M. Giscard d'Estaing souhaite donc que l'UDF ne laisse pas cette place centrale sur l'échiquier politique, vide dont profite actuellement à ses yeux, M. François Mitterrand.

Cette réflexion est partagée par M. Gaudin qui s'inquiète de plus en plus de l'idée qui commence à s'exprimer ici ou là : pour faire face à un éventuel « coup » du chef de l'Etat qui entraînerait une élection présidentielle anticipée la majorité devrait être unie dès le premier tour derrière M. Chirac. « L'UDF doit, quelles que soient les circonstances être présente sous ses propres couleurs », affirme avec force le président de son groupe au Palais.

Comment faire entendre cette différence des maintenant ? En dehors même du poids normal du chef de gouvernement, l'UDF n'aperçoit que la répartition des responsabilités ministérielles favorise les ministres RPR plus que les siens. C'était déjà clair lors de la composition du gouvernement la loi parlementaire le confirme nettement. Tous les projets de loi importants déjà défendus l'ont été par des chiraquiens, à l'exception de celui sur la communication de M. François Léotard, dont on connaît les avatars, et de celui de M. Pierre Méhaignerie sur le logement, qui sera probablement un des rares à ne pas être adoptés définitivement au cours de cette session extraordinaire.

CEPES
57, r. Ch. Laffitte, 82200 Naudy, 47.22.94.94 - 47.45.08.19
préparation intensive en septembre
CFPA
centre formation professionnelle

Sur le vif

Blanchisserie

Elle est pas contente, Dominique Prieur, je vais vous dire, elle râle comme un voleur. Dans l'avion qui la ramenait ici, ou plutôt en Polynésie, elle tirait une queue pas possible. Comment je le sais ? Cherchez pas, j'ai une copine, la belle-sœur d'un homme-grenouille au centre d'Aspretto, qui la connaît. Même que l'autre lui a écrit. Parait qu'elle en a gros sur la patate, même sa-turange. Je lui ai demandé pourquoi.

— D'abord rapport à ça justement, au contre-espionnage. Elle adore ça, Domino, c'est son truc, son trip, son côté Mata-Hari. Et maintenant avec sa queue étreinte à longueur de colonnes et d'écrans, dans les médias du monde entier, ils vont plus être tellement secrets, ses services. Elle est plutôt brulée.

— Du moment qu'elle fait pas cramer le haricot de mouton de son petit mari, quelle importance ?

— Ça, elle risque pas de lui en faire souvent. Rien que l'odeur, ça lui soulève le cœur. Et puis, tu sais, elle, la popote... Elle préfère le mess des officiers.

— Oui, bon, ben, c'est plutôt chouette là-bas à Hao, elle a pas à se plaindre. Les trois S, à l'or-

gueur d'année, soleil, sable et sexe. Dis donc, à propos, les époux Turange, tu crois que c'était des vrais faux ou des faux vrais ? Il est super-beau, lui, tu trouves pas ?

— Pas mal, oui, pas mal du tout. Non, moi je lui dis à Domino, profite de ton séjour là-bas pour refaire du bateau et pour apprendre la plongée sous-marine et...

— Ah ! Parce qu'elle sait pas ?

— Mais non, elle a jamais posé de bombe de sa vie. Faut qu'elle s'entraîne. Comme ça, la prochaine fois, elle pourra participer de plus près à la sauterie. Et sous son casque de scaphandrier, on risque pas de la reconnaître.

— Qu'est-ce que c'est que tout ce linge sale qu'elle rapporte de Nouvelle-Zélande pour le laver en famille ? Ils ont pas de blanchisseries là-bas, dans les prisons ?

— C'est des dessous très délicats, tu vois, des collants qui risquent de filer et, tu sais ce que c'est, quand ça commence à faire des échelles... ça risque de monter haut... très haut.

— Oui, bon, ben, c'est plutôt chouette là-bas à Hao, elle a pas à se plaindre. Les trois S, à l'or-

CLAUDE SARRAUTE.

Dominique Prieur et Alain Mafart ont gagné la base française de Hao. Paris se félicite que les relations avec Auckland redeviennent « confiantes et amicales »

L'avion transportant le capitaine Dominique Prieur et le commandant Alain Mafart a atterri sur l'île de Hao, en Polynésie française, mardi à 16 heures locales (4 heures mercredi à Paris). Les deux officiers avaient été libérés et expulsés mercredi à l'aube par le gouvernement néo-zélandais, après avoir purgé huit mois de prison sur les dix ans auxquels ils avaient été condamnés pour leur participation au sabotage du Rainbow Warrior, en juillet 1985, dans le port d'Auckland. Ils ont d'abord été transportés par un appareil militaire néo-zélandais jusqu'à un territoire français de Wallis-et-Futuna, où ils

ont été accueillis par M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud.

Selon un communiqué du centre d'expérimentation du Pacifique sud, à Papeete, le chef de bataillon Mafart servira à compter du 1^{er} août comme adjoint au commandant de la base militaire de Hao, où sont cantonnés des éléments du 57^e bataillon de commandement et de soutien du Pacifique. Le capitaine Prieur sera officier adjoint au commandant de la base. Son mari, le capitaine Joël Prieur, est également affecté à Hao en tant que commandant de la compagnie de base.

Le départ de Nouvelle-Zélande, annoncé par un communiqué du Quai d'Orsay, s'est fait selon les termes du règlement arrêté par le secrétaire général de l'ONU et

concrétisé le 9 juillet par un accord signé à Paris. Outre l'affectation pendant trois ans sur l'île de Hao des deux officiers, cet accord prévoit deux autres obligations, qui ont été simultanément exécutées : l'envoi d'une lettre d'excuses du gouvernement français au gouvernement néo-zélandais — cette lettre, signée par M. Jacques Chirac et adressée à M. David Lange, a été remise mardi à l'ambassadeur néo-zélandais à Paris — et le versement par la France de 50 millions de francs, correspondant à la réparation du préjudice subi par la Nouvelle-Zélande.

Une autre clause de l'accord, qui prévoyait la levée du veto français à l'importation de beurre néo-zélandais dans la Communauté économique européenne, avait été appliquée lors de la réunion du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE à Bruxelles.

Les industriels de l'électronique

Abandonner TDF 1 serait une « erreur politique »

Les constructeurs de TDF 1 ont reçu l'appui des industriels de l'électronique, qui volent à leur tour au secours du satellite de télévision directe. Les fédérations de l'industrie électronique (FIEE, GIEI, SIMAVELEC) ont toujours répété qu'un satellite lourd était indispensable pour ouvrir une voie européenne à la télévision haute définition. Leur porte-parole, M. Jean-Claude Bonnet, ne cache pas qu'un abandon du projet serait considéré par beaucoup comme une erreur politique : « Il est impensable qu'un gouvernement bien éclairé sur ce sujet fasse marche arrière face à ce qui doit constituer le grand rendez-vous historique en matière d'audiovisuel et de communication, de spatial et d'électronique. »

Les conseillers du premier ministre, peu favorables au départ à TDF 1, semblent aujourd'hui ébranlés par ces arguments. Il semble peu probable que le satellite soit abandonné. Reste à trouver une solution pour combler le trou de 600 à 800 millions de francs dans le financement du projet.

lundi et mardi. « Ainsi se trouve définitivement réglé, conclut le communiqué de ministère des affaires étrangères, un contentieux qui avait gravement altéré les relations franco-néo-zélandaises, traditionnellement confiantes et amicales. »

M. Lange : une victoire

Pour sa part, le premier ministre néo-zélandais a déclaré mercredi que son pays avait remporté « une victoire » dans son conflit avec la France.

« J'ai reçu une lettre d'excuses du premier ministre français, et c'est une victoire », a déclaré M. Lange aux journalistes en communiquant le texte de cette lettre. Selon lui, cette excuse est « pratiquement sans précédent » et « cela satisfait sûrement les demandes néo-zélandaises ».

Selon M. Lange, la fin de l'affaire va permettre « des relations plus normales » avec Paris, mais il y aura « encore des difficultés avec la France à propos de son programme d'essais nucléaires » et de sa politique dans ses territoires du Pacifique sud.

Pour le premier ministre néo-zélandais, la leçon de l'affaire est que les petites nations sont désarmées « lors de conflits avec les grandes puissances sur des problèmes importants ».

De fait, et même si l'accord interdit aux deux officiers de quitter Hao pour quelque motif que ce soit pendant trois ans et de s'entretenir avec la presse, une partie de l'opinion néo-zélandaise estime que M. Lange, après avoir tenu des propos d'une grande fermeté, a fini par capituler sous la pression des représailles commerciales. L'opposition attire en outre l'attention sur le fait que l'arrêt d'expulsion avait été signé avant l'accord avec la France. En effet, aux termes de la loi néo-zélandaise, un décret d'expulsion ne peut prendre effet que vingt-huit jours après la promulgation de l'ordre d'expulsion.

Enfin, M. Collin Amery, citoyen néo-zélandais qui avait été débouté mardi d'une plainte visant à relancer l'action de la justice et à empêcher le transfert des agents français, a exprimé son « indignation ».

— (AFP, Reuters, AP).

مكتبة الامم المتحدة